

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES DES INDUSTRIES SARDINIÈRES FRANÇAISE ET PORTUGAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 12 juin 1926, à 14 heures

PAR

Hubert OUIZILLE

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur

*Suffragants { MM. LESCURE, professeur .
 { OUALID, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1926



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553021_0022

**LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES
DES INDUSTRIES SARDINIÈRES
FRANÇAISE ET PORTUGAISE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES DES INDUSTRIES SARDINIÈRES FRANÇAISE ET PORTUGAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 12 juin 1926, à 14 heures

PAR

Hubert OUIZILLE

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. GERMAIN MARTIN, *professeur*

Suffragants { MM. LESCURE, *professeur*
 { OUALID, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1926



A Monsieur PIERRE LEMY

Hommage respectueux au Président du Syndicat National

et à MM. HÉRVÉ PLÉVEN et JEAN MIGNOT

en témoignage d'amitié reconnaissante

H. O.

INTRODUCTION

Pêcher un poisson, c'est retirer de
la mer une pièce de monnaie.

(B. FRANKLIN).

La reproduction des richesses inépuisables de la mer se passe du concours de l'homme. Le seul effort qui soit demandé à celui-ci, c'est de déployer l'activité nécessaire pour les recueillir.

Cette activité diffère beaucoup d'intensité suivant les pays. Pour n'en citer qu'un exemple, alors que le rendement de la pêche atteint actuellement 2 milliards 106 millions de francs en Angleterre, c'est à peine si en France il arrive à 630 millions. Comme conséquence, la consommation annuelle du poisson dans le Royaume-Uni est d'environ 13 kilogrammes par tête d'habitants, alors qu'elle n'est que de 5 kilogrammes en France, et encore, pour assurer cette consommation réduite, la France se voit-elle, d'après les statistiques officielles de la Direction des Douanes, obligée d'importer, pendant les trois années 1922, 1923 et 1924, un total de 635.996 quintaux de conserves de sardines, représentant une somme de 217.248.000 francs alors

que, dans le même laps de temps, l'exportation des mêmes conserves n'atteint que 129.509 quintaux représentant une somme de 73.856.000 francs.

Le but de cette étude — en la limitant à une seule espèce de pêche, celle de la sardine — est de comparer les résultats de cette pêche sur la côte atlantique Française avec ceux de la même pêche sur la côte de la péninsule Ibérique, principalement sur celle du Portugal, et d'essayer d'en tirer une conclusion.

En France, le principe de la liberté de la pêche n'est que relatif. De fait, la pêche est monopolisée — du moins pour celle en bateau — au profit des inscrits maritimes. Nul, en effet, ne peut s'y livrer à *titre professionnel* qu'autant qu'il est inscrit. Depuis Colbert le recrutement de notre flotte a été singulièrement facilité par l'Inscription Maritime qui nous assure, à l'heure présente, de 160.000 à 180.000 hommes; aussi n'est-il pas indifférent, en dehors de toute autre considération, de rechercher toutes les améliorations possibles au sort des pêcheurs pour les retenir sur leurs bateaux. Tous les fils de pêcheurs ne sont plus, comme autrefois, hypnotisés par le rude et périlleux métier de leurs pères. Par ailleurs, la diminution rapide de la natalité se fait de plus en plus sentir, même sur la côte naguère si prolifique de la Bretagne, et dans certains quartiers, en Vendée, notamment dans celui des Sables d'Olonne, on constate qu'à treize ans d'intervalle le nombre des enfants portés sur les matricules de l'Inscription Maritime a diminué de près des deux tiers.

Pour les inscrits maritimes, la mer paraît une propriété commune, un champ indivis à exploiter exclusive-

ment entre eux ; encore faut-il qu'ils conservent l'espoir, en dépit des aléas de la pêche et des conditions plus difficiles actuelles de l'existence, d'en retirer des ressources suffisantes. Et ils commencent à en douter puisque le nombre des bateaux sardiniers de Camaret à Saint-Jean-de-Luz, qui était de 3.478 en 1913, est tombé à 1.838 en 1921.

Pourquoi faut-il que, par suite de malentendus, nos pêcheurs en soient encore à croire que leur intérêt n'est lié en rien à celui des industriels transformant la matière première qu'ils leur apportent, et à méconnaître que la solidarité des pêcheurs et des conserveurs devrait faire leur force, tandis que leur rivalité peut, un jour ou l'autre, entraîner leur ruine mutuelle ? Et alors nos pêcheurs, pendant que Portugais, Espagnols et leurs confrères de notre côte basque s'ingénient à intensifier la pêche, limitent au contraire la leur — pêcher peu pour vendre cher — sans se rendre compte que les grands marchés se ferment pour nous les uns après les autres, et qu'en France même, où cependant la consommation des conserves de sardines est incomparablement plus importante que dans n'importe quel autre pays, ces conserves devenant par leur prix une denrée de luxe, la consommation va se réduisant au profit de conserves analogues importées par quantités croissantes de Portugal et d'Espagne.

Nos pêcheurs sont tous des coopérateurs libres, associés entre eux dans chaque bateau ; ce ne sont plus des salariés, et il y a sensiblement plus d'un demi-siècle que leurs barques n'ont d'autres armateurs que certains d'entre eux (1).

(1) Ils semblent en douter cependant ceux qui baptisent leur bateau

Ne peut-on arriver à leur faire entrevoir le danger qui les menace si leur état d'esprit ne se modifie pas ?

Or voici que se présentent des circonstances :

— Pêche très médiocre au Portugal depuis plusieurs mois, et, comme conséquence, prix du poisson devenu fort élevé et peu éloigné de celui du poisson français ;

— Coût de la main-d'œuvre portugaise dépassant celui de la main-d'œuvre française à la suite d'une revalorisation rapide et difficilement justifiée de l'escudo depuis avril 1924 ;

— Concurrence de la fabrication espagnole supprimée, par suite du change, sur le marché français et sur quelques autres.

— Entrée en ligne probable sur la côte française d'un nombre sensiblement croissant de bateaux à moteur ; qui pourraient permettre à nos pêcheurs de prendre leur revanche sur l'étranger pour peu qu'ils se décident, non pas à adopter les méthodes de pêche de leurs rivaux, mais simplement à ne plus demeurer hostiles à un meilleur rendement, et à prendre exemple sur les pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz, qui, eux, pêchent beaucoup pour gagner beaucoup.

Ce sera l'objet de la présente étude.

« Esclave du riche », quand ils ne lui donnent pas de noms prétentieux comme « *Tædium vitæ* » ou « *Concilio manuque* », ou encore ne formulent pas un ordre comminatoire « Lundi, reste à terre ».

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS HISTORIQUES D'ORGANISATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES SARDINIÈRES FRANÇAISE ET PORTUGAISE.

a) LE CENTENAIRE D'UNE INDUSTRIE

En 1796, Nicolas Appert, confiseur rue des Lombards, commence à Paris ses recherches pour la conservation des substances alimentaires.

Huit ans plus tard, en 1804, il en fait constater le résultat par l'Administration de la Marine à Brest, fonde la même année à Massy (Seine-et-Oise), une petite usine pour la conservation des légumes, enfin en 1809, prend le brevet qui va donner naissance à une industrie féconde.

En 1824, Joseph Colin, dans son établissement de la rue des Salorges à Nantes, semble être le premier qui applique les procédés d'Appert à la conservation des sardines en boîtes hermétiques.

*
* *

La sardine était, dans les temps anciens, de consommation courante sur les bords de la Méditerranée. Son nom

d'ailleurs vient du grec : *σαρδίνη* diminutif de : *σάρδα*, sorte de thon pêché dans les environs de la Sardaigne. Galien l'indique comme l'un des meilleurs poissons salés que l'expérience lui a fait connaître ; le célèbre gastronome Apicius note la façon dont il convient de la farcir ; enfin Horace (1) vante les mérites de la sauce Alec composée d'un heureux mélange de la saumure et des entrailles de la sardine.

De temps immémorial, l'industrie de la pêche s'est exercée sur toute la côte sud de la Bretagne, mais prend un grand développement dans la première moitié du xiv^e siècle, et il existe des titres du xiv^e et du xv^e siècle dans lesquels il est question de privilèges accordés par les Ducs de Bretagne pour la favoriser.

En 1681, on trouve une ordonnance fixant le minimum de mailles des filets employés pour la capture de la sardine.

En 1685, les notables bourgeois et manants du Croisic prennent un arrêté pour enjoindre aux maîtres de chaloupes de pêche de ne pas vendre leurs sardines en rade à des vaisseaux étrangers et les obliger à les porter à quai.

Le 26 juillet 1696, dans l'assemblée des mêmes bourgeois et manants, le syndic de la communauté remontre que Monseigneur de Nantes, étant dans cette ville, lui a ordonné de faire mettre en état les presses à sardines « pour servir d'écuries à la noblesse qui y est ».

L'année suivante, un mémoire de l'Intendant de Bre-

(1) Horace, Liv. II, Sat. IV. Cette satire n'est en réalité qu'une collection de menus à l'usage des gourmets du temps. Le poisson n'était pas alors très apprécié des Romains.

tagne mentionne la fabrication à Port-Louis de 4.000 barils de sardines.

Au XVIII^e siècle, on peut citer divers arrêts du Conseil du Roi interdisant l'entrée des sardines salées étrangères dans le Royaume : 24 août 1715 ; 7 octobre 1717 ; 18 novembre 1720 et 24 août 1748. A cette époque la pêche de la sardine ne se pratiquait pas seulement en Bretagne, mais en Méditerranée sur la côte du Languedoc. Le Gouvernement encourageait le commerce de la sardine en exemptant des droits de gabelle, à partir de 1719, le sel employé pour sa conservation.

Puis, ce sont les registres de l'Amirauté de Quimper qui offrent maint écho des doléances des pêcheurs, sous Louis XV et Louis XVI, tant au sujet de la disparition momentanée de la sardine — crises de 1725, 1745, et la grande crise de 14 ans 1760-1774 — qu'à celui de la cherté des rogues et à celui de l'insuffisance des filets.

Enfin, Bernardin de Saint-Pierre à la veille de s'embarquer à Lorient, en février 1768, pour l'Ile-de-France, écrit (1) avec quelque exagération sans doute : « On m'a assuré que la pêche de la sardine rapportait quatre millions de revenu à la province de Lorient ».

Seulement, jusqu'en 1824, on ne connaît que deux moyens de conserver le poisson : le salage avec son succédané le saurissage. Il ne s'agit donc jusque-là que de « presses » rudimentaires, où l'on se contente de ranger et de presser la sardine dans des barils après l'avoir salée, et ces « presses » sont nombreuses et réparties sur toute la

(1) Bernardin de Saint-Pierre. Lettre III, 20 février 1768.

côte, puisqu'on en compte jusqu'à 420 sur le littoral breton, dont moitié environ dans le seul Finistère.

La sardine salée de Bretagne, et celle dite « de l'Olonne » en Vendée avaient alors le monde entier pour client.

Développement des usines en Bretagne.

Le timide essai de Colin à Nantes en 1824 ne va pas tarder à être suivi.

En 1828, il est fait mention d'une usine à Douarnenez (1) ; dès 1832, on voit se créer deux usines en Vendée, l'une aux Sables-d'Olonne, l'autre à Saint-Gilles-sur-Vie ; puis, à partir de 1834, en Bretagne, à côté d'usines nouvelles, les plus importantes des anciennes « presses » vont progressivement se transformer, si bien qu'en 1879 on peut compter 160 usines françaises de conserves de sardines à l'huile — il y en aura près de 200 au début de la campagne suivante — alors que les deux états de la péninsule Ibérique n'en ont aucune.

Jusqu'en 1880, en effet, la fabrication des conserves de sardines était un monopole pour la côte atlantique française de Camaret aux Sables-d'Olonne, et on pouvait croire que cette côte avait le privilège exclusif d'y attirer la sardine à la belle saison pour y satisfaire ses besoins instinctifs et impérieux — celui de se nourrir, celui de se reproduire — pour y trouver un pâturage et un gîte, les

(1) *L'Exportateur français* du 6 sept. 1923. L'industrie des conserves de poisson par Pierre Lemy.

poissons ne se décidant à émigrer que lorsque la nécessité les y contraignait.

Dans cette période, de 1832 à fin 1879, plusieurs saisons de pêche furent bien mauvaises, 1846, 1852, 1858, 1870-1872, mais lorsque la sardine venait à manquer, la population de la côte était bien loin d'en souffrir, comme elle devait en souffrir si cruellement plus tard.

Les fonds proches du rivage n'avaient pas encore été ravagés, le poisson était abondant, les moyens de transport rapide n'existaient pas, si bien, qu'à défaut du gain attendu de la sardine, les pêcheurs et leurs familles trouvaient au moins à se nourrir suffisamment et à se procurer quelques ressources.

Dans son ensemble cette période de 48 ans fut prospère pour les conserveurs, et l'on vit notamment deux ports, Douarnenez et Concarneau — ce dernier venu seulement en 1851 à la fabrication des conserves de sardines — prendre un développement rapide, surtout à partir de 1864, et devenir les deux ports sardiniers de beaucoup les plus importants de toute la côte.

Cependant l'alerte avait été chaude lorsqu'à la suite du grand hiver de 1870-1871 la pêche avait été des plus restreintes en France, et plusieurs usines furent alors créées sur la côte algérienne.

Cette période de prospérité pour les conserveurs va prendre fin avec 1879. Voici, en effet, que deux hivers rigoureux en 1880 et 1881 vont déclencher une crise très grave qui, en dépit d'une campagne de pêche à peu près normale en 1883, va durer jusqu'à la fin de 1887 et se fera d'autant plus sentir que le 16 novembre 1880 s'est ouverte

une première usine sur la côte portugaise à Setúbal, et qu'il s'en est créé beaucoup d'autres, non seulement en Portugal, mais aussi en Espagne. Dès 1886 le Portugal, à lui seul, exporte pour 4 millions de francs de conserves de sardines et pour 5 millions l'année suivante (1).

En 1888, la sardine est revenue sur la côte française, et y reviendra pendant 14 ans avec, bien entendu, des variations annuelles dans les quantités capturées, mais enfin avec assez d'abondance pour permettre de lutter avec la fabrication nouvellement établie sur la côte de la péninsule ibérique.

Le prix de revient des usines françaises demeure, il est vrai, sensiblement plus élevé que celui des usines étrangères, parce qu'en Portugal et en Espagne la pêche se pratique pendant presque toute l'année, et non pas seulement pendant une vingtaine de semaines comme en France, et qu'on y emploie des filets capables de capturer de bien plus grandes quantités de sardines, et presque toujours sans l'emploi de la rogue, mais l'écart entre les deux prix de revient est inférieur à la plus-value obtenue par la fabrication française grâce à sa qualité et à l'ancienneté de ses marques.

Convention de Madrid 14 avril 1891.

Il intervient, d'ailleurs, la convention de Madrid du 14 avril 1891 qui, pour supprimer la concurrence déloyale de certains fabricants étrangers, va prohiber de vendre,

(1) *Nouveau Dictionnaire de Géographie universelle*, par Vivien de Saint-Martin.

sous des étiquettes portant l'indication de lieux de pêche français, des produits portugais ou espagnols.

Plus tard, deux lois permettront de lutter plus efficacement encore contre la concurrence étrangère, la loi dite loi Le Bail et la loi dite loi Guilloteaux.

Loi Le Bail.

La première (11 juillet 1906) ne permet pas d'introduire en France, où d'y faire transiter des boîtes de sardines pesant plus de 1 kilo, ou des boîtes, même plus petites, sans que le nom du pays d'origine y soit estampé d'une façon indélébile.

Cette loi Le Bail a eu le grand avantage de couper court aux opérations de dépotage et de démarquage, auxquelles se livraient des industriels peu scrupuleux. Le dépotage consistait à retirer des sardines des grandes boîtes, pesant 3, 5 et même 10 kilos, pour les emboîter dans de petits formats portant une marque française. Le démarquage se faisait plus simplement en introduisant en France des boîtes blanches ou des boîtes illustrées, qu'on blanchissait ensuite, et en y apposant un étiquette de cuivre ou de papier portant une marque française.

Loi Guilloteaux.

La loi Guilloteaux (11 janvier 1892) fit élever les droits d'entrée de la marchandise étrangère à 25 francs les 100 kilos pour le tarif minimum et à 30 francs pour le tarif maximum.

Il est permis de se demander, si, au point de vue économique, on n'a pas commis une erreur.

On n'a protégé, en fait, que les usines dont la clientèle est française, et on leur a permis de payer le poisson plus cher aux pêcheurs. Tous les fabricants ayant dû suivre le mouvement, ceux qui font de l'exportation — et, jusqu'en 1914, c'était pour la grande partie de leur production — se sont trouvés dans des conditions moins favorables pour combattre sur les marchés étrangers les fabricants portugais et espagnols, qui s'acharnaient d'autant plus à y trouver des débouchés que la vente en France leur faisait défaut.

Il n'a pas fallu, en effet, moins que la disette absolue de la pêche en France en 1907, succédant à deux années très mauvaises (1905 et 1906), et qui devait être suivie de la mauvaise campagne 1908, pour qu'il soit devenu possible, malgré des droits d'entrée considérablement relevés, de vendre en France des produits étrangers, et cette vente montre, mieux que des phrases, ce que la crise commencée en 1902 a pu être pour les fabricants français.

Au moins, peut-on penser, les pêcheurs ont profité de la situation, et les prix élevés payés pour les modestes quantités de sardines par eux capturées ont dû leur être favorables.

Assurément, mais n'y a-t-il pas des victoires qui, en les regardant de près, ressemblent parfois à des défaites ?

Quel est l'intérêt du pêcheur ? C'est que les usines prospèrent, car si leur nombre vient à diminuer par suite de mauvaises affaires, leur puissance d'absorption, si intéressante quand la pêche est normale, va fatalement diminuer.

Si les fabricants perdent de plus en plus leurs débouchés, il va de soi qu'ils achèteront d'autant moins de sardines.

C'est là une question économique un peu délicate, et qu'il n'est pas très aisé de faire saisir aux pêcheurs.

Pour eux, comme pour les conserveurs, ce qu'il faudrait assurément ce sont des pêches moyennes vendues à des prix moyens.

S'ils pêchent peu, et s'ils vendent très cher, ils portent à l'industrie sardinière française un grave préjudice qui finira par rejaillir sur eux.

S'ils pêchent de trop grandes quantités, ils avilissent les prix, surtout pour les fins de pêche qui laissent toujours à désirer au point de vue de la qualité, et qui, achetées par des maisons moins difficiles, viennent, à cause des bas prix de revient, faire une concurrence très fâcheuse aux produits bien fabriqués avec des sardines payées à prix plus élevés.

Si la surabondance nuit aux pêcheurs, elle nuit aussi aux fabricants : l'exemple du Midi qui, à une certaine époque fut aux trois quarts ruiné par une trop grande abondance de vin, montre combien l'excès en tout peut être nuisible.

Les pêcheurs croient limiter le mal en obtenant des prix minima ; le remède peut avoir son utilité à *un moment donné*, mais son efficacité reste bien problématique, car rien ne prévaut à la longue contre certaines lois économiques, et les pêcheurs seraient sans doute mieux inspirés en faisant eux-mêmes leur police, c'est-à-dire en limitant leurs prises aux quantités qui peuvent être normalement achetées par les usines et par les mareyeurs.

Crise sardinière de 1902.

Voici maintenant 1902 et sa disette à peu près complète. Le total de la fabrication française tombe de 1.000.000 de caisses à 196.000, et encore ce chiffre n'a-t-il été atteint que parce qu'à Belle-Ile et à Quiberon la pêche est restée pendant toute la saison régulière et fructueuse. « Tandis qu'en Galice et au Portugal l'année la plus mauvaise par rapport à la meilleure est comme 1 à 1,4 sur nos côtes ce rapport est de 1 à 16 » (1).

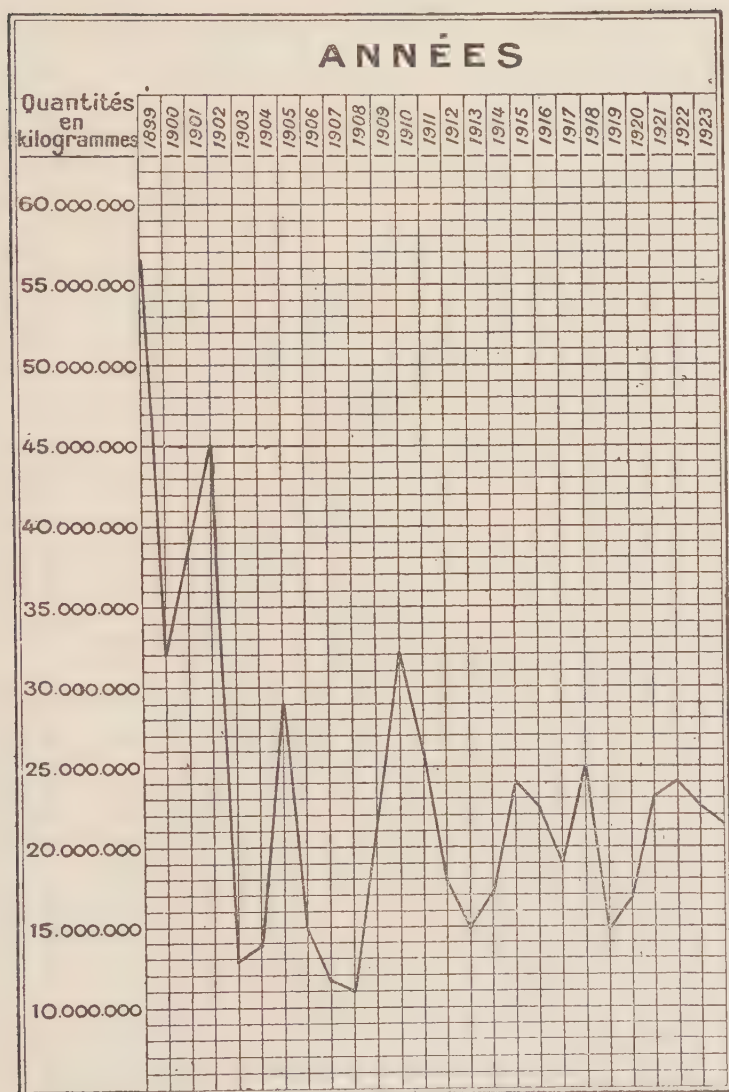
Une période lugubre — exception faite pour 1904 où la pêche fut à peu près normale — va durer jusqu'à la fin de 1908 : années de misère et de perte pour le pêcheur, pour l'ouvrier et l'ouvrière d'usine autant que pour le conserveur : année de développement considérable pour nos rivaux Portugais et Espagnols.

Découragement après campagne normale de 1909.

Instruits par l'expérience du passé, ceux-ci ont amélioré leur production, ils l'ont surtout mieux sériée, séparant des caisses fabriquées avec le poisson d'hiver celles contenant des sardines d'été. Aussi quel déboire quand en 1909, le poisson étant revenu en abondance sur nos côtes, pêcheurs et conserveurs espèrent revoir des jours meilleurs, et qu'en fin de campagne les pêcheurs déclarent avoir fait une mauvaise année, tandis que, de leur côté, les conserveurs constatent que, non seulement ils vendent leurs produits à des

(1) L. Fage, Assistant au Muséum. Rapport sur la sardine, mai 1920.

Pêche de la SARDINE de 1899 à 1923.



prix peu rémunérateurs, mais encore qu'ils éprouvent de grandes difficultés à les écouler, leurs anciens débouchés ayant été accaparés pendant la crise par la fabrication étrangère!

Il ne faut pas en effet perdre de vue que jusqu'en 1902 l'industrie sardinière française exportait environ les trois quarts de sa fabrication; d'aucuns même diront près des quatre cinquièmes (1).

Le découragement est tel chez les pêcheurs que d'économique la crise va devenir en quelque sorte politique : contre le patronat va se dresser le prolétariat sardinier.

C'est en vain qu'à différentes reprises les conserveurs, dont l'intérêt évident est de vivre en bons termes avec leurs collaborateurs directs, vont tenter de se rapprocher d'eux. Ce sont moins les pêcheurs qui feront échouer ces tentatives que ceux qui se sont constitués leurs porte-parole, et ont réussi à leur persuader qu'à une large production payée à prix normal il convenait de substituer une production restreinte à prix élevé.

Par ailleurs « les représentants des ports, ayant à compter avec le préjugé de la masse contre les engins de progrès, ont naturellement trouvé plus prudent de l'encourager que de le combattre. Et quant aux syndicalistes, dont la propagande est si active depuis une dizaine d'année sur ce littoral, ils ne pouvaient évidemment pas négliger une si magnifique occasion d'opposer le travail au capital, les prolétaires de la barque aux bourgeois de l'usine. Ce sont eux, suivis par une abondante littérature, qui vont conférer à la

(1) *Situation de l'industrie sardinière*, P. LEMY, 1907.

querelle des engins son caractère actuel, qui l'ont transformée en épisode de la lutte des classes — ce qu'elle n'était primitivement, ce qu'elle ne saurait être nulle part sans dévier —. Par eux le filet droit est devenu un symbole et un drapeau : le drapeau du prolétariat sardinier » (1).

116 usines s'apprêtent à fermer en 1912.

Et la situation s'aggrave à ce point que, le 5 décembre 1912, les membres du groupement constitué par les fabricants pour l'étude de la crise sardinière, après avoir écarté la proposition de signifier officiellement aux pouvoirs publics la fermeture de 116 de leurs usines, conviennent finalement que chaque fabricant écrira au Directeur de Contributions directes pour chacune des usines fermées :

« Monsieur. Veuillez noter qu'à partir du 1^{er} janvier « prochain l'usine sera fermée et qu'il faut par conséquent « la rayer du rôle des Contributions directes pour 1913. »

Et le Secrétaire général du groupement déclare le 6 janvier 1913 : « On aurait tort de parler de lock-out ou de conflit. Pour l'instant aucune agitation ne règne dans les ports. Ce n'est point un geste de lutte que nous avons esquissé, mais un simple geste de lassitude ou plus exactement de déroute » (2).

La Chambre des Députés, dans ses séances des 31 janvier, 7 et 14 février 1913, discute longuement la grave

(1) *Sardiniers bretons*, par Auguste Dupouy (*Revue de Paris* 15 juin 1913).

(2) *La liberté* du 7 janvier 1913. La Crise Sardinière

question posée par la fermeture de 116 usines et adopte finalement l'ordre du jour suivant :

« La Chambre approuvant les déclarations du Gouvernement et confiante en lui 1^o pour rechercher les causes
« de la crise sardinière, 2^o pour assurer dès maintenant,
« par un accord avec les intéressés, la reprise du travail
« dans les usines de conserves alimentaires, passe à l'ordre du jour ».

Le 23 avril 1913, par lettre adressée au Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine Marchande, le Syndicat national des fabricants de conserves de sardines et autres poissons déclare accepter le principe d'un arbitrage par une commission composée de deux arbitres, l'un nommé par les pêcheurs, l'autre par les fabricants et d'un sur-arbitre désigné par le Gouvernement, étant entendu que la sentence arbitrale aura son effet pour tous les ports de la côte bretonne et vendéenne, et que le Gouvernement en assurera l'application.

Il n'y a, en effet, qu'un seul point sur lequel s'entendent pêcheurs et conserveurs : c'est sur l'intervention de l'Etat. Des deux côtés on la réclame, comme si l'action déprimante que ne peut manquer d'exercer dans un cas pareil l'esprit protectionniste n'est pas faite pour compliquer plutôt la crise.

Sentence arbitrale du 26 mai 1913.

Le 26 mai 1913, paraît la sentence arbitrale rendue pour l'exercice de la pêche de la sardine et du petit maquereau pendant l'année 1913.

Voici le résumé des 5 articles de cette sentence :

Art. 1. — Les fabricants s'engagent à ne plus pratiquer l'abonnement, et à payer la sardine au prix minimum indiqué pour chaque moule dans un tableau annexé.

Ce tableau comprenait quinze prix : 16, 13,50, 11,85, 10,70, 10, 8, 7, 6,40, 6, 4,60, 4, 3,20, 2,50, 2,15, 2 francs le mille.

Le prix le plus élevé, 16 francs le 1.000, était fixé pour la sardine du moule 66-67, correspondant à 20 sardines au kilogramme. Le prix le plus bas, 2 francs le 1.000, était celui de la sardine du moule 36-37 correspondant à 136 sardines au kilogramme.

Art. 2. — Les pêcheurs s'engagent à faire tous leurs efforts pour apporter au moins tout le poisson que les usines peuvent travailler. A cet effet, quand besoin sera, et lorsque les circonstances le permettront, ils feront deux sorties et pourront employer simultanément plusieurs filets droits par les moyens à leur convenance.

Art. 3. — Les fabricants feront connaître chaque jour aux commissions mixtes les quantités de poissons qu'ils s'engagent à acheter le lendemain.

Art. 4. — Composition des commissions mixtes : 3 fabricants et 3 représentants des pêcheurs, plus un président choisi localement en dehors des parties (administrateur de l'inscription maritime, syndic, juge de paix).

Art. 5. — Les commissions mixtes auront pour attributions :

1^o de déterminer chaque jour les quantités de sardines ou de maquereaux que les fabricants s'engagent à acheter le lendemain.

2^o d'autoriser à titre exceptionnel et provisoire pendant l'année 1913 l'emploi en nombre restreint de filets coulissants, lorsque dans leur région et, pendant trois jours consécutifs la pêche pratiquée aux filets droits n'aura pas fourni aux fabricants les $\frac{2}{3}$ de la quantité de poisson qu'ils avaient demandée. Le nombre des filets coulissants à employer dans ces circonstances est fixé dans chaque région à un filet pour 50 bateaux ou fraction de 50 bateaux. Dès que la production de la pêche au filet droit atteindra de nouveau les $\frac{2}{3}$ de la quantité demandée l'emploi temporaires des filets tournants sera suspendu.

En 1913, la pêche est des plus médiocres, et bien que

les conditions prévues par la sentence arbitrale pour l'emploi des filets coulissants par un bateau sur cinquante se réalisent, nulle part on en fait usage.

Les commissions mixtes prévues par la sentence arbitrale ne se constituent qu'aux Sables-d'Olonne et dans deux petits ports de Bretagne.

Il n'est pas jusqu'aux engagements pris quant au saumurage de la farine d'arachides qui ne soient vite oubliés par certains pêcheurs et le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine Marchande ne manque pas de le leur reprocher lors d'un de ses voyages à Concarneau. Mais peut-on s'en étonner quand on voit l'un des délégués des pêcheurs à la Commission arbitrale adresser de Paris à tous les syndicats de pêcheurs de la côte une lettre circulaire leur expliquant que, si les délégués des pêcheurs ont été obligés de faire certaines concessions, eux pêcheurs restent absolument libres de ne pas les appliquer ?

Voilà donc à vau l'eau la tentative d'accord préconisée par la Chambre.

Au début de la campagne de 1914, les pêcheurs vont, d'ailleurs, prouver que toute initiative venant de la part des conserveurs est d'avance, et sans examen, condamnée.

Vente au poids.

Les conserveurs veulent en effet — et au moins autant dans l'intérêt des pêcheurs que dans leur — modifier le mode d'achat de la sardine. Elle se vend au mille, ce qui est bien illogique pour un poisson de moule aussi variable

que la sardine, tandis que la vente au poids, sans compter qu'elle est plus rapide, est bien faite pour sauvegarder les intérêts des uns et des autres (1).

Proposée par les conserveurs, cette réforme est immédiatement repoussée du moins par les pêcheurs du Finistère et du Morbihan, alors qu'elle est acceptée par ceux de la Loire-Inférieure et de la Vendée. A l'heure actuelle la vente au mille persiste au Nord, bien que pêcheurs finistériens et morbihannais acceptent sans discussion la vente au poids lorsqu'ils se trouvent à venir dans les ports du Sud.

Décidément « la vérité n'efface l'erreur que lentement et graduellement comme l'aurore efface les ténèbres » (2).

1914-1926.

Puis c'est la Guerre. Nombre de bateaux sont désarmés, nombre d'usines ferment.

En 1917 et 1918, l'exportation est interdite.

Les usines ne travaillent plus que pour l'Intendance et le marché intérieur.

Les pêcheurs bien moins nombreux mais livrés à eux-mêmes, ne vont plus limiter leur pêche ; aussi pendant quatre ans, de 1914 à fin 1917, la production devient-elle presque égale aux $\frac{3}{4}$ de ce que l'on est convenu d'appeler l'ancienne production normale (soit pour une usine

(1) La vente au poids empêche les discussions, les contestations au sujet du moule du poisson. Seule, elle rend les prix comparables et fournit une mesure d'appréciation commerciale.

(2) Aimé Martin.

moyenne l'équivalence de 5.000 caisses de 100 boîtes d'un format dit 1/4 Bas).

En 1914, on retrouve aussi l'ancien prix moyen de 12 francs de poisson par caisse de 100 boîtes de 1/4, mais ce prix ne va pas cesser de monter ; il faut donner à ce prix moyen un coefficient de 1,6 en 1915, de 2,5 en 1916, de 4,1 en 1917, de 5 en 1918, où, il est vrai, la campagne de pêche est fort médiocre, de 4,5 en 1919 et de 6,35 en 1920.

La crise générale des affaires ramène le coefficient à 2,60 en 1921 et à 2,9 en 1922, mais dès 1923 il passe à 6,4 puis à 8,7 en 1924 et à 9,4 en 1925.

Les principales matières premières nécessaires à l'industrie sardinière, les huiles d'olives et les fers blancs ont de leur côté augmenté de prix dans des proportions formidables. L'huile d'olive de la meilleure qualité dont le prix oscillait entre 120 et 160 francs va monter jusqu'à 1.200, les fers blancs, dont les prix se tenaient entre 40 et 42 francs les 100 kilos vont atteindre 300 et 320 francs ; l'étain passera de 200/300 les 100 kilos à 3.850 francs et le plomb de 25/40 à 500/520 francs.

L'exportation des conserves de sardines atteignait jusqu'en 1902, comme il a déjà été dit, les 3/4, voir les 4/5 de la production française totale.

La déplorable période de 1902 à fin 1913 amena progressivement la perte de la plupart des débouchés extérieurs. La Guerre et les deux années 1917-1918, où toute exportation fut prohibée, accentuèrent d'autant plus fâcheusement la situation que Portugais et Espagnols avaient profité des circonstances pour nous supplanter et que de grands marchés, comme ceux de l'Allemagne, de la Russie et de ce

qui remplaçait l'Autriche, allaient pour des temps indéterminés nous rester fermés.

La conserverie française va avoir bien de la peine à retrouver quelque place, encore n'y parviendra-t-elle qu'à la faveur des changes avantageux pour elle sur les marchés anglais et des Etats-Unis, qui lui permettront de supporter l'augmentation croissante dans les prix du poisson, des matières premières, et de la main-d'œuvre.

	Usines		
	susceptibles d'être ouvertes	devant être ouvertes en 1926	
Côtes-du-Nord	2	2	Plusieurs usines, comme celles de Plogoff, Pouldreuzic, Ploneour, etc... ne doivent fabriquer que des conserves de légumes, mais sont outillées de façon à pouvoir travailler de la sardine du jour au lendemain. Il en est de même pour certaines usines qui, en principe, ne doivent travailler que du thon. Enfin certaines usines sont en dormition, mais pourraient être rapidement remises en marche si la pêche favorisait leur région.
Finistère . .	108	99	
Morbihan . .	41	35	
Loire-Infér. .	8	6	
Vendée . .	32	29	
Charente-Inf..	5	2	
Gironde . .	9	7	
Landes. . .	4	4	
Basses-Pyrén..	8	7	
	214	188	

Les bateaux sardiniers, au nombre de 3.478 en 1913 n'étaient plus que 1838 en 1921 ; néanmoins le nombre des usines a augmenté, et elles se répartissent comme ci-dessus dans 9 départements, de Locquémeau au Socoa.

Les principaux centres de fabrication sont :

Concarneau — Le Passage-Lanriec, avec 29 usines.

Douarnenez — Treboul, avec 23 usines.

Les Sables d'Olonne — La Chaume, avec 14 usines.

Audierne — Poulgoazec, avec 12 usines.

Saint Guenolé — Kerity Penmarc'h, avec 11 usines.

Quiberon, avec 9 usines.

Croix-de-Vie — Saint-Gilles-sur-Vie, avec 9 usines.

Arcachon — Gujan Mestras, avec 9 usines.

La Côte Basque, avec 9 usines.

Dans les grands centres, afin de maintenir leur personnel, des usines, qui autrefois ne fabriquaient que des conserves de sardines, ont été amenées à se mettre à la fabrication du thon, du maquereau, de l'anchois, du sprat, voire des langoustines, et même à celle des légumes.

A Douarnenez-Tréboul, 8 usines sur 23 fabriquent des conserves de pois, à Concarneau 7 sur 30, à Saint-Guenolé-Kerity Penmarc'h 8 sur 11, à Audierne-Poulgoazec 4 sur 12.

Par ailleurs, une tendance nouvelle se fait jour. Au lieu d'avoir des usines échelonnées sur toute la côte, certaines maisons préfèrent augmenter considérablement leurs moyens de production sur tel ou tel point, quitte à s'approvisionner par camions-automobiles, dans un rayon de 100 à 150 kilomètres, là où la pêche donne plus abondamment. Cela ne va pas sans nuire quelque peu à la qualité d'un

poisson délicat comme la sardine qui s'accommode mal d'un transport un peu long, surtout par temps chaud.

Résumé 1825-1925.

En résumé, l'industrie sardinière française, qui a pris naissance en 1825, a traversé plusieurs périodes :

une période de croissance jusqu'à la fin de 1879 qui, en dépit de quelques années médiocres, fut prospère dans son ensemble ;

une période fort critique de 1880 jusqu'à la fin de 1887, pendant laquelle une industrie rivale s'installa au Portugal et en Espagne ;

une période vraiment prospère de 14 années de 1888 à fin 1901, qui lui permit de reprendre sa place sur le marché mondial et de concurrencer utilement ses rivaux ;

une période franchement mauvaise de 1902 à la fin de 1913 qui lui fit perdre une grande partie de ses débouchés à l'extérieur ;

enfin, de 1914 à la fin de 1925, une période difficile et cependant prospère, mais qui laisse l'avenir fort incertain, pour ne pas dire inquiétant, non pas tant à cause de l'aléa de la pêche, sur lequel il faut toujours compter dans cette industrie, qu'à cause de l'état actuel d'esprit de nos pêcheurs toujours persuadés qu'il est de leur intérêt de limiter leur pêche, et aussi de la crise inévitable lors de la revalorisation ou de la stabilisation du franc.

Pour mieux caractériser certaines de ces périodes, quelques chiffres sont indispensables.

D'un classement très consciencieux établi sur 47 années

1 ^{re} période			2 ^e période			3 ^e période		
	Nombre de caisses	Prix du poisson par caisse de 1/4		Nombre de caisses	Prix du poisson par caisse de 1/4		Nombre de caisses	Prix du poisson par caisse de 1/4
1888.	6.512	8,14	1880	2.328	24,77	1902	4.405	46,79
1889.	4.637	6,91	1881	962	18,75	1903	4.550	26,93
1890.	4.783	9,46	1882	1.975	30,03	1904	5.307	24,69
1891.	3.567	15,71	1883	4.409	18,20	1905	4.544	49,13
1892.	5.862	14,96	1884	1.287	13,80	1906	4.127	27,64
1893.	6.401	8,89	1885	2.224	24,54	1907	463	28,03
1894.	3.390	13,04	1886	1.756	22,00	1908	2.347	28,71
1895.	4.909	13,24	1887	3.835	49,49	Soit .	13.345	
1896.	6.500	9,76	Soit	18.776		pour cette		
1897.	8.433	6,71	pour cette			période		
1898.	10.363	4,29	période,			une moy., de	1.906	23,41
1899.	7.367	7,14	une moy., de	2.347	20,96			
1900.	7.259	11,32						
1901.	6.719	11,37						
Soit	86.926							
pour cette								
période,								
une moy., de	6.209	9,56						

Comme on le voit, la crise s'est accentuée de la 2^e à la 3^e période, et l'année 1907, avec une production de 167 caisses par usine, a été l'année de beaucoup la plus désastreuse qui ait été enregistrée.

Comme on le voit, la crise s'est accentuée de la 2^e à la 3^e période, et l'année 1907, avec une production de 167 caisses par usine, a été l'année de beaucoup la plus désastreuse qui ait été enregistrée.

de pêche en Bretagne de 1863 à 1909, en se basant sur les chiffres relevés pendant 7 ans sur 3 usines, pendant 14 ans sur 4 usines, pendant 25 ans sur 5 usines et pendant une année sur 6 usines, toutes situées en Bretagne, de Douarnez à Quiberon, et toutes correspondant au type moyen des usines de la côte française, il ressort une moyenne annuelle de fabrication par usine de 4.522 caisses de 100/4 avec un prix annuel moyen du prix du poisson dans une caisse de 100/4 de 12 fr. 35.

Si dans ces 47 années on examine les trois périodes suivantes :

1° une période de 14 années de pêche normale (1888 à 1900);

2° une période de 8 années de pêche déficitaire (1880 à 1887);

3° une période de 7 années de pêche déficitaire (1902 à 1908),

On trouve les moyennes du tableau ci-contre.

Enfin, voici la moyenne des trois dernières années 1923-1925 :

	Nombre de caisses	Prix du poisson par caisse de 1/4 B.
1923	4.850	77,24
1924	2.901	104,80
1925	2.844	112,65
	7.595	
Soit pour cette période une moyenne de	2.531	101,02

Soit par rapport aux 47 années envisagées plus haut : une production à peine supérieure à la moitié de la moyenne de ces 47 années et à peu près égale aux $\frac{2}{5}$ de la moyenne de 14 années de pêche normale, et un prix de poisson par caisse de $\frac{1}{4}$ un peu plus de 8 fois plus fort que celui de la période de 47 années et un peu plus de 10 fois $\frac{1}{2}$ que celui de la période de 14 années de pêche normale.

Causes d'une production diminuée.

Quelles peuvent être les causes de cette production si diminuée ? La sardine abandonnerait-elle nos côtes ?

Durant les deux périodes de pêche déficitaire (1880-1887 et 1902-1908), bien des hypothèses ont été émises.

La sardine est un poisson pélagique qui remonte des eaux abyssales, à partir de la fin de mai, pour affleurer en bancs espacés, le long de notre côte atlantique et d'une faible partie de la côte Nord de la Bretagne, et y séjourner environ cinq mois, tant que la température des eaux du littoral n'est pas retombée au-dessous de 12 degrés centigrades (1).

La sardine est un poisson délicat et frileux, et son abondance sur notre côte atlantique ne doit probablement tenir qu'aux eaux tièdes du Gulf-Stream.

Suivant Edmond Perrier, la sardine n'est pas capricieuse, et, en venant sur nos côtes, elle ne fait qu'obéir à des besoins organiques urgents.

(1) En hiver, la sardine se tient, en Atlantique, entre le 50^e et le 60^e degré de latitude, dans la zone à température constante.

Toujours d'après le même savant, l'alimentation de la sardine serait constituée par certains crustacés qui se nourrissent eux-mêmes de plantes extrêmement petites, les diatomées (phytoplancton), qui n'éclosent et ne vivent que grâce à la lumière intense du soleil. Si la chaleur vient à manquer à ces diatomées, elles disparaissent, les crustacés s'éloignent, et, après eux, la sardine qui se réfugie vraisemblablement dans des régions beaucoup plus profondes de la mer.

Un point nouveau est acquis. Si dans la Manche et le golfe de Gascogne les tout jeunes individus se nourrissent presque exclusivement de phytoplancton (diatomées), les immatures ont une nourriture mixte, mais dans laquelle le phytoplancton (péridiniens) joue encore un rôle très important, et les adultes ont une préférence très marquée, bien que non exclusive pour le zooplancton (crustacés).

Une température trop basse de l'eau semble contraire à la sardine en toutes saisons, mais n'est-elle pas particulièrement nuisible à telle époque de l'année?

Ayant remarqué qu'après l'hiver rigoureux de 1870-1871 la pêche avait été fort médiocre, et qu'après les deux grands hivers 1879-1880 et 1880-1881 elle avait été très mauvaise, on en était arrivé à conclure que les hivers froids, en amenant sur nos côtes les eaux très refroidies de nos fleuves et de nos rivières, étaient fort nuisibles à la sardine, lorsqu'après l'hiver tardif de 1895, qui fut particulièrement rude en février, on eut la surprise d'avoir une campagne de pêche à peu près normale.

Par ailleurs, les pêches désastreuses de 1902, 1903,

1905, 1906, et surtout de 1907 n'avaient nullement été précédées d'hivers rigoureux.

Il y avait donc d'autres causes.

Après avoir écarté certaines hypothèses des plus risquées, il est permis de retenir les suivantes :

L'emploi abusif des arts trainants (chaluts, dragues);

La pêche de la sardine dite de dérive détruisant les sardines mères;

Le trop large emploi de la farine d'arachides comme appât, surtout lorsque cette farine n'a pas fermenté au préalable;

Le passage plus fréquent des vapeurs le long des côtes;

L'apparition d'un plus grand nombre de poissons voraces (marsouin, beluga, moroc'h, souffleur);

Le développement irrégulier des germes suivant les années;

La débâcle irrégulière des banquises;

Et avec plus de raison peut-être :

L'influence des vents à laquelle, les œufs de sardines étant flottants, doivent être très sensibles.

Mais à quoi sert d'expliquer la disette, et même de la prévoir, si on ne peut l'empêcher?

Ce qui serait autrement important ce serait d'arriver à vérifier s'il est exact que la sardine se montre au large en grande quantité, alors que l'on ne l'aperçoit par sur la côte. Si cela était nettement reconnu, l'armement et les engins seraient sans doute à modifier, mais on se rapprocherait ainsi de la solution du problème.

Et devant son importance, est-il exagéré de souhaiter que les conserveurs, et les pêcheurs eux-mêmes la com-

prennent assez pour mettre l'Office des Pêches à même de constituer à cet effet une mission scientifique, en la dotant des moyens de la remplir d'une façon complète et définitive ?

Quant à la double question : pourquoi la sardine de nos côtes est-elle d'une qualité supérieure à celle de la sardine de la péninsule Ibérique, et surtout pourquoi, en dehors des hypothèses énumérées plus haut, des campagnes de pêche déficitaire fréquentes chez nous et pour ainsi dire inconnues chez nos voisins ? Voici ce qu'en l'état actuel des observations enregistrées avec une précision suffisante, il est permis de répondre.

Il est actuellement admis que la qualité d'un poisson est fonction de l'état physiologique dans lequel il se trouve au moment de sa capture, et qu'elle peut s'exprimer scientifiquement par le dosage des graisses.

Or, pour la sardine de notre côte atlantique, la durée de la période d'engraissement — qui débute en mai ou juin et se prolonge jusqu'à la fin de septembre, les réserves commençant à être absorbées seulement en octobre — coïncide exactement avec la durée de la pêche, et c'est pour cela que l'industrie sardinière française est d'autant mieux à même d'obtenir un maximum de qualité que cette sardine, âgée seulement d'un an et demi à trois ans (1), encore immature, se trouve dans les conditions les meil-

(1) Suivant une théorie nouvelle de M. Le Danois, on peut se rendre compte de l'âge d'un poisson d'après le nombre des stries de ses écailles examinées au microscope, comme de l'âge d'un arbre d'après le nombre de ses couches ligneuses.

leures pour donner le pourcentage de graisses le plus élevé.

Sur les côtes de la péninsule Ibérique, au contraire, la pêche se fait aux dépens de sardines immatures et adultes de un à six ans. La pêche y est donc forcément plus régulière, s'exerçant sur un mélange plus varié de sardines d'âges différents, et les années de disette y sont moins à redouter que sur nos côtes : alors que chez nous, en effet, il suffit que la ponte d'une année ait manqué, ou que le développement des jeunes sardines ait été entravé, pour compromettre une campagne de pêche, il faudrait, pour qu'il y ait disette véritable chez nos voisins, un ensemble de circonstances telles que les sardines de tous âges en aient été simultanément affectées (1).

En revanche, par le fait même que la sardine portugaise ou espagnole, tantôt adulte, tantôt immature, est pêchée en toutes saisons, sa qualité est sujette à des variations considérables que ne connaît pas la sardine française.

Marsouins et belugas.

Sur la côte vendéo-bretonne il a été si fréquemment question des dégâts (2) causés aux filets par les belugas qu'il n'est peut-être pas inutile d'énumérer ce qui a été tenté pour les détruire.

(1) *Rapport sur la sardine* par M. L Fage, Assistant au Muséum, mai 1920.

(2) Estimés à 2 millions par an comme perte de filets, et dans l'ordre de 15 millions, si l'on y ajoute le temps et les appâts perdus par les pêcheurs (Sous-commission du 27 janvier 1926 au Sous-Secrétariat de la Marine Marchande).

Ces ravageurs de la mer, ces deux cétacés de la famille des delphinidés portent chez nous des noms usurpés.

Ce sont en réalité le dauphin (*phocao communis*) faussement appelé marsouin par les pêcheurs basques, et le *grampus gris*, appelé beluga par nos pêcheurs bretons, en raison sans doute de sa similitude de couleur avec son congénère russe, bien qu'il n'ait aucun caractère commun avec celui-ci. Ces noms usurpés étant maintenant d'usage courant, autant continuer à s'en servir.

Le marsouin des Basques, grand consommateur de sardines et de maquereaux, n'est pas assez hardi pour s'attaquer aux filets. C'est un auxiliaire, un rabatteur pour les pêcheurs, et ceux-ci n'hésitent pas à le récompenser quand la pêche a été fructueuse.

Tout autre est le beluga de nos Bretons (1). Celui-ci est un vrai pirate : il se jette sur les filets et les déchire sans merci, aussi n'est-ce pas d'hier que l'on a tenté de le combattre.

Après avoir constaté en 1865, puis en 1883 et en 1884 que l'emploi de l'artillerie est sans effet utile, voici le résumé des autres tentatives de destruction expérimentées contre lui.

1890. — Procédé Ramakers : empoisonnement des cétacés à l'aide d'un appât contenant un toxique violent.

1892. — Aiguilles Bellot : deux aiguilles d'acier de 8 à 10 centi-

(1) Les pêcheurs distinguent les marsouins des belugas aux deux signes suivants. Le marsouin suit et précède parfois les bateaux, le beluga ne les suit jamais. Le marsouin respire sans bruit, tandis que le beluga jette de l'eau et l'on entend bien distinctement le bruit de sa respiration.

mètres, se tenant parallèles dans l'appât, mais se formant en croix dans l'intestin de l'animal par suite d'un dispositif ingénieux.

1893-1895. — Procédé Ocellus : série de pétards fixés au filet ordinaire des pêcheurs et destinés à exploser au moyen de l'électricité au moment où les belugas viennent manger le poisson pris par les ouïes dans les mailles du filet.

1896. — Procédé Delbreil : destruction par l'action hypnotique de la lumière vive.

1908. — Procédé Parisi : senne tramaillée à nappes mobiles formant pièges.

1914. — Procédé Vicere : destruction par balles explosives. Puis les procédés suivants : Jourdan : inoculation de la rage aux belugas. Guivarc'h : sardines empoisonnées. Tourty : empoisonnement et aveuglement. Corne : cartouche explosive détonant sous l'action des suc gastriques. Dumas : projectile contenant un liquide susceptible de se transformer en gaz dans le corps de l'animal comprimant ses organes et assurant la flottabilité après la mort.

1920. — Procédé Delage, membre de l'Institut. 4.000 tubes empoisonnés par un procédé préconisé par ce savant furent distribués à des patrons-pêcheurs, mais la mort de ce savant fit interrompre les expériences.

En 1920 également, le commandant Benard obtint de faire des essais avec un filet du modèle employé dans les mers de Baronto et de Kara, par des pêcheurs Mourmans, Russes et Samoyèdes pour la capture des belugas, mais ces essais ne réussirent pas.

Enfin, en 1922, un pêcheur en retraite, nommé Coz, présenta un système inventé par lui, et dont le principe était analogue à celui des aiguilles Bellot. Faute de crédit, ce procédé ne put être expérimenté.

Le moyen qui, à l'usage, semble être actuellement le plus pratique est la chasse au fusil, et le nombre de primes de 10 francs pour chaque tête de marsouin présentée à l'Inscription Maritime va en augmentant depuis 1922.

en 1921.	678 primes
» 1922.	591 »
» 1923.	1.099 »
» 1924.	2.029 »

et ces dernières se divisent ainsi :

Direction de Dunkerque	24
» du Havre	16
» de Saint-Servan	3
» de Quimper	360
» de Nantes	1.169
» de Bordeaux	323
» de Marseille.	134
	<u>2.029</u>

A la suite de la réunion les 26 et 27 janvier 1926 d'une commission au Sous-Secrétariat de la Marine Marchande il a été décidé :

1° que les procédés tendant à l'empoisonnement des cétagés seraient écartés ;

2° que des expériences de destruction par détonateurs seraient tentées ;

3° que des essais de destruction par hydravions auraient lieu dans la baie de Douarnenez ;

4° qu'un engin lance-harpon ou tout autre engin analogue serait expérimenté ;

5° que le délégué des pêcheurs du Finistère ferait des expériences en baie de Douarnenez pour capturer des belugas au moyen de filets à raies.

Au début de mars 1926 a paru une circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine Marchande, adressée aux Directeurs de l'Inscription Maritime, pour déterminer dans quelles conditions la destruction des belugas serait poursuivie à l'aide de fusils, sans que le permis de chasse soit obligatoire, étant entendu que ces dispositions ne seraient valables qu'en mer seulement, en dehors des estuaires des fleuves en amont de la limite de la mer.

1° Inscrits maritimes : ils pourront se livrer à la destruction des belugas avec fusils en toute liberté. Le permis de chasse ne sera jamais exigé d'eux. La délivrance gratuite des armes de guerre continuera à leur être faite aux conditions antérieurement fixées.

2° Non inscrits titulaires d'un rôle de navigation ou d'un permis de circulation : Ils devront être munis d'une autorisation valable pour un an au plus qui leur sera délivrée gratuitement par un Administrateur de l'Inscription Maritime.

3^o Enfin, les mêmes autorisations pourront être délivrées aux personnes habitant une localité maritime, ou s'y trouvant de passage.

Aucun de ces permis ne devra être délivré à des mineurs de moins de 18 ans.

Pour les jeunes gens de 18 à 21 ans, l'autorisation des parents ou du tuteur devra être exigée, qu'il s'agisse d'inscrits ou de non inscrits.

Seul, l'emploi des fusils est autorisé. L'usage des mitrailleuses ou de petits canons est formellement interdit.

b) LE RÉVEIL DE LA CÔTE PORTUGAISE

Vers la fin du xiv^e siècle, intervenait un traité bien surprenant entre la ville de Lisbonne et l'Angleterre.

La ville de Lisbonne se faisait concéder l'exploitation de la pêche sur les côtes anglaises.

On savait que les Portugais furent autrefois les « rouliers de la mer », et que Lisbonne n'eut alors de rivale qu'Amsterdam dans le commerce maritime et dans l'art des constructions navales. On n'en reste pas moins frappé d'étonnement en constatant que ce furent les Portugais qui initièrent les populations des côtes de la Grande-Bretagne aux industries de la mer.

Au début des temps modernes, le Portugal avait joué un rôle de tout premier plan.

Le prince Henry le Navigateur avait donné le signal des découvertes maritimes qui ouvrirent au Portugal la route des Indes (Barthelemy Diaz, Vasco de Gama), et lui assurèrent de riches possessions en Afrique, et surtout en Asie (don François d'Almeida, Alph. d'Albuquerque). En 1500, Alvarez Cabral étendit la domination du Portugal sur l'une des plus belles contrées de l'Amérique du Sud, le Brésil.

Le Portugal, rival de l'Espagne, regorgea de richesses, et devint une puissance navale de premier ordre. Des fautes, des excès, et l'imprudente expédition du roi Sébastien au Maroc, où il périt en 1578, mirent brusquement fin à cette situation brillante.

En 1581, le Duc d'Albe s'empara au nom de Philippe II, de Lisbonne et établit sur le Portugal une domination qui dura soixante ans. Lisbonne cessa d'être la plus importante ville de commerce de l'Europe, et, en quelque sorte, le plus grand marché du monde. Le Portugal vit alors sa marine disparaître peu à peu, et la plupart de ses colonies lui furent enlevées.

En 1703, l'ambassadeur d'Angleterre Sir John Methuen réussit à lui arracher un traité qui faisait du Portugal une dépendance économique de la Grande-Bretagne, et, lorsqu'en 1822 le Brésil se sépara, ce fut le coup suprême porté à sa situation.

Depuis lors, l'absence de combustibles et de moyens de communication, le manque de capitaux contribuèrent à le maintenir dans une position précaire : ses vins et ses fruits de toutes sortes formaient le plus clair de ses revenus, lorsqu'un industriel Français, en ouvrant une usine à Setúbal en novembre 1880, allait faire sortir de sa léthargie la pêche côtière.

Pendant la fin du xv^e siècle et la première partie du xvi^e, le Portugal, alors à son apogée, envoyait ses pêcheurs jusqu'à Terre-Neuve, fournissait de poisson salé une grande partie de l'Europe et exerçait même une sorte de monopole pour la vente de la morue. Durant la demi-

nation espagnole, tout armement pour la grande pêche avait disparu.

Elisée Reclus constate bien en 1875 que la sardine est pêchée en abondance sur la côte portugaise, principalement dans les eaux de Cezimbra, mais cette pêche ne servait qu'à la consommation locale, à l'engraissement des porcs et même à fumer les terres, et il écrit : « Setúbal et Cezimbra ont dans les mers voisines d'énormes quantités de poissons d'espèces diverses ; les eaux qui baignent le Portugal sont d'une richesse extraordinaire en vie animale, sans doute à cause des courants océaniques apportant chacun leur faune particulière. De toutes les eaux, les plus riches peut-être sont celles de Setúbal : en comparaison la Méditerranée et la baie de Gascogne sont presque désertes » (1).

Création de la première usine française au Portugal.

Ce ne fut pas la lecture de ce passage qui détermina l'industriel français, dont il est question plus haut, à venir se rendre compte de ce que pouvait être la pêche de la sardine au Portugal, ce furent les affirmations du capitaine d'un navire venu à Stora pour lui livrer des huiles de Bari. Convaincu par ce capitaine que la pêche sur les côtes algériennes ne devaient avoir aucun rapport avec ce qu'elle était, et surtout avec ce qu'elle pourrait être au Portugal, il se rendit à Setúbal et se décida à y créer une usine. Elle fut ouverte le 16 novembre 1880.

(1) *Nouvelle géographie universelle*, par Elisée Reclus, Paris, Hachette 1875. Tome I, page 968.

Les circonstances lui furent tout particulièrement favorables. Une crise très grave avait commencé dès le début de la campagne de 1880 pour l'industrie sardinière française et allait durer huit ans.

De plus, on n'avait pas encore imaginé de tracer une manière de bissectrice dans le golfe de Gascogne, et de décider que seule serait française la sardine qui serait pêchée au Nord de cette ligne, si bien que le poisson portugais travaillé par un industriel avisé, d'après les meilleures méthodes de la côte bretonne, et avec un personnel qui pour la plus grande partie en était venu, trouva dès le début un écoulement rapide et très fructueux, et qu'immédiatement de nombreuses usines sortirent du sol sur la côte portugaise d'abord, sur celle d'Espagne peu après.

Dès 1884 on en compte 18 au Portugal, une quarantaine en Espagne, et il s'en crée à la même époque 2 en Italie et 2 en Autriche.

En 1886, leur nombre atteint 66 au Portugal et 57 en Espagne, Italie et Autriche, soit 123 en tout, alors que, la même année, moins de 100 usines (il y en avait eu près de 200 en marche en 1880) fonctionnèrent en France.

La pêche étant redevenue normale en France en 1888, et allant le rester pendant 14 ans, en dépit de deux campagnes médiocres en 1891 et 1892, les usines étrangères connurent des jours difficiles, parce que l'abondance de la pêche sur nos côtes, et partant les prix d'achat peu élevés du poisson permirent aux produits français de concurrencer heureusement les conserves de sardines portugaises et espagnoles.

De plus une crise du change, qui atteignit son maxi-

mum en 1898, lors de la guerre que l'Espagne soutenait contre les Etats-Unis, et eut sa répercussion au Portugal — le milreis qui était au pair en 1888, soit à 5 fr. 55, descendit alors jusqu'à 2 fr. 90 — contribua aussi à briser l'essor de nos rivaux.

Il n'en reste pas moins qu'au milieu de cette période de 14 années prospères pour la côte française, soit en 1896, alors que nous n'exportions que 3.600.000 kilogrammes de poisson en Angleterre, le Portugal en exportait 5.100.000 et l'Espagne 660.000 (1).

Grand développement de la fabrication portugaise.

Et voici 1902, 1903, 1905, 1906, 1907 — 1907 surtout (2) — 1908, années de disette pour notre côte, années de relèvement prodigieux pour nos rivaux, qui, comme il a été dit précédemment, instruits par l'expérience du passé, ont très sensiblement amélioré leur production.

En 1909, la pêche est redevenue normale en France et l'espoir renaît, mais il faut reconnaître que les principaux marchés se trouvent accaparés maintenant par nos rivaux, et d'ailleurs, en 1910 et 1911, le poisson se fait de nouveau rare en France, si bien qu'en 1912 la France n'exportait plus en Angleterre que 565.000 kilogrammes, tandis que le

(1) Chiffres donnés par M. Guist'hau, Ministre du Commerce et de l'Industrie à la séance de la Chambre des Députés le 14 février 1913.

(2) En novembre et en décembre 1907, la gare de Concarneau délivra 658 billets à des ouvriers et à des marins pour les mines de Nœux et de Courrières (M. Le Bail, *Journal Officiel* du 3 décembre 1909, page 3151).

Portugal en exportait 6.325.000 kilogrammes, et, concurrence plus redoutable encore, la Norvège qui, en 1896, n'exportait en Angleterre que 395 quintaux anglais de poisson, en exportait en 1912 : 114.000 quintaux anglais ou 6.270.000 kilogrammes (1).

Voici d'ailleurs des renseignements officiels sur la production de la pêche de la sardine au Portugal de 1905 à 1911 :

PORTUGAL

	Sardines en conserves		Sardines fraîches et salées	
	Quantité en kilos	Valeur en contos de Reis	Quantité en kilos	Valeur en contos de Reis
1905.	15.697.942	1.493	5.555.479	261
1906.	19.171.891	1.733	6.383.253	322
1907.	17.203.814	1.568	6.470.810	327
1908.	17.115.241	1.569	5.899.132	339
1909.	17.839.883	1.634	8.401.127	458
1910.	18.690.137	1.697	11.558.561	580
1911.	23.140.261	2.096	14.870.343	731

Ces chiffres représentent la production totale du Portugal

(1) Chiffres donnés par M. Guist'hau, Ministre du Commerce et de l'Industrie à la séance de la Chambre des Députés du 14 février 1913.

(intérieur et exportation) : comme ils sont donnés sur le net, en comptant 22 kilogrammes de poisson par caisse de 100 boîtes de 1/4 de 24 mm., on a donc fabriqué en 1911 au Portugal un million cinquante mille caisses de sardines en 1/4 de 24 mm.

Voici par ailleurs le tableau espagnol *pour l'exportation*.

ESPAGNE

	Sardines en conserves		Sardines salées et pressées	
	Quantité en kilos	Valeur en pesetas	Quantité en kilos	Valeur en pesetas
1908.	17.109.119	25.663.678	11.558.930	4.045.622
1909.	14.110.969	21.166.458	10.558.755	3.695.564
1910.	15.024.598	22.536.896	9.589.520	3.355.231
1911.	15.540.805	21.811.205	7.544.483	3.017.793

En comptant, comme il est dit plus haut, soit à raison de 22 kilogrammes de poisson par caisse, en 1911 l'Espagne a exporté 706.000 caisses de 100/4 qui jointes aux. 1.050 000 — du Portugal donnent . . . 1.756.000 comme total pour cette seule année.

*
* *

La Guerre et les deux années 1917 et 1918, où l'exportation fut prohibée, vont encore avantager le Portugal.

Apogée de la fabrication portugaise en 1922.

En 1922, on y compte 289 usines en exploitation et la production dépasse 2.000.000 de caisses de 100 boîtes de $1/4$ de 24 mm. Et à ce nombre de conserveries il faut ajouter celui des établissements de salaisons, environ 150, qui ont absorbé en plus approximativement le tiers des quantités achetées par les usines (1).

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, au sujet de poissons pressés que notre côte, après en avoir eu pour ainsi dire le monopole depuis un temps immémorial jusqu'à la grande crise commencée en 1880, a dû progressivement abandonner cette fabrication, alors que le Portugal va, de jour en jour, l'intensifier.

En 1905 son exportation de poissons pressés est de 5.550.000 kilogrammes et en 1911 de. . 14.870.000, et cette même année l'Espagne en exporte 7.544.000 (2) soit pour ces deux pays une exportation de 22.414.000

La Douane portugaise a de tout temps exercé un contrôle très strict sur toutes les sorties de marchandises, aussi ses statistiques sont-elles à consulter. Nous y relevons les chiffres suivants pour l'exportation des conserves de sardines depuis 1913 :

(1) *La Conserverie Française*, mai 1924, page 404.

(2) Chiffres donnés par M. Le Bail, 7 février 1913, *Officiel*, page 268.

1913.	36.304.435 kil.
1914.	25.404 090
1915.	31.150.307
1916.	31.371.340
1917.	36.471 694
1918.	40.283.587
1919.	44.858.427
1920.	34.633.834
1921.	34.387.387
1922.	} Statistiques non encore publiées en mars 1926.
1923.	
1924.	

La décomposition de l'exportation des conserves de sardines par marchés, nous donne les chiffres suivants pour l'année 1920 :

	Kilos	Nombre de caisses de 100 boîtes de 1/4 24 mm. en comptant 22 kilos net de poisson par caisse
1. France	14.114.134	641.552
2. Italie	3.746.233	170.284
3. Belgique	3.519.712	159.986
4. Angleterre	2.521 140	114.597
5. République Argentine	2.441.509	97.342
6. États-Unis	1.829.308	83.151
7. Turquie	1.674.901	76.131
8. Brésil	944.044	42.912
9. Égypte	808.189	36.735
10. Grèce	709.272	32.239
27. Autres pays	2.607.672	118.531
Ravitaillement de navires	17 720	805
	34.633.834 kilos	1.574.265 caisses

Le rang tout à fait prédominant occupé par la France sur ce tableau montre qu'il n'y a pas de pays où la consommation des conserves de sardines approche, même de très loin, de ce qu'elle est chez nous, et fait ressortir que nous avons reçu certaines années jusqu'aux $\frac{2}{7}$ de la production totale de ces conserves exportées par le Portugal. On peut dire, il est vrai, que sont dirigés parfois sur la France, et tout particulièrement sur Bordeaux, des lots laissant à désirer, et qui seront réexpédiés sur d'autres pays, mais l'écart entre les chiffres de la France et du pays qui la suit sur le tableau, l'Italie, est tellement considérable que le premier rang d'importateurs de sardines portugaises nous demeure, en tout état de cause, très nettement acquis.

CHAPITRE II

CONDITIONS TECHNIQUES DE PÊCHE ET RÉGLEMENTATION DE CELLE-CI

a) LA PÊCHE DE LA SARDINE EN FRANCE

Depuis la Duchesse Anne, les engins de pêche de nos Bretons ont-ils sensiblement changé ? Il est probable que non. Certes ! le filet d'antan n'était pas la souple écharpe d'un bleu si tendre, et d'un tissu presque arachnéen, que l'on voit maintenant aux mâts de nos bateaux sardiniers, mais ce devait être le même filet au fil plus rude et tanné en brun, encore en usage il y a une quarantaine d'années sur nos côtes. Sauf la nuance et la moindre épaisseur du fil, nos pêcheurs restent donc, avec une superstition héréditaire, attachés à la pêche en quelque sorte traditionnelle qu'ont de tout temps pratiquée leurs pères, et qu'on appelle la pêche à la rogue et au filet droit.

Le filet droit.

L'article 1^{er} du décret du 21 janvier 1888 définit ainsi le filet droit :

« Sur le littoral des quatre premiers arrondissements

« maritimes, en deçà de trois milles à partir de la laisse de
 « basse mer et dans toute la baie de Douarnenez, la pêche
 « de la sardine ne peut se pratiquer qu'à l'aide de filets flot-
 « tants à nappes exclusivement verticales connus sous le
 « nom de rets ou filets à sardines ou sardinières ».

Voilà donc le seul filet autorisé pour la capture de la sardine, à l'exception toutefois des quartiers de Lannion et de Bayonne, car, décision bien faite pour surprendre ! les filets prohibés sur toute la côte ne le sont plus à l'heure actuelle aux points extrêmes. Vérité en deçà, erreur au delà !

Qu'est donc ce filet droit qui a soulevé d'aussi ardentes polémiques, surtout depuis la crise qui a commencé en 1902 ? Il a tellement fait parler de lui qu'il n'est peut-être pas inutile de le décrire avec quelque précision.

C'est en réalité un écran dont voici les dimensions courantes.

Longueur : 45 mètres, mais, une fois le filet monté, cette longueur sur la ralingue de lièges se réduit

à 15 brasses $\times 1,65 = 24 \text{ m. } 75$

et sur la ralingue basse, alourdie de 3 à 5 gros galets, le plus gros du côté du bateau,

à 22 brasses $\times 1,65 = 36,30$

Profondeur : 400 à 500 mailles. On entend par là que le filet a de 400 à 500 mailles dans le sens vertical de la ligne de flottaison à la ralingue inférieure.

La profondeur est donc fonction de la dimension de la maille qui va pratiquement du moule 36 mm. au moule 76 mm., le moule correspondant à la longueur de deux mailles mesurées fermées, c'est-à-dire sur cinq nœuds.

Afin de gagner de la profondeur, les filets à petites mailles (du moule 36 mm. au moule 46 mm.) se font le plus souvent sur 500 mailles. Pour des filets à mailles plus grandes (du moule 48 mm. à 76 mm.), le nombre des mailles va en décroissant jusqu'à 400.

Lorsqu'il y a des courants très violents, comme entre Groix et Belle-Ile, l'emploi de filets trop profonds nécessiterait une manœuvre pénible pour les maintenir verticalement, aussi pour des filets destinés à pêcher dans de telles conditions, la profondeur dépasse rarement 400 mailles.

Il va de soi que lorsque le filet droit doit être manœuvré par un seul homme, comme dans les doris des pinasses d'Arcachon et de Saint-Jean-de-Luz, les dimensions ordinaires de 45 mètres de long sur 9,90 à 13,20 de profondeur sont réduites à 35 mètres de long sur 9,90.

Les prix actuels des filets droits varient suivant la grandeur des mailles depuis 270 francs pour les filets de 400 mailles du moule de 70 mm. jusqu'à 349 francs pour les filets de 400 mailles du moule de 40 mm. plus 86 francs pour chaque filet monté. En prenant comme prix moyen 400 francs par filet monté, pour un jeu minimum de 20 filets, cela représente une mise de fonds d'environ 8.000 francs par bateau.

Pour être vraiment bien équipé un bateau sardinier devrait avoir deux filets de chacun des 17 moules de 38 mm. à 70 mm., soit 34 filets ce qui exigerait actuellement un débours de 13.000 francs.

Comment opère-t-on avec ce filet droit ?

Sa ralingue de lièges dans le haut et sa ralingue inférieure habituellement alourdie de gros galets (on n'emploie

plus guère de plombs), doivent théoriquement le maintenir vertical dans l'eau : par l'effet des courants et des vents qui le gonflent cette condition ne se trouve presque jamais réalisée, la ligne des lièges, qui devrait être droite, serpente, surtout à l'extrémité, et la surface « maillante » s'en trouve en conséquence réduite.

Le bateau placé debout au vent, le filet, amarré à l'arrière, est maintenu, grâce à l'action des avirons, dans le prolongement de l'axe du bateau. Le pêcheur lance de chaque côté du filet un premier appât de rogue sablée ou de farine d'arachides préalablement saumurée, puis, le poisson « levé », des poignées de rogue pure. La sardine, dans sa voracité à happer la rogue, ou dans le désordre, vient, en traversant la fine nappe bleuie, à y être retenue par les ouïes, mais ne peut l'être que dans une maille exactement proportionnée à sa grosseur. Que la sardine soit plus petite, elle traversera sans encombre le filet ; qu'elle soit plus grosse, elle ne pourra s'y engager.

En résumé, ce filet droit n'arrive à capturer que la sardine d'un « moule » déterminé qui vient se faire prendre dans ses mailles. Il a le grave inconvénient d'exiger une grande consommation de rogue pour appeler le poisson et l'inciter à « travailler » : il a en plus celui d'imposer à chaque bateau un jeu de 20 à 30 filets de mailles différentes.

Quel est donc l'avantage de ce filet ? Un seul à vrai dire, c'est un filet « *trieur* » : avantage bien relatif, car le même bateau a pu être obligé de continuer sa pêche avec des filets de mailles différentes, et en tout cas, à l'usine, d'autres bateaux ayant apporté des sardines d'autres moules, un triage y est presque toujours nécessaire.

Objections contre l'emploi des sennes.

Et maintenant, quelles sont les objections contre l'emploi des sennes et des filets tournants que vont faire valoir les pêcheurs, le 2 avril 1912, à la commission convoquée à Quimper dans ce but par le Ministre de la Marine ?

Elles sont au nombre de cinq, et les voici suivies, chacune, de la réponse que les partisans des sennes et des filets tournants y font.

1° Les sennes appauvrissent les fonds marins ; soit en draguant le fond, soit en effrayant le poisson, elles font fuir notamment la sardine.

Réponse. — Tout à fait admissible pour la grande senne genre Belot, que tout le monde est d'accord pour proscrire sur nos côtes, cette objection ne l'est pas pour les petites sennes qui ne touchent pas le fond, et qui, le toucheraient-elles, seraient, étant confectionnées en fil plutôt fin, rapidement mises hors d'usage par les aspérités et les épaves.

2° Les sennes déterminent la surproduction et par suite l'avilissement des prix sur les marchés voisins.

Réponse. — Il y a quelque contradiction avec la première objection : appauvrissement des fonds d'un côté, surproduction de l'autre.

Si par ailleurs, l'examen des années où la pêche fut exceptionnellement abondante, comme en 1878 par exemple, fait nettement ressortir que tous ceux qui vivent de la pêche, non seulement pêcheurs, mais ouvriers et ouvrières d'usine — celles-ci le plus souvent femmes et filles de pêcheurs — et même mareyeurs et leurs employés en ont

largement profité, pourquoi, sous prétexte d'obtenir de meilleurs prix, les pêcheurs, dans leur égoïsme, limiteraient-ils leur pêche, alors qu'il s'agit d'un poisson essentiellement migrateur, et que la science affirme que la sardine peut être pêchée en grande abondance sans que son extermination locale influe sur ses migrations (1).

A l'heure présente, avec des usines mieux outillées que celles d'autrefois, un nombre de mareyeurs de jour en jour plus grand, des camions automobiles et des bateaux chasseurs arrivant immédiatement là où le poisson est abondant pour approvisionner les usines des autres points moins privilégiés, l'encombrement n'est plus guère probable. Se produirait-il, qu'il serait temps aux pêcheurs d'espacer leurs sorties.

Il est d'ailleurs intéressant de consulter le tableau établi d'après les statistiques du Ministère de la Marine, et relatif au rendement de la pêche de la sardine de Camaret aux Sables-d'Olonne, pendant dix années, de 1894 à 1903.

« En examinant ce tableau, on voit que, sauf en 1898, les années où la pêche a été la plus abondante ont été aussi celles où les gains des pêcheurs ont été le plus élevés. On remarque de plus le rôle important joué par les salaires du personnel des usines dans la situation économique de la côte. Or ces salaires sont en raison directe des quantités de poisson reçues dans les usines. La totalité des sommes répandues parmi ceux qui vivent de la sardine : pêcheurs, ouvriers, ouvrières, etc..., a été, sauf en 1898, d'autant

(1) A. Dupouy père.

plus importante pour chaque année, que la pêche a été plus abondante » (1).

Années	Quantités pêchées en kilos	Produit brut de la vente en France	Prix du kilo	Prix du 1.000 (25 kilos le 1.000)	Salaires des ouvriers et ouvrières	Totaux des sommes versées aux pêcheurs
1894 .	10.727.307	7.505.113	0,70	17,49	1.930.600	9.425.713
1895 .	13.405.683	7.408.104	0,55	13,81	2.413.025	9.821.129
1896 .	31.759.592	10.443.908	0,32	8,22	5.716.705	16.160.613
1897 .	44.681.138	10.682.368	0,23	5,97	8.047.605	18.729.973
1898 .	50.908.543	7.900.614	0,15	3,88	9.163.535	17.064.149
1899 .	28.480.666	8.318.039	0,29	7,29	5.126.520	13.444.559
1900 .	37.098.080	10.571.295	0,28	7,05	6.677.655	17.248.950
1901 .	38.964.511	10.620.844	0,27	6,80	7.011.610	17.632.154
1902 .	8.341.897	5.348.270	0,64	17,62	1.501.540	6.849.810
1903 .	9.444.369	6.437.981	0,68	17,04	1.699.985	8.137.966

3° Les sennes déprécient le poisson : elles le ramènent en mauvais état. C'est l'abondance mais c'est le « gâchis », un peu le « sabotage ».

Réponse. — Dans la senne, le poisson nage jusqu'au moment où on l'en retire au moyen d'haveneaux ou de paniers pour le déposer tout frétilant dans le bateau. Il

(1) *Etude des moyens proposés pour améliorer l'Industrie sardinière.* Rapport Pierre Lemy (mars 1907).

n'a donc pas à subir, comme avec le filet droit les inconvénients de l'étranglement par les mailles, de la détrempe quelquefois assez prolongée dans l'eau, et surtout du démaillage qui se fait en secouant filet et poissons, et qui écaille, qui éventre, qui décapite pour peu que la maille soit plus grande qu'il faut. Il est juste cependant de noter que la sardine tétanisée par une mort brusque semble à des professionnels impartiaux plus rigide, mieux conservée que celle qui, prise à l'épuisette, agonise quelques instants dans le bateau. Cela n'empêche pas qu'au Portugal et en Espagne, le poisson travaillé avec soin peut, comme aspect, supporter la comparaison avec le poisson de France pêché avec le filet droit, et cependant, sauf avec le Xeito en Espagne, il n'est pas capturé avec des filets « maillants ».

4° Les filets droits suffisent à approvisionner le marché.

Réponse. — Il n'y a qu'à consulter les statistiques de la douane pour se rendre compte des quantités considérables de conserves de sardines qu'il nous faut importer du Portugal et d'Espagne pour les besoins de la consommation française. Le chiffre de 641.552 caisses de 100 boîtes de 1/4 importées du Portugal en France en 1920, d'après le tableau déjà cité, est suffisamment éloquent pour montrer l'inanité de cette quatrième objection.

5° L'emploi de la senne par quelques privilégiés indispose la masse des pêcheurs qui se servent des filets droits.

Réponse. — Cette opposition des pêcheurs est en effet

très réelle, et c'est bien là l'obstacle principal : nous voilà au cœur même du conflit.

Cette opposition prit naissance à Douarnenez, où la grande senne Belot fit son apparition en 1872.

C'était une nappe de filet longue de 122 mètres et haute de 11 m. 66 : liée en haut, tournée en forme de fer à cheval, elle portait dans sa partie inférieure une nappe horizontale de 1.852 mètres carrés. L'ouverture du fer à cheval mesurait 65 mètres. La corde basse était munie de coulisses.

Cette senne, dont le prix était voisin de 100.000 francs exigeait le concours d'au moins deux bateaux s'avancant à l'aviron, en convergeant l'un vers l'autre en un point assez éloigné. Le poisson, en rencontrant ce cul-de-sac formé par la senne, le trouvait de plus en plus profond à mesure que les deux bateaux se rapprochaient, et ce cul-de-sac se transformait en un sac dans lequel le poisson risquait d'être écrasé par son propre poids.

Les pêcheurs virent là une tentative d'industrialiser la pêche et s'y montrèrent très hostiles. Cette senne était d'un prix beaucoup trop élevé pour eux ; elle n'était guère d'un usage pratique et, chose plus grave, pouvait être nuisible au frai et au fretin : elle fut définitivement proscrite par le décret du 10 octobre 1878, qui prohibait en même temps l'emploi des petites sennes, mais ce décret ne s'appliquait qu'à la baie de Douarnenez.

Or, en 1882, la campagne de pêche fut fructueuse pour les pêcheurs de Penmarc'h, qui avaient adopté les petites sennes, alors qu'elle était mauvaise pour leurs proches voisins d'Audierne restés fidèles à leurs vieux filets droits.

On pouvait espérer que, se rendant à l'évidence, les seconds allaient prendre exemple sur les premiers. Point du tout; les pêcheurs d'Audierne remuèrent ciel et terre pour obtenir l'extension des prescriptions qui n'avaient été faites que pour la baie de Douarnenez et le décret du 28 octobre 1882 leur donna gain de cause.

Ce décret ne prohibant les sennes que pour la pêche de la sardine, les pêcheurs de Penmarc'h continuèrent à employer leurs sennes pour la capture du petit maquereau. Nouvelle guerre. La coalition des autres pêcheurs réussit à obtenir le décret du 8 juin 1912 qui allait porter condamnation définitive des sennes et des filets tournants.

Rapports de la Commission d'enquête.

Et cependant dans un rapport (1) de la Commission d'enquête sur la crise sardinière présenté le 3 février 1906 au Ministre de la Marine — rapport qui ne parut au *Journal Officiel* que 18 mois après, le 28 juillet 1907 (et pourquoi ce retard si ce n'est par crainte d'oser ne pas partager la manière de voir des pêcheurs?) — le Comité consultatif des pêches maritimes :

« Estime qu'en certains points, et dans certaines conditions où les filets à mailler la sardine donnent un rendement trop faible, lorsque par exemple la sardine monte et se groupe, mais ne travaille pas, l'emploi de ces engins (sennes à coulisse ou plus exactement filets-bourses) doit conduire à une amélioration désirable du produit de la

(1) *Journal Officiel* du 28 juillet 1907, page 716.

pêche et à une rémunération convenable du travail des pêcheurs. Le filet Guezennec, la petite senne de Penmarc'h (ou senne Dupouy) et le filet-bourse semblent à ce titre mériter l'attention des pêcheurs enclins à rejeter dès l'abord toute modification de leurs pratiques ordinaires ».

Puis dans le rapport (1), plus explicite encore, sur la situation actuelle de l'industrie sardinière, présenté au Ministère de la Marine le 10 avril 1907 au nom du Comité consultatif des pêches maritimes par M. Fabre-Domergue, Inspecteur général des pêches maritimes — rapport qui parut au *Journal Officiel* du 28 juillet 1907, en même temps que celui du 3 février 1906 — il est dit en réponse à l'objection que les engins nouveaux ont une telle puissance de capture qu'ils entraîneront une baisse de prix dont auront à souffrir les pêcheurs :

« Ici, Monsieur le Ministre, nous touchons au nœud même de la question, et ce dernier argument est en réalité le seul qui vaille la peine d'être retenu et discuté avec attention.

« Il est incontestable qu'en temps normal le filet Guezennec permettrait avec une dépense de rogne, de temps et de travail beaucoup moindre de capturer autant de sardines qu'avec le filet maillant. Cela revient à dire que le pêcheur aurait en mains un instrument plus économique et plus perfectionné que celui dont il se sert actuellement. Et c'est par crainte de voir cette amélioration profiter plus encore aux fabricants qu'à lui-même qu'il se refuse à l'admettre.

(1) *Journal Officiel* du 28 juillet 1907, page 719.

« De semblables répugnances pouvaient à la rigueur se comprendre lorsque notre marché commandait la place, et lorsque la lutte se circonscrivait entre pêcheurs et fabricants français. Malheureusement la situation s'est complètement modifiée, et l'industrie sardinière française doit fatalement disparaître, à plus ou moins longue échéance, si la matière première, qui en est la base, n'atteint pas les bas prix que connaissent seuls les concurrents étrangers.

« Ceci est une vérité d'ordre économique qu'il n'est pas en notre pouvoir de modifier, et dût-elle être un aveu cruel d'impuissance, une constatation de fait impitoyable, nous ne saurions rien gagner à la dissimuler ou à la taire ».

La crainte de voir les prix baisser.

Et c'est bien là la préoccupation qui domine tout le débat.

On a bien essayé de faire comprendre aux pêcheurs que l'adoption de filets, qui leur permettraient de prendre du poisson dans les cas où ils n'en prennent pas avec leurs filets droits, ne devait pas les obliger à pêcher au delà de ce qu'ils pouvaient vendre avec profit, mais ce fut toujours en vain.

Le filet tournant, qui pourrait remplacer si avantageusement ce filet droit passif et imprévoyant, qui, lui, semble attendre le bon plaisir de la sardine, ce filet tournant qui, grâce à un jeu rudimentaire d'anneaux et de coulisses, permet de cerner tout ou partie du poisson levé, et de le capturer grâce à ses mailles étroites et à son fil résistant, ce filet tournant, tous s'accordent à en proclamer

la supériorité, mais, défaut impardonnable, pêchant mieux, il risque de faire baisser le prix du poisson.

Le gain des pêcheurs portugais et espagnols, qui demeure sensiblement invariable, devrait cependant faire réfléchir nos pêcheurs, et leur montrer que l'abondance n'est pas, à tout prendre, contraire à leurs intérêts, surtout s'ils font entrer en ligne de compte le gain des leurs, employés dans les conserveries.

Par ailleurs, une pêche régulière et abondante ne permet-elle pas à l'industrie, dont ils vivent, eux, les pêcheurs, d'augmenter ses débouchés, tandis qu'une série d'années de pêche médiocre et partant de poisson cher les voit progressivement s'évanouir ?

Peu importe, l'axiome — pêcher peu pour vendre cher — est devenu article de foi sur toute la côte, d'autant mieux accueilli que, lorsque les gains des pêcheurs sont élevés, leurs femmes et leurs filles ne se croient plus obligées de travailler dans les usines pour augmenter les profits de la famille, et les usines se trouvent ainsi dans l'impossibilité de compenser les jours de pêche médiocre par une fabrication intensifiée les jours de pêche abondante.

Il est vrai de reconnaître que, par suite de circonstances exceptionnelles — crise de la vie chère qui a faussé tous les prix, changes favorables pour la vente dans certains pays comme en Angleterre et aux Etats-Unis, pêche médiocre depuis quelques mois sur la côte Ibérique, revalorisation de l'escudo depuis avril 1924 — l'application de cet axiome ne s'est pas trouvé à amener les désastres que la concurrence du Portugal, de l'Espagne et de la Norvège

semblait logiquement devoir provoquer, aussi est-il plus ancré que jamais dans la cervelle de nos pêcheurs et lui ont-ils trouvé de nouvelles applications.

Canots annexes.

Le filet droit sera donc le seul autorisé, c'est entendu, mais avec ce filet droit on peut faire parfois des pêches abondantes, si, par imitation des procédés de pêche habituels aux pinasses d'Arcachon et de Saint-Jean-de-Luz, chaque bateau sardinier, au lieu de pêcher directement, fait pêcher par des canots annexes, chacun d'eux muni d'un filet.

Jusqu'en 1874, la pêche de la sardine n'était pratiquée que de Camaret aux Sables-d'Olonne : ce fut cette année qu'on commença à fabriquer des conserves de sardines dans le bassin d'Arcachon, en employant pour la pêche des pinasses à voile.

A Arcachon, en effet, le seul type de bateau pouvant remonter jusqu'à la Teste et à Gujan, franchir les passes et naviguer à travers les bancs de sable, c'est ce véritable bouchon, la pinasse, qui, vive et légère, saute sur la crête des vagues, et embarque toutefois rarement malgré son franc-bord peu élevé.

« C'est de l'été 1906 que datent les premiers essais de la pêche de la sardine à l'aide de bateaux à moteur. Les résultats furent merveilleux. Non seulement la pêche fut excessivement abondante, mais elle se prolongea tout l'hiver. Encouragés par ce succès, armateurs et patrons-pêcheurs adoptèrent immédiatement ce nouveau système qui a pris depuis une très grande extension.

Au 1^{er} juillet 1908, on comptait 142 bateaux inscrits et répartis entre les ports d'Arcachon, La Teste, Gujan et Messtras. Sur ces 142 pinasses, 120 seulement font la pêche d'une façon régulière et suivie.

Le type de pinasse le plus usité est la pinasse mesurant de 10 mètres à 11 mètres de longueur sur 1 m. 30 à 1 m. 50 de largeur à la sole et de 1 m. 80 dans le haut.

Les moteurs varient beaucoup, et de provenance, et de puissance. Ils se divisent en deux grandes catégories : les moteurs à essence et les moteurs à pétrole lampant.

Le moteur le plus généralement employé est un moteur à essence de 8 à 10 chevaux, largement suffisant pour mouvoir une pinasse de 10 à 11 mètres. Dans ces conditions la consommation par heure est de 1/2 litre par cheval, donnant une vitesse de 6 à 7 nœuds, soit une consommation par heure de 4 à 5 litres.

Chaque pinasse est montée, suivant ses dimensions et le nombre de ses doris, par 4, 6 ou 8 hommes.

Les doris sont de tout petits canots légers, à fond plat, qui s'emboîtent les uns dans les autres, et sont placés dans la pinasse, en long, de façon à tenir le moins de place possible. Ces doris sont les bateaux qui vont servir à la pêche elle-même.

Les filets sont au nombre de 15 à 20, de mailles différentes, et mesurent 56 mètres de long sur 7 à 8 mètres de haut » (1).

Depuis lors, on a construit des pinasses allant jusqu'à

(1) *La pêche de la sardine à Arcachon*, par Albert Rödel. Bordeaux, 1909.

14 mètres et avec des moteurs de 30 et même de 50 chevaux, ce qui leur permet de battre la mer de Saint-Jean-de-Luz à La Rochelle et de remonter même jusqu'à Quiberon.

Ce mode nouveau de pêche ne pouvait manquer, à la longue, d'appeler l'attention des pêcheurs vendéens et bretons. L'ancien bateau sardinier ne sera pas tout d'abord modifié, mais on lui adjoindra un canot annexe. Ce bateau sardinier non ponté, relativement léger, de forme fine et élancée, possède des qualités nautiques de premier ordre, mais quand pour la pêche il faut le tenir debout au vent, l'équipage doit pendant des heures manœuvrer de lourds avirons de 7 à 8 mètres de long. Avec le canot annexe, qui servira désormais à pêcher, le bateau creux sardinier se transforme en petit côtre, ponté ou en *dundee* de 14 à 15 mètres jaugeant de 17 à 25 tonneaux, coûtant une vingtaine de mille francs barre en mains, et qui, plus confortable, permet de s'éloigner davantage des ports d'attache, et peut plus facilement être utilisé pendant les mois d'hiver.

Voilà donc un progrès réel, mais nos pêcheurs se gardent bien d'imiter les pêcheurs d'Arcachon, et, en adoptant le canot annexe, ils s'empressent de décider qu'il n'y en aura qu'un par bateau sardinier, sauf dans le quartier des Sables-d'Olonne où deux canots annexes sont autorisés par bateau.

De plus, dans certains ports, les bateaux sont tenus de rester à terre tel jour par semaine, le lundi par exemple à Douarnenez, tant est sacré le principe de limiter, coûte que

coûte, la pêche sur une côte qui compte cependant au maximum une centaine de jours de pêche dans l'année.

*
* *

Saint-Jean-de-Luz.

A Saint-Jean-de-Luz, les pêcheurs basques vont s'emparer des filets tournants condamnés par les pêcheurs bretons et vendéens. Un décret du 20 octobre 1923 les autorise à utiliser provisoirement le filet tournant, baptisé « bolinche » par eux, et un deuxième décret du 10 septembre 1925 les y autorise définitivement dans le quartier de Bayonne. Une enquête menée par le Sous-Secrétariat de la Marine marchande avait, en effet, révélé qu'en 1920 les pêcheurs espagnols des provinces de Guipuzcoa et de Biscaye, employant 348 vapeurs et 1.756 voiliers avaient pêché 24 millions et demi de kilogrammes de poissons, alors que pendant la même période les pêcheurs des quartiers de Bayonne et d'Arcachon, employant 179 bateaux à vapeur ou à moteur et 704 voiliers n'avaient rapporté que 110.000 kilogrammes de poissons !

Dans son rapport au Président de la République du 10 septembre 1925, le Ministre des Travaux publics s'exprimait ainsi :

« L'expérience tentée pendant les années 1924 et 1925 pour la pêche à la sardine dans les eaux du quartier de Bayonne du filet dit « bolinche » ayant donné d'excellents résultats, l'emploi du « bolinche » a doublé le rendement de la pêche faite précédemment au moyen du seul filet

droit, et, par ailleurs, il n'est pas apparu que l'emploi de cet engin, sous les réserves spécifiées au décret du 29 octobre 1923, ait porté préjudice à la conservation des fonds côtiers.

« Dans ces conditions rien ne s'oppose à ce que l'usage du dit filet soit rendu définitivement réglementaire ».

Le « bolinche » se compose d'une nappe ayant une longueur d'environ 100 mètres et une hauteur maxima de 35 mètres.

Comme le filet droit, il est liéé dans le haut, et lesté de plomb dans le bas, de manière à se tenir vertical dans l'eau, mais sa ralingue inférieure porte, de distance en distance, des anneaux de bois dans lesquels peut glisser une aussière dont l'extrémité est gardée à bord. On entoure à l'aide du filet le banc de sardines, préalablement rassemblé au moyen de la rogue, puis, lorsque le poisson est encerclé, on hale à bord l'aussière inférieure de manière à fermer le fond du filet, en formant une sorte de pêche dans laquelle la sardine est retenue prisonnière (1).

La puissance de capture du « bolinche » est très grande. De plus on n'a plus à tenir compte du bon vouloir de la sardine et de son appétit ; que le poisson « travaille » ou non, partout où un banc de sardines se trouve assemblé le « bolinche » le capture. La manœuvre s'est pratiquée d'abord au moyen de petits vapeurs, puis actuellement au moyen de vapeurs et de bateaux à moteur, sensiblement en nombre égal.

(1) J. Pérard, La pêche à la sardine sur la côte de l'Océan Atlantique. *L'Exportateur français* du 6 septembre 1913.

C'est bien à peu près le même filet tournant, mais de plus petites dimensions, qu'utilisaient jusqu'au moment où parut le décret du 8 juin 1912 les pêcheurs de Penmarc'h, concurremment avec la senne Guezennec, qui n'est autre qu'une sorte de large poche remorquée par un canot, et que l'on promène à travers le banc de sardines.

C'est en 1910 que l'on commença à Saint-Jean-de-Luz la pêche de la sardine de rogue avec les petits vapeurs du port et au moyen de filets droits.

En 1914, fut créée la première usine pour la fabrication des sardines à l'huile.

Actuellement on en compte huit :

- 1 à Capbreton,
- 3 à Saint-Jean-de-Luz,
- 3 à Ciboure,
- 1 au Socoa,

de puissances fort différentes, mais outillées pour pouvoir, à elles huit, travailler une moyenne journalière d'environ 800.000 sardines.

Le filet droit est complètement abandonné ; seul désormais le filet « bolinche » est employé pour la pêche de la sardine depuis fin septembre jusqu'aux premiers jours de mars.

Le filet « sarda », de même longueur que le filet « bolinche », avec moins de chute, est utilisé de mars à juin pour la pêche dite « au marsouin », qui a surtout pour but la capture de l'anchois. Le filet « sarda » est en fil plus fort que le filet « bolinche » pour mieux résister à la charge de l'anchois.

De mai à fin juillet, le thon rouge se capture à la ligne

traînante, et de juin à septembre on prend également à la ligne traînante quelque peu de thon blanc.

Ainsi se compose le cycle de la pêche sur la côte basque.

Des petits vapeurs, employés dès 1900 pour la pêche côtière, ont été affectés à la pêche de la sardine avec les pinasses à motenr d'Arcachon.

Actuellement, la pinasse d'Arcachon a cessé d'être utilisée à Saint-Jean-de-Luz ; on lui préfère le bateau ponté avec un moteur d'environ 25 chevaux.

Pour la campagne de pêche 1925-1926 on compte :

34 petits vapeurs immatriculés à Saint-Jean-de-Luz, et 36 bateaux à moteur, dont 6 du quartier de Bayonne, les autres immatriculés à Arcachon, à La Rochelle, à Nantes et à Douarnenez.

L'équipage, tant des vapeurs que des bateaux à moteur, comprend de 12 à 18 hommes.

La plupart des vapeurs et des bateaux appartiennent à des armateurs, mais certains patrons sont co-propriétaires.

Le prix des vapeurs, tout équipés pour la pêche, est de 90.000 à 100.000 francs, sans engins de pêche.

Celui des bateaux à moteur est de 45.000 à 50.000 selon le moteur, sans engins de pêche.

Le produit de la pêche est partagé comme suit : moitié à l'armement, moitié à l'équipage.

Pour assurer l'écoulement du poisson pêché, armateurs et conserveurs se sont mis d'accord aux conditions suivantes :

Tout le poisson jusqu'à 28 sardines au kilogramme est vendu aux enchères.

La moitié du poisson de 29 à 34 au kilogramme est résér-

vée aux usines sur la base de 350 francs les 100 kilogrammes.

La moitié du poisson de 35 à 60 au kilogramme est réservée aux usines sur la base de 300 francs les 100 kilogrammes.

Tout le poisson de 61 à 70 au kilogramme est réservé aux usines sur la base de 250 francs les 100 kilogrammes.

Tout le poisson de 71 à 80 au kilogramme est réservé aux usines sur la base de 200 francs les 100 kilogrammes.

Chaque usine s'étant attribué un certain nombre de bateaux, suivant sa capacité de production, doit prélever, avant toute enchère, la quantité minima qu'elle a fixée dès l'ouverture de la saison.

Le personnel employé dans les huit usines de la côte basque est à peu près partagé comme suit :

2/5 basque.

3/5 breton.

La sardine pêchée du 1^{er} octobre à la mi-décembre est grasse ; de la mi-décembre à la fin du mois, la sardine grasse est en minorité, et elle disparaît tout à fait alors pour être remplacée par de la sardine maigre jusqu'en mars.

Même lorsqu'elle est grasse, la sardine de la côte basque est loin d'avoir la qualité de la sardine pêchée de la mi-mai à la fin d'octobre sur les côtes vendéenne et bretonne.

La chair de la sardine de Saint-Jean-de-Luz a un reflet verdâtre, et elle est loin d'avoir cette saveur qu'on apprécie dans la sardine de Vendée et de Bretagne. Cette sardine de la côte basque est spéciale au Golfe de Gascogne, et d'aucuns prétendent même que sa qualité est inférieure à celle de la sardine pêchée à la bonne époque en Galice et au Portugal.

Si la qualité de la sardine laisse un peu à désirer, la quan-

tité est un dédommagement pour les conserveurs de la côte basque, et quant aux pêcheurs, par le fait même qu'ils intensifient la pêche de leur mieux, ils arrivent à toucher des « parts » qui n'ont aucun rapport avec celle de nos pêcheurs restés fidèles au filet droit.

La pêche à la sardine d'hiver a réussi si bien depuis quelques années sur la côte basque, que le nombre des bateaux de pêche a cru un peu trop rapidement sans une contrepartie suffisante du côté de l'écoulement, aussi a-t-il fallu en arriver à la limitation des quantités apportées journellement, et chaque pêcheur ne peut débarquer actuellement que 2.800 sardines au maximum.

Autres centres de production.

En dehors de la France, dont la production oscille depuis 1918 de 250.000 à 550.000 caisses avec une moyenne d'environ 400.000, plutôt au-dessus de la réalité, en dehors du Portugal et de l'Espagne, qui produisent de 1.200.000 à 1.800.000 caisses, en dehors enfin de la Norvège, qui sous le nom de sardines — ce ne sont cependant que des sprats — fabrique plusieurs centaines de mille caisses, et du Japon, dont la production est insuffisamment connue, il semble nécessaire de jeter un coup d'œil sur deux centres de production qui intéressent la France — la côte algérienne et la côte atlantique marocaine —, et sur un centre relativement nouveau — la côte californienne — fort menaçant pour nos exportations en Amérique, et dont les produits ne sauraient tarder à concurrencer les nôtres sur nombre de marchés.

Côte algérienne.

On y trouve les 17 points de pêche suivants classés par

	Usines	Saisons	Nombre total de bateaux pour tous genres de pêche	Quantités de sardines en kilos	Prix de vente brut en francs
1. Nemours	2	2	59	919.900	367.960
2. Oran	6	2	214	488.338	488.338
3. Castiglione. . . .	5	29	105	476.295	381.036
4. Alger	»	20	211	436.660	442.160
5. Beni-Saf	1	6	24	322.047	144.921
6. Arzew	»	2	95	281.250	281.250
7. Mers-el-Kebir . . .	2	2	116	250.600	109.180
8. Philippeville et Stora.	4	5	66	216.395	127.525
9. Cherchell	1	3	30	182.600	111.410
10. Bougie	»	2	47	143.575	143.575
11. Djidjelli.	1	5	27	122.510	46.126
12. Tenès	1	»	22	116.000	58.000
13. Collo	»	3	18	102.770	32.509
14. Mostaganem . . .	0	0	47	95.740	57.444
15. Bône	3	»	141	50.000	35.000
16. Dellys	0	0	25	6.400	20.200
17. La Calle	1	3	41	800	400
	27	84	1.288	4.211.880	2.847.034

importance décroissante en 1923, relativement à la pêche de la sardine.

Nombre total de bateaux pour tous genres de pêche, sur la côte algérienne en 1923 :

Vapeurs	52
Bateaux à propulsion mécanique . . .	136
Voiliers pontés	141
Voiliers non pontés	959
Total	<u>1.288</u>

Embarcations faisant la pêche aux filets dérivants :

Bateaux à propulsion mécanique . . .	73
Voiliers pontés	22
Voiliers non pontés	377
Total	<u>472</u>

Valeur de la pêche en Algérie :

	en 1922	en 1923
Sardines	2.774.100	2.847.034
Allaches	708.855	729.474
Anchois	973.806	536.575
Maquereaux	1.349.883	987.754
Thons et bonites . . .	2.162.890	1.927.664

La pêche de la sardine sur la côte algérienne y tient donc le premier rang (1). Elle est pratiquée au moyen des deux engins suivants :

(1) En 1904, un essai de colonisation maritime fut tenté au cap Matifou, près d'Alger. Une cinquantaine de maisons furent bâties

1° Le sardinal ;

2° Le lamparo.

Le sardinal est un engin à nappe simple, composé exclusivement de petites mailles de 14 à 16 mm. en carré. Le filet est formé de trois pièces de 120 mètres aboutées, soit une longueur totale de 360 mètres. Sa hauteur est de 20 m. 40.

La capture se fait par emmaillage ; autrement dit, c'est le filet droit breton, mais de dimensions plus fortes. La pêche se fait généralement à la tombée de la nuit.

Le filet est immergé verticalement dans le sens du courant.

Le plus souvent 3 ou 4 barques pêchent ensemble : il faut alors que les filets calés se trouvent placés en quinconce, de façon à mieux arrêter les bancs de sardines pour le bien commun.

Lorsque la nuit est venue, on tire à bord le filet une heure après son immersion et les sardines sont démaillées à mesure, s'il y en a peu. Si, au contraire, la pêche a été bonne, le démaillage n'a lieu qu'une fois le filet enlevé.

A l'aube, on remet l'engin à la mer, car les moments les plus favorables pour capturer la sardine sont le crépuscule et l'aube. Les pêcheurs emploient cependant le sardinal en plein jour, mais seulement au commencement de

pour composer trois nouveaux villages baptisés pour la circonstance : Jean-Bart, Surcouf et La Pérouse.

Plusieurs familles du Finistère y furent transportées. Hélas ! le vin était alors à vil prix en Algérie ; il eut bien vite raison de nos Bretons ! Plusieurs moururent de congestion cérébrale, et, avant la fin de l'année, il fallut rapatrier les autres.

la campagne en mars-avril et vers sa fin en septembre-octobre.

En Algérie, en toute saison également, mais principalement en plein été, on « court à la lune ». Quand ces poissons migrateurs, parfois capricieux, ne se font prendre ni le soir, ni le matin, comme on les entend quelquefois en pleine nuit sur l'eau, on met le filet à la mer, avec le moins de ligne possible aux flotteurs, et le bateau se dirige vers le reflet de la lune sur l'eau.

L'usage du « sardinal » est permis en tout temps de nuit comme de jour.

La qualité des produits fabriqués avec le poisson de « sardinal » est préférable à celle des produits fabriqués avec le poisson de « lamparo » parce qu'avec le « sardinal », filet maillant, la sardine n'est pas écaillée ; malheureusement on tend à délaissier le « sardinal » pour le « lamparo ».



Le lamparo — corruption du mot espagnol « relampago », qui veut dire éclair — est un filet à simple nappe, fermée à la partie inférieure, et ouverte au niveau de l'eau, sauf à l'une des extrémités qui forme poche ; l'autre extrémité est formée de deux ailes. Il est monté de telle sorte qu'au moment où l'opération de pêche se termine, il prend la forme d'une cuvette, dans laquelle le poisson se trouve prisonnier.

La nappe est fabriquée en fil de lin ; les ailes sont en chanvre. Les caractéristiques sont les suivantes :

Longueur de la ralingue supérieure . .	180 mètres
Longueur de la relingue inférieure. . .	120 »
Hauteur des ailes à l'entrée de la poche.	15 »

Un bateau de deux tonneaux environ, armé par huit hommes vigoureux convient pour la manœuvre de cet engin qui doit être employé à une certaine distance de la côte, afin de ne pas être transformé en filet traînant.

La pêche au lamparo ne se pratique que dans l'obscurité, c'est-à-dire pendant les nuits sombres sans lune. Il est nécessaire que la mer soit calme, car la houle la plus légère empêche de percevoir la phosphorescence du banc de sardines, et les hommes sont obligés de travailler au hasard.

Lorsque la nuit est claire, même sans lune, le poisson s'enfuit. A l'embouchure des ouadi, les eaux sont troubles, mais dans ce cas la qualité laisse à désirer.

La pêche au feu avec le lamparo est interdite par le décret du 2 juillet 1924 : de nombreuses pétitions en demandent fréquemment le retrait.

La pêche au lamparo est autorisée actuellement pendant les mois de février, mars et avril, alors qu'avant la guerre elle a été interdite pendant ces trois mois.

*
* *

Côte marocaine atlantique.

La pêche de la sardine y est pratiquée à Fedhala et à Casablanca au moyen d'un filet comparable au lamparo, mais de mailles plus larges, et qu'on appelle « le bœuf ».

La sardine y est de même qualité que sur la côte portugaise ; malheureusement le nombre de bateaux pratiquant cette pêche reste des plus restreints.

*
* *

Côte californienne.

La sardine qu'on y pêche n'est pas la sardine qui fréquente nos côtes. Il s'agit, néanmoins d'une proche parente, la « clupea cœrulea », dont les caractères sont nettement distincts de ceux de la sardine traitée en France.

Elle abonde principalement dans les parages de Monterey, San-Pedro et San-Diego.

L'origine de l'industrie sardinière californienne date seulement de la guerre.

La France, qui exportait aux Etats-Unis, en 1905, des conserves de sardines pour 1.800.000 dollars, fut distancée en 1911 par la Norvège, qui exporta pour 1.600.000 dollars de ces sprats — faussement dénommés sardines —, les exportations françaises tombant cette année-là à 500.000 dollars.

En 1917 et 1918, toute exportation fut prohibée en France. C'est alors que sur la côte californienne les usines de sardines, dont 4 seulement avaient été construites de 1914 à 1915, passèrent, de 1916 à 1920, au nombre de 42.

En 1915, on ne pêchait sur la côte californienne que 10.000.000 de kilogrammes de sardines ; en 1919 on en pêcha 77.000.000 de kilogrammes., et les Etats-Unis

exportèrent cette même année pour plus de 8.000.000 de dollars de sardines conservées.

Sur ces côtes, la pêche se pratique de décembre jusque vers la fin de mai.

Les embarcations destinées à la pêche de la sardine sont toutes à moteur, et sont montées les unes par des Italiens, les autres par des Japonais.

Le bateau des Italiens a un équipage de 5 ou 6 hommes, et mesure généralement un peu plus de 10 mètres de longueur, sa vitesse moyenne est de 6 à 8 nœuds.

Le bateau japonais a un équipage de 7 à 8 hommes : il a de 14 à 15 mètres de longueur, et est muni d'un moteur de 40 chevaux.

Le filet employé est le même pour les Italiens et les Japonais. C'est un immense filet tournant composé de trois parties : une aile droite, une poche et une aile gauche. Les ailes sont de longues bandes de filet à grosses mailles destinées à encercler le poisson et le chasser vers la poche composée d'un réseau de mailles fines, où il est retenu prisonnier, en attendant qu'on le décharge dans le bateau (1).

*
* *

La qualité de la sardine californienne est loin d'égaler celle de la sardine de nos côtes bretonne et vendéenne, et l'on peut espérer que nos produits trouveront encore des débouchés importants et rémunérateurs sur les principaux marchés des Etats-Unis, mais il faut pour cela que nos

(1) *La pêche de la sardine en Californie*, par L. Kuentz.

conserveries ne restent pas condamnées à ne recevoir qu'à peine la moitié des sardines qu'elles pourraient travailler.

La crise durable que subit notre industrie, et qui, en dépit d'une prospérité relative, grâce aux circonstances exceptionnelles précédemment énumérées, va en s'aggravant chaque jour, est, en effet, d'un genre très particulier et que l'on ne rencontre guère dans d'autres industries. Il ne s'agit pas, comme bien souvent, d'une crise de débouchés : c'est la limitation volontaire de la matière première, qui, en augmentant le prix de revient, met les fabricants dans l'impossibilité de satisfaire la demande. Ce ne sont pas seulement les marchés mondiaux qu'ils voient se fermer, c'est le marché français qui, lui aussi, leur échappe.

Certains jours, les quantités restreintes de sardines sont à peine suffisantes pour les mareyeurs : non seulement le développement de l'activité des usines n'est plus à envisager, comme il le faudrait cependant pour lutter contre la concurrence étrangère, mais on voit arriver le moment où la consommation se détournera d'un produit trop cher, et qui n'est pas de première nécessité.

Bateaux de pêche à moteur.

Ce n'est pas seulement la question du canot annexe qu'allait soulever le mode de pêche des pinasses d'Arcachon. Le moteur allait-il, lui aussi, être adopté par nos bateaux sardiniers ?

D'une façon générale, l'emploi du moteur sur les bateaux de pêche est bien lent à se généraliser en France, et tout

particulièrement en Bretagne, ainsi que le fait ressortir le tableau suivant :

	1908	1910	1913	1922	1923
Direction de Dunkerque . . .	41	43	41	64	194
» du Havre . . .				78	
» de St-Servan . . .	2	2	3	0	9
» de Quimper . . .				3	4
» de Nantes . . .	4	4	4	14	16
» de Bordeaux . . .	102	159	300	226	195
» de Marseille . . .	0	46	67	364	612
	446	494	415	749	1.030

En face de ces 1.030 bateaux à moteur, il est intéressant de noter qu'il y en avait à la même époque plus de 6.000 en Danemark, et, pour citer un exemple plus particulièrement typique, que, sur les 221 bateaux immatriculés au port d'Ebsjerg dans ce pays, un seul ne possédait pas de moteur.

Nos pêcheurs vont-ils se décider à entrer dans le mouvement ?

Nos bateaux sardiniers, qui étaient au nombre de 3.478 en 1913, n'étaient plus que 1.838 en 1921 — en Bretagne de 1.080 en 1914, ils sont tombés à 876 en 1922 —. En Vendée et en Bretagne, les lieux de pêche ne se trouvent pas très éloignés des ports, si bien qu'avec les merveilleux

voiliers que sont ces bateaux, sauf l'exception du calme plat, plus rare qu'on ne saurait le supposer, le moteur réduit de peu le retour, et n'est pas, en tout cas, indispensable comme il l'est devenu sur les pinasses d'Arcachon (1). Il ne faut pas perdre de vue cependant combien il est préférable que la sardine soit apportée à l'usine le plus tôt possible après sa capture pour permettre de faire des produits de choix.

Cet avantage d'un retour plus rapide au port compense-t-il la dépense supplémentaire occasionnée par le moteur? Avec un moteur à essence, cela reste encore douteux. Avec un moteur à pétrole lampant, ou encore avec un semi-Diesel, c'est au contraire très vraisemblable, et ce serait même tout à fait certain si le bateau sardinier pouvait faire pêcher plusieurs canots annexes comme les pinasses d'Arcachon.

Un essai des plus intéressants fut tenté pendant la campagne de pêche de 1923 et mérite d'être cité.

Le 28 octobre 1922, le Conseil d'Administration du « Comptoir Français de l'Industrie des Conserves alimentaires », constatant que la diminution des apports de sardines devenait fort inquiétante, décida d'accepter les offres des Ateliers et Chantiers de la Loire pour la construction aux chantiers Rondet, à Nantes, de trois bateaux de 15 mètres, munis de moteurs « Bettus-Loire ». Ces bateaux donnèrent toute satisfaction : très marins, tenant bien la mer par mauvais temps, maintenant facilement la vitesse de 8 nœuds 1/2, bien défendus contre les paquets de mer, tout en étant assez bas sur l'eau pour faciliter l'embarquement à

(1) J. Pérard, La pêche à la sardine sur la côte de l'Océan Atlantique (*L'Exportateur français* du 6 septembre 1923).

bord ou la mise à l'eau des 8 plates qu'ils portaient chacun, on peut dire qu'ils représentaient un bon modèle du bateau de pêche moderne. Un seul reproche était à leur faire : malgré la longueur de 15 mètres, il n'y avait pas de logement pour l'équipage, forcé ainsi de rallier le port d'attache chaque jour, ou de coucher à bord en plein air, comme d'ailleurs le font presque toujours, à la belle saison, les équipages des bateaux sardiniers.

Ces bateaux de 15 mètres revenaient à :

Le bateau prêt à fonctionner	47.000 francs
8 séries de 8 filets droits, soit 64 filets	17.000 —
2 filets « bolinches » pour la pêche à Saint-Jean-de-Luz, à partir du 15 octobre à 10.000 francs	
pièce	20.000 —
Soit le bateau tout armé	84.000 —

Ces bateaux furent prêts à prendre la mer le 1^{er} juin 1923, et furent envoyés aux Sables-d'Olonne, où 12 usines sur 14 avaient accepté de prendre leur part de pertes si cette éventualité venait à se produire.

L'armement de pêche de ces trois bateaux présenta de grosses difficultés en raison de l'hostilité sourde des pêcheurs à l'égard de tout engin nouveau. On réussit néanmoins à trouver à Douarnenez trois patrons pêcheurs, dont deux jeunes, qui acceptèrent de prendre le commandement des bateaux, moyennant une garantie de 1.500 francs par homme pour la saison de pêche.

La pêche devait être faite au moyen de 8 plates par bateau et de filets droits de 35 mètres de longueur (au lieu de 45), chaque plate n'étant montée que par un seul homme.

Deux de ces bateaux commencèrent à pêcher le 7 juin : le patron du troisième bateau n'osa pas, au dernier moment, en prendre le commandement sous la menace de pêcheurs Douarnenistes.

Du 7 juin au 30 septembre 1923, ces deux bateaux livrèrent aux usines des Sables-d'Olonne 64.797 kilogrammes de sardines, alors que dans le même laps de temps les 180 bateaux à voiles Sablais ne livrèrent que 550.641 kilogrammes.

Les deux bateaux à moteur avaient donc apporté à eux seuls, environ le 1/9 de la pêche totale livrée aux usines.

Mais ce qui fut encore plus intéressant peut-être, c'est que chaque homme de ces deux bateaux reçut pour sa part de quatre mois de pêche 4.300 francs, alors que les équipages des voiliers les plus favorisés n'atteignirent pas aux Sables-d'Olonne 3.000 francs à la part pour la même période.

Il était donc permis d'espérer, après cet essai des plus concluants, que la cause du bateau de pêche à moteur était gagnée, tout au moins auprès des Sablais, aussi une Société « Vendée-Bretagne » était-elle créée, le 14 décembre 1923, au capital de 885.000 francs, pour pouvoir poursuivre des expériences sur une plus grande échelle et avec des moyens plus puissants.

On avait compté sans l'opposition qui allait se déclarer chez les armateurs de voiliers. Dès que ceux-ci apprirent que la Société « Vendée-Bretagne » avait l'intention de porter de 2 à 4 le nombre des bateaux à moteur devant approvisionner en 1924 les usines des Sables, craignant de voir les meilleurs équipages abandonner les voiliers, attirés par les gains supérieurs obtenus sur les bateaux à moteur,

ils firent tous leurs efforts pour soulever les pêcheurs contre la soi-disant industrialisation de la pêche et réussirent à leur faire soutenir une grève au mois de juillet. Les pouvoirs publics n'ayant rien fait pour réagir contre cette volonté d'empêcher le progrès, la Société « Vendée-Bretagne » se vit obligée de faire partir ses bateaux pour les disséminer à La Rochelle et à Saint-Nazaire, où rien n'avait été prévu pour les approvisionner.

Ces bateaux, sans surveillance, sans direction, terminèrent tant bien que mal la campagne, mais les résultats furent déplorables, si bien que, découragée, la Société « Vendée-Bretagne » prit le parti de se dissoudre en vendant ses bateaux.

Bateaux chasseurs.

Ces bateaux ont presque tous été rachetés par des conserveurs qui les emploient, non plus comme bateaux pêcheurs, mais comme bateaux chasseurs pour approvisionner leurs usines en allant charger sur les lieux de pêche.

C'est là une solution bâtarde, sinon même regrettable. Elle permettra, il est vrai, aux pêcheurs de séjourner plus longtemps sur le lieu de pêche, après avoir vendu leurs premières prises aux bateaux chasseurs, et de prendre ainsi une plus grande quantité de poisson, mais si la plupart des usines sont amenées à s'adjoindre chacune un bateau chasseur, pour ne pas être désavantagées par rapport à celles qui en sont déjà munies, la quantité de poisson à se partager sera peut-être quelque peu augmentée, seulement les frais généraux s'en trouveront sensiblement grossis.

Aux Sables-d'Olonne, pendant la campagne de pêche de 1925, on a pu compter jusqu'à 90 bateaux à moteur :

20 pinasses d'équipages bretons, dont 17 grandes et 3 petites ;
 30 pinasses sablaises, dont 13 grandes 17 petites ;
 30 bateaux mixtes sablais ;
 10 bateaux mixtes étrangers.

Bien que la pêche ait été des plus médiocres, et que les 14 usines de ce port n'aient pas dû dépasser une moyenne de 1.550 caisses de 100/4 avec environ 90 francs de poisson par caisse, la moyenne de la part de pêche pour les hommes des bateaux à moteur a été de 6.000 francs. Certains hommes ont touché de 7 à 8.000 ; un Breton a déclaré avoir reçu 8.400.

De meilleures parts ont été réalisées sur la côte basque.

A Saint-Jean-de-Luz, le vapeur « La Belle Brise », dont les ventes ont atteint environ 400.000 francs, a donné 13.000 francs à la part pour la campagne de pêche 1924-1925, et le vapeur « Marthote » 10.000 francs à la part pour la même campagne.

A Quiberon, le patron de la pinasse « Saint-Pierre », montée par des Douarnenistes, avouait avoir distribué près de 10.000 francs à la part pour une période allant de fin avril à courant octobre, non seulement pour la sardine, il est vrai, mais aussi pour le maquereau et la bonite, et affirmait que certaines pinasses ont pu distribuer pour la campagne 1922-1923 jusqu'à 16.000 francs à la part.

De tels chiffres ne sont-ils pas faits pour impressionner nos pêcheurs bretons et leur montrer que le meilleur moyen d'améliorer leur sort, tout en sauvant l'industrie qui

les fait vivre, c'est d'arriver par tous les moyens à intensifier la pêche jusqu'à concurrence d'un écoulement assuré, tant chez les conserveurs que chez les mareyeurs.

Penmarc'h.

Il n'est pas indifférent de signaler le résultat de la réunion tenue le 18 janvier 1926 à Saint-Guérolé-Penmarc'h, en présence du Directeur de l'Inscription maritime de Quimper, et de l'Administrateur de la Marine au Guilvinec, et d'un grand nombre de Patrons et de Marins-Pêcheurs appartenant tous au port de Saint-Guérolé-Penmarc'h à l'effet de déterminer la réglementation de l'emploi du filet tournant et coulissant dans la région, parce qu'il peut être gros de conséquences pour l'avenir de l'industrie sardinière française.

Les marins-pêcheurs ont été unanimes à demander que les filets tournants et coulissants soient, en principe, autorisés, mais que leur emploi puisse être suspendu sur avis d'une commission de 12 à 15 Patrons et Marins-Pêcheurs. La zone d'autorisation sera limitée à la baie de la Torche et à la partie de la baie d'Audierne qui est comprise dans le Quartier du Guilvinec, mais aucune réserve n'est faite par les Marins de Saint-Guérolé-Penmarc'h quant à la possibilité pour des Marins-Pêcheurs des régions voisines de pratiquer la pêche dans les mêmes conditions et dans la zone ci-dessus définie.

La Commission chargée de donner son avis quant à la suspension de la pêche au moyen des filets tournants et

coulissants sera élue par l'Assemblée générale des Marins-Pêcheurs réunie à cet effet avant l'ouverture de la campagne sardinière.

L'essai qui va être fait à Saint-Guénolé-Penmarc'h est plein d'intérêt, car s'il réussit, comme tout permet de l'espérer, il ne peut manquer d'attirer à nouveau l'attention des pêcheurs, mais, cette fois, dans un tout autre état d'esprit qu'autrefois.

Cette année, en effet, le baril de rogue qui déjà l'an dernier est monté à 420 francs (il en valait de 30 à 60 francs jusqu'en 1900 (1)) atteindra peut-être 500 francs si même il ne les dépasse ; de son côté le sac de tourteaux d'arachides vient de passer de 90 francs à 120. Comme le filet tournant et coulissant demande une consommation de rogue et de tourteaux incomparablement moins grande que le filet droit, et qu'il est autrement pêchant — c'est là même son principal défaut — il n'est pas déraisonnable de supposer que les pêcheurs, finissant par comprendre que leur intérêt est soudé à celui des fabricants, ne persévéreront pas à ne vouloir employer que ce filet droit, gros mangeur de rogue et de tourteaux, uniquement dans le but de limiter leur pêche, alors surtout qu'il est prévu qu'en cas de pêche trop abondante, l'emploi du filet tournant et coulissant pourra être suspendu sur l'avis d'une commission nommée par les pêcheurs.

(1) A partir de 1900 les pêcheurs espagnols s'étant mis à utiliser la rogue, son prix a augmenté d'une quarantaine de francs.

b) LA PÊCHE DE LA SARDINE AU PORTUGAL

En 1920, le nombre d'hommes se livrant à l'industrie de la pêche côtière au Portugal était de 42.784 majeurs et 4.778 mineurs. Ce total de 47.562 suffit à indiquer l'importance prise par cette industrie dans un pays dont la population n'est à peine que de 5 millions et demi d'habitants, et dont le développement des côtes n'est que de 860 kilomètres.

Cette même année, le Ministère de la Marine Portugaise donnait le nombre suivant des engins pour la pêche de la sardine officiellement constaté :

103 madragues

107 cercos

131 traînières.

Voici les caractéristiques de ces trois sortes d'engins :

Madragues. — La madrague valentienne est un engin immergé à poste fixe sur un point repéré par le Service Hydrographique. Elle se compose essentiellement : 1° d'un cadre de câbles d'acier, maintenu à la surface de la mer par des bouées, sur lequel s'attache le filet ; 2° d'un barrage, disposé perpendiculairement à l'axe du cadre, qui sert à arrêter le poisson et à le forcer à se diriger vers le cadre où il sera capturé. Des câbles d'acier reliés à des ancrs assurent l'immobilité de la madrague.

Les dimensions du filet de la madrague sont d'environ 150 mètres de long, 40 mètres de large et 33 mètres de

haut. Le barrage mesure environ 300 mètres. L'ensemble a actuellement une valeur de 200.000 francs.

La construction de la madrague permet de lever le filet sans déplacer les câbles : on arrive à prendre de 150.000 à 300.000 sardines de moule moyen à chaque levée, et il n'est pas impossible de répéter l'opération plusieurs fois par jour.

Et cependant la madrague valentienne tend à disparaître. Son rendement est en effet bien moins bon qu'autrefois, et cela doit provenir de ce que les bancs de sardines, chassés par les « cercos » qui sillonnent la mer en tous sens, sont ainsi empêchés d'approcher des madragues. Il est d'ailleurs plus logique d'aller chercher le poisson là où il est que d'attendre sa venue.

Cercos, dénommés aussi cercles américains.

Le cerco est un filet à mailles fines uniformes d'une longueur de 1.200 à 1.500 mètres et d'une profondeur allant jusqu'à 52 mètres et même jusqu'à 75 mètres, suivant les fonds où il opère.

Le cerco est manœuvré par un vapeur qui remorque 3 ou 4 barques et quelquefois un bateau à moteur.

Arrivé sur le lieu de pêche, on immerge le filet, et, grâce à sa ralingue de lièges et à sa ralingue de plombs, il se place verticalement si le fond est suffisant. Le vapeur décrit alors une circonférence de 350 à 400 mètres de diamètre.

Au moyen d'un treuil à vapeur on opère sur un câble qui, par l'intermédiaire d'organes, arrive à transformer le fond du filet en entonnoir. On hisse alors à bord, au moyen du treuil, le fond de cet entonnoir de façon à rétré-

cir la poche où nage la sardine. Quand le patron trouve cette poche assez diminuée pour faciliter la capture du poisson, les 3 ou 4 barques remorquées s'espacent sur la ligne des lièges, lèvent progressivement le filet et déversent le poisson dans leurs cales.

Ces 3 ou 4 barques sont alors remorquées au port, soit par le vapeur, soit par un bateau à moteur.

Si le patron du cerco a à sa disposition un bateau à moteur pour remorquer les premières barques et une autre équipe de bateaux, il peut alors, séance tenante, faire une deuxième pêche.

En moyenne, un seul coup de filet peut donner de 600.000 à 800.000 sardines du moule de 10/12 à la boîte de 1/4, ou de 300.000 à 600.000 du moule de 5/7.

Un cerco, avec ses embarcations, revient actuellement de 500.000 à 600.000 francs.

Le nombre des cercos tend à augmenter.

A Setúbal, la plupart des entreprises de cercos sont la propriété d'associations coopératives de pêcheurs (le nombre des cercos immatriculés en 1924 à Setúbal était de 38), mais l'exploitation se fait cependant avec l'appui de quelques capitalistes. Sur d'autres points, les cercos sont le plus souvent la propriété des conserveurs.

Trainières. — En 1920, on en comptait 131, mais exclusivement sur la côte nord du Portugal au large des ports de Figueira da Foz et de Peniche, et leur emploi ne tend pas à se généraliser.

La trainière est un filet d'environ 120 mètres de long sur 40 mètres de haut : on l'embarque sur un bateau à

voile ou à rames, de 10-12 mètres de long sur 2 m. 50 de large, ayant un équipage de 18 hommes. Quelquefois le bateau est à moteur.

Avec la traînière, on pêche en faisant emploi de la rogue. Dès que la rogue réussit à « lever » la sardine, on répand immédiatement du son pour bien troubler l'eau, et on encercle le banc, comme cela a été indiqué pour les cercos, avec coulissage du fond. On lève alors le filet par aménage avec l'aide d'une ou deux autres embarcations et on déverse le poisson dans l'une d'elles.

On s'est servi parfois de petites cartouches de dynamite (appelées « espoletas ») pour provoquer par explosion le refoulement du poisson vers la traînière, mais à la suite d'incidents assez violents entre pêcheurs portugais et pêcheurs espagnols dans les eaux de Peniche — ces derniers se servant d'« espoletas » — ce mode de pêche a dû être abandonné, d'autant plus qu'il détruisait d'autres poissons, des œufs, des alevins, et le plancton dont se nourrit la sardine.

A Peniche, et en Espagne dans la baie de Vigo, on commence à se servir de la lumière de lampes puissantes pour pêcher, car loin d'éloigner le poisson la lumière au contraire l'attire et c'est au moment où on le voit venir qu'on déploie la traînière. Les premiers essais ayant été satisfaisants, des entrepreneurs de pêcheries doivent adopter ce mode de pêche en l'intensifiant au moyen d'un éclairage électrique très puissant. Jusqu'à présent ce mode de pêche n'a pas été employé pour la sardine.

Petites sennes (arte de Xavega). — L'usage en est très restreint.

Répartition de la pêche à la sardine.

Au Ministère de la Marine à Lisbonne, il existe une Commission de Pêcheries qui classe les résultats de chaque année.

En prenant les statistiques relatives à l'année 1920, et en les complétant par des renseignements fournis par les capitaineries des ports, on arrive à se rendre un compte exact de la répartition des différents engins de pêche et de l'importance respective des ports de pêche.

Le produit de la pêche de la sardine au Portugal a été en 1920 de Escudos 24.649.643 se décomposant ainsi :

Département maritime du Nord	5.934.697
Département maritime du Centre. . . .	11.401.694
Département maritime du Sud	7.613.252
	24.649.643

et cette pêche s'est répartie comme il est indiqué page 89 entre les 20 ports de pêche recevant de la sardine, par ordre d'importance décroissante.

Comme au Portugal la sardine ne peut être vendue qu'à la criée (lotta) aux enchères décroissantes, les chiffres donnés par le Ministère de la Marine représentent la valeur exacte de la pêche. On peut regretter que ces statistiques ne donnent pas plutôt les poids.

Dans cette année de 1920, l'escudo (dont le pair est 5 fr. 55) a varié de 3 fr. 65 à 1 fr. 72 avec une valeur moyenne de 2 fr. 177 (il devait descendre à 0,50 en 1922!)

Un océanographe portugais, l'Amiral Neuparth a établi

	Nombre de			Valeur de la pêche en escudos			
	Madra- gues	Cercos	Trai- nières	Madragues	Cercos	Traînières	Total
1. Setubal	2	36	»	71.575	5.289.580	»	5.361.155
2. Leixoes (Porto)	1	2	47	79	120.348	2.637.261	2.757.688
3. Portimao	8	47	»	315.021	2.429.722	»	2.744.743
4. Olhao	»	47	»	»	2.365.570	»	2.365.570
5. Lisbonne	»	9	4	»	4.545.487	5.029	1.550.516
6. Peniche	27	»	53	922.757	»	519.858	1.442.615
7. Villaréal de San Antonio	»	8	»	»	4.184.773	»	1.484.773
8. Lagos	15	2	»	820.943	28.931	»	849.874
9. Cezimbra	21	»	»	830.448	»	»	830.448
10. Porto	»	»	17	»	»	673.427	673.427
11. Nazare	8	12	»	340.245	334.507	»	674.752
12. Figueira da Foz	»	»	44	»	»	604.959	604.959
13. Faro	3	1	»	31.218	180.545	»	211.763
14. Trafaria (Bords du Tage)	»	2	»	»	198.324	»	198.324
15. Ericeira	5	»	»	492.485	»	»	492.485
16. Cascaes (Bords du Tage)	6	»	2	439.831	»	39.256	479.087
17. Sinès	4	»	»	445.629	»	»	445.629
18. Albufeira	2	»	»	48.937	»	»	48.937
19. Tavira	»	1	»	43.001	»	»	43.001
20. Quarterra	1	»	»	41.609	»	»	41.609
	103	107	131				22.035.055
Plus produit de la pêche à la senne (arte de xavega)							2.614.588
Soit en France (au change moyen de frs 2,477 l'Escude en 1920)							24.649.643
							53.662.227

des graphiques de capture pendant neuf années dans les différents mois. Ce travail fait ressortir que, tous les ans, il y a augmentation sensible de la pêche en avril et mai, et quelquefois d'une façon plus marquée en septembre et jusqu'à la mi-octobre. Il n'y a le plus souvent pénurie absolue que dans la seconde quinzaine de décembre, et les cercos en profitent pour désarmer pendant cette période. Janvier n'est généralement pas bon, ni quelquefois février.

Il y a même des années, en 1918 par exemple, où la pêche a été complètement nulle en janvier, aussi bien pour les madragues que pour les cercos. La grosse différence dans les captures a été signalée surtout pour les cercos, car on sépare la capture des deux sortes d'engins, cercos et madragues, et on a constaté que, pour ces dernières, la régularité de la pêche a été plus marquée.

Pendant la période d'une trentaine d'années qui s'est écoulée depuis le début de la fabrication au Portugal jusqu'à la guerre, on peut dire qu'il n'y a eu que des écarts de très peu d'importance, et dans les quantités fabriquées par telle ou telle usine, et dans les prix du poisson contenu dans une caisse de 100 boîtes de 1/4 bas, mais ce prix dans quelle proportion va-t-il augmenter depuis la Guerre ?

Voici un tableau très rigoureusement établi pour deux périodes, chacune de dix années, d'après la fabrication d'un certain nombre d'usines échelonnées sur la côte portugaise, avec les prix comparatifs payés en France pendant ces mêmes années :

Années	Prix du poisson dans une caisse de 100 1/4 B.		Années	Prix du poisson dans une caisse de 100 1/4 B.	
	au Portugal	en France		au Portugal	en France
1904 . . .	5,20	21,69	1916. . .	9,94	29,46
1905 . . .	3,82	19,13	1917. . .	15,97	49,61
1906 . . .	3,93	27,64	1918. . .	20,30	59,25
1907 . . .	4,89	28,03	1919. . .	28,76	54,28
1908 . . .	5,44	28,71	1920. . .	25,82	76,91
1909 . . .	4,91	13,60	1921. . .	19,44	31,50
1910 . . .	5,67	13,42	1922. . .	23,59	34,60
1911 . . .	4,89	17,15	1923. . .	26,02	77,24
1912 . . .	6,20	27,86	1924. . .	62,05	104,80
1913 . . .	7,51	18,89	1925. . .	67,01	112,65

Ainsi, au Portugal, dans la première période (1904-1913), le prix moyen du poisson est d'environ 5 francs, dans la deuxième il va falloir multiplier ce prix par 3 dès 1917, par 4 en 1918, par 5 environ dans les années suivantes, et lors de la grande baisse de l'escudo par 12 en 1924 et par 13 en 1925, en dépit de l'amélioration de la monnaie.

Quant aux prix français, ils sont dans la première période 2 fois 1/2 (1910, 1913), 3 fois (1909, 1911), 4 fois (1904, 1912), 5 fois (1905, 1908), 6 fois (1907) et 7 fois (1906) plus élevés que les prix portugais.

Dans la deuxième période les prix portugais sont à multiplier au maximum par 3 pendant 5 années (1916, 1917, 1918, 1920 et 1923), par 2 en 1919, et ne sont plus à multiplier que par 1,68 en 1925, et par 1,65 en 1924, 1,60 en 1921, et 1,45 en 1922.

N'est-on pas en droit de dire en constatant que depuis 1921, pendant quatre années sur cinq, le coefficient des prix a seulement oscillé entre 1,45 et 1,68, qu'il suffirait à nos pêcheurs de ne plus limiter leur pêche pour regagner une grande partie du terrain perdu, surtout si la vie en Portugal continue, par suite du décalage des prix, à être tellement plus chère qu'en France.

Pour n'en citer qu'un exemple : le kilogramme de pain revient mars 1926 à 3 fr. 45 le kilogramme au Portugal, alors qu'il vaut 1 fr. 80 en France, si bien qu'il a fallu augmenter considérablement le prix de la main-d'œuvre, et qu'actuellement, par caisse de 100 boîtes de 1/4 de sardine, la main-d'œuvre revient à 16 francs au Portugal, alors que, jusqu'en 1913 elle n'avait jamais dépassé 1 fr. 67, et qu'elle était de 5 fr. 31 à 5 fr. 74 de 1919 à fin 1921 pour redescendre à 4 fr. 15 en 1922.

CHAPITRE III

CONDITIONS JURIDIQUES INTERNES

CONVENTIONS ENTRE PÊCHEURS LE TRAVAIL DANS LES CONSERVERIES DE SARDINES

A. en France.

L'étude du travail, tant des pêcheurs que des ouvriers de l'usine, dans la mesure où il est soumis à des conventions particulières et à des prescriptions légales, ne va pas sans quelque difficulté. Ces conventions, en effet, sont multiples, coutumières, le plus souvent orales ; et, quant aux dispositions législatives, elles varient dans leurs modalités d'application.

Il ne saurait être question d'étudier ici tous les cas susceptibles de se présenter ; un effort de simplification, de choix d'exemples représentatifs, est nécessaire. Sans doute n'aboutira-t-il qu'à donner une vision un peu sommaire, avec des lacunes certaines et des inexactitudes possibles, d'une réalité trop complexe et mouvante pour se laisser atteindre dans toutes ses parties ; du moins est-ce à ce prix que nous aurons un aperçu général.

C'est ainsi que, pour tout ce qui concerne les conventions de pêche, en France, nous nous en tiendrons à celles .

pratiquées en Bretagne, qui, étant les plus anciennes, ont inspiré les autres ; de même, les indications relatives au travail dans les conserveries viseront particulièrement les usines de cette région.

L'exposé de ce chapitre sera double, abordant tour à tour deux mondes contigus, mais bien tranchés : celui de la pêche, celui de la conserve.

Il traitera tout d'abord des conventions entre pêcheurs, c'est-à-dire : 1° des conventions relatives au partage de la pêche ;

2° des coopératives de Patrons-Pêcheurs ;

3° des Syndicats de Marins-Pêcheurs.

Puis viendra l'étude du travail dans les conserveries de sardines, tel qu'il est agencé au point de vue des rapports de droit entre les membres du personnel de l'usine et le directeur.

I. LE PARTAGE DE LA PÊCHE

a) *Le partage de la pêche autrefois.*

Vers le milieu du xix^e siècle, les conditions d'armement étaient différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Actuellement, ainsi qu'il l'a été dit précédemment, les pêcheurs de sardines sont tous des participants, ce ne sont pas des salariés. Jadis, les bateaux appartenaient à des armateurs, ou plutôt, comme on se plaisait à les appeler, à des bourgeois.

Aux environs de 1850, l'armateur propriétaire du bateau et l'équipage se partageaient le produit de la pêche selon des conventions variables, dont les deux principales étaient

en usage, l'une au Croisic, à La Turballe, Belle-Ile, Groix, Port-Louis, Larmor — pour s'en tenir à la partie de la côte bretonne où la fabrication des conserves de sardines a débuté, — la seconde à Douarnenez et à Concarneau.

La première : du produit brut de la pêche on défalque d'abord le prix de la rogue, celui de la gueldre (1) (crevettes pilées) quand on l'emploie, plus le prix d'un pot-de-vin pour chaque journée de vente ayant donné une somme de plus de dix francs. Le reste se partage : deux tiers à l'équipage, un tiers à l'armateur ; mais sur ce tiers, l'armateur paie 10 0/0 au patron, 50/0 au premier teneur. L'« équipage » ainsi entendu comprend non seulement cinq hommes, mais aussi deux femmes attachées au bateau, pour lui fournir de la gueldre.

Voir à la page 96 comme exemple de ce mode de partage un tableau établi au Croisic sur une période de onze campagnes de pêche.

Ce tableau a son intérêt parce qu'il fait ressortir combien minime fut le rapport de la pêche dans cette période de onze ans, et à quelle somme vraiment dérisoire il pouvait tomber dans une année de disette comme 1846.

En 1902, d'après les chiffres empruntés au rapport du Syndic du Guilvinec, on verra le gain moyen des 550 femmes travaillant aux usines tomber à 12 francs pour toute la

- (1) Car la gueldre et la rogue, avec quoi l'on arrose
 Les sennes qu'on lui tend, ne fleuront point la rose.
 Gueldre, lisez mortier de crevettes, pas frais,
 Mais confit dans son jus et pourri tout exprès.
 Rogue, lisez boyaux de morue en compote
 Salés, mais corrompus.

(Jean Richepin. Les Sardinières).

saison et celui des pêcheurs à 35 francs, tant une mauvaise campagne de pêche s'est toujours fait cruellement sentir !

*Tableau de répartition des produits de la pêche
au Croisic.*

Années	Produit net à bateau	Tiers du bateau	Part de chacun des 5 hommes dans les 2/3 à l'équipage	Patron : Part d'homme + 40 0/0	1 ^{er} teneur : Part d'homme + 50 0/0	Tiers net revenant à l'armateur
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1844 .	341 11	403 70	41 48	54 85	46 66	88 15
1845 .	469 70	456 56	62 62	78 27	70 44	433 09
1846 .	64 98	21 66	8 66	40 82	9 74	18 42
1847 .	1.114 03	371 54	148 53	485 66	466 03	345 65
1848 .	937 38	342 46	124 98	456 22	440 60	265 60
1849 .	623 83	207 94	83 17	403 96	93 56	276 76
1850 .	919 34	306 43	122 57	453 21	437 89	260 47
1851 .	931 35	310 45	124 18	455 22	439 70	263 89
1852 .	505 07	468 35	67 34	84 17	75 75	443 11
1853 .	1.544 52	514 84	205 93	257 41	231 67	437 62
1854 .	1.811 47	603 82	241 53	301 91	271 72	543 25
	9.232 75	3.077 55	1.230 99	4.538 70	4.383 76	2.716 01
Moyenne	839 34	279 77	111 90	439 88	425 79	246 94

Le second mode de partage en usage à cette époque dans le Finistère est une combinaison de salaire fixe et de participation dans le produit de la pêche (1).

DOUARNENEZ

Salaire fixe.

Patron : Arrhes ou engagement	80 francs
Deux teneurs debout à 42 francs l'un. . .	84 —
Un novice	30 —
Un mousse	30 —

Recettes variables.

Patron, le cinquième du produit en nature
 4 hommes, au dixième.
 Soit environ 60 0/0 du produit en nature.

CONCARNEAU

Salaire fixe.

Patron : Arrhes ou engagement	42 francs
Deux teneurs debout à 15 francs l'un. . .	30 —
Un mousse	12 —

Recettes variables.

Patron, le neuvième du produit en nature.
 2 hommes, au dixième.
 Un mousse, au vingtième.
 « Sillage » De plus, le « sillage » et le pourboire ; au total 39 0/0 du produit en nature.

(1) L. de Seilhac, *La pêche de la sardine*,

Ces conditions ont disparu, depuis que les armateurs proprement dits ont fait place à des Patrons-Pêcheurs qui forment eux-mêmes leurs équipages. Leur abandon peut s'expliquer par deux raisons.

Il a été reconnu tout d'abord que l'armement des bateaux sardiniers n'était pas une bonne affaire pour l'armateur qui ne pilotait pas lui-même son bateau. Les hommes qu'il employait, n'ayant aucun droit sur le bateau, ne faisaient que besogne de salariés, de prolétaires dans le sens péjoratif du mot ; ils ne prenaient guère soin d'un matériel qui ne leur appartenait pas. Dans le cas du salaire assuré, les moins ardents s'en contentaient presque, sans demander à leur part dans le produit de la pêche un appoint bien considérable ; dans le cas du partage général, la pensée qu'un autre, d'une classe différente de la leur, tirerait, même partiellement, profit de leurs efforts paralysait leur bonne volonté.

D'autre part, les Bretons, si individualistes et si fiers, dès qu'ils furent en possession de leurs bateaux, se défendirent, comme d'une régression humiliante, d'un retour à l'état antérieur. Maintenant énergiquement leur conquête, ils éliminèrent peu à peu presque tous les anciens armateurs, et, à la fin du siècle dernier, ceux-ci avaient pour ainsi dire entièrement disparu.

Même sans se placer au point de vue du développement de l'industrie sardinière, il n'était peut-être pas inutile de rappeler ces conditions d'armement ; elles reprennent, en effet, un caractère actuel en raison du problème qui s'est posé tout récemment au sujet de l'armement de bateaux sardiniers à moteur : appartiendront-ils à des armateurs

chargés de les équiper, et qui exploiteront le produit de la pêche? Pourront-ils et devront-ils rester la propriété exclusive des pêcheurs?

*
* *

Partage actuel de la pêche.

Le partage de la pêche entre le patron du bateau et son équipage se fait suivant des coutumes différentes variant avec les ports. En voici quelques-unes :

A Audierne et à Douarnenez :

Le montant des ventes est partagé en deux parties absolument égales.

L'une de ces moitiés revient au patron pour son bateau, ses filets et leur « ramendage », la fourniture de la rogue et des tourteaux d'arachides (fourniture dans laquelle l'équipage n'entre d'aucune façon).

Sur la deuxième moitié, on commence par prélever les frais de nourriture à bord (pommes de terre, sel, graisse, bois pour le feu), et le paiement des boissons prises en arrivant à terre. L'argent restant est ensuite partagé en autant de parts qu'il y a d'hommes à bord (huit, en général, le patron comptant pour un homme et le mousse pour $\frac{3}{4}$), plus une. Cette part est mise de côté par le patron et sert à payer en fin de campagne les invalides de l'équipage. Le reliquat, s'il y en a, est partagé entre les hommes de l'équipage, patron et mousse compris.

A Concarneau :

La moitié du produit de la pêche de la semaine revient au patron-armateur pour son bateau, ses filets (achats et réparations), les rogues et tourteaux d'arachides, fourniture et réparations des voiles et cordages, en résumé pour le bateau tout équipé pour la pêche et son entretien.

L'autre moitié est répartie de la façon suivante :

1 part $\frac{1}{4}$ pour le patron, qui est compris comme homme d'équipage.

1 part pour chacun des 6 hommes.

$\frac{1}{2}$ part pour le mousse.

Si le produit de la pêche d'une semaine a été de 5.000 francs, il sera réparti comme suit :

La moitié pour le patron-armateur	2.500 »
1 part $\frac{1}{4}$ pour le patron-pêcheur	403 10
1 part pour chacun des 6 hommes	1.935 60
$\frac{1}{2}$ part pour le mousse	461 30
	5.000 »

A Concarneau, le pêcheur se nourrit lui-même, en apportant à bord ce qu'il lui faut, et il n'est rien prélevé sur le montant de la vente du poisson, à moins que le bateau ne parte pour aller pêcher à Quiberon, Belle-Ile, etc. ; dans ce cas, il est alors prélevé sur le produit de la pêche la graisse ou le beurre et le bois nécessaire pour faire la cuisine à bord pendant la durée de l'absence.

Au Port-Louis :

Dans la région du Port-Louis, tous les armateurs sont patrons de leurs bateaux, et le partage de la pêche se fait de la façon suivante :

Avant le partage de l'argent reçu pour la sardine pêchée dans la semaine, on déduit les frais de la « cotriade » faite en commun au retour de la pêche, les frais de rogues et de tourteaux d'arachides consommés, — et d'essence, si le bateau a un moteur — puis le reste se partage comme suit, par exemple pour un bateau dont l'équipage est de sept hommes, y compris le patron, et suivant qu'il y a ou non un canot annexe.

Bateau avec canot annexe.

4 parts $\frac{1}{2}$ pour le patron-armateur.	1 part pour le bateau.
	$\frac{1}{2}$ part pour le canot.
	2 parts pour les filets.
	1 part pour le patron.
6 parts pour l'équipage.	6 parts pour les 6 hommes d'équipage.

Bateau sans canot annexe.

4 parts pour le patron-armateur.	{ 1 part pour le bateau. 2 parts pour les filets. 1 part pour le patron.
6 parts pour l'équipage.	6 parts pour les 6 hommes.

Cotriade. — La cotriade se fait dans les auberges et revient à 125/130 francs environ par semaine. Le débitant fournit le bois, la marmite, les épices, la graisse, le couvert, la table moyennant 4 francs par repas, et on obtient le total suivant :

Dû au débitant pour ses fournitures.	4 »
Vin à 2 fr. 25, 1 litre par homme : 7 litres	15 75
Pain pour la soupe 0 gr. 750 = 1,70	1 30
Pommes de terre, 1 k. 500 à 0 fr. 50	0 75
Total pour une journée.	<u>21 80</u>
Total pour 6 journées	<u>130 80</u>

Le partage de la pêche se fera donc comme suit, en supposant que le produit de la semaine ait été de 3.000
A déduire :

1 baril de rogues 1/4 à 400 francs le baril.	500	}	900
3 sacs de tourteaux d'arachides à 90 francs	270		
Cotriade.	130		
Reste à partager.			<u>2.100</u>

La part dans un bateau avec canot annexe sera de 200 francs ($200 \times 10,5 = 2.100$).

La part dans un bateau sans canot annexe sera de 210 francs ($210 \times 10 = 2.100$).

A la fin de la campagne, pour tenir compte de l'aide apportée au « ramendage » des filets, chacun des 6 hommes de l'équipage recevra 1/72 des 2 parts attribuées aux filets, soit 1/36 de part d'homme ; ce qui revient à dire que le patron-armateur cède 1/6 de part d'homme à partager entre les 6 hommes de l'équipage. Si, par exemple, la part d'homme pour la saison entière a été de 5.040 francs, chaque homme recevra du patron un supplément de 140 francs le jour du désarmement, représentant 1/36 de ce total.

A Quiberon :

Le patron-armateur, qui fournit rogues, tourteaux et filets, et a à sa charge le « ramendage », prélève la moitié du produit de la semaine ; l'autre moitié se partage comme suit, après avoir déduit les frais d'essence et d'huile si le bateau est à moteur :

1 part pour le bateau.

1/2 part pour le moteur.

1 part pour le patron comme homme d'équipage.

6 parts pour les 6 hommes de l'équipage.

Supposons qu'un bateau ait pêché 30.000 sardines dans sa semaine vendues 80 francs le 1.000, soit 2.400

Il revient au patron-armateur 1.200

Reste 1.200

Si les frais d'essence et d'huile ont été de 45

Il reste à partager 1.155

Bateau 1 part	135 90	}	1.155
Moteur 1/2 part	67 95		
Patron 1 part comme homme d'équipage.	135 90		
6 hommes, 6 parts	815 25		

A Quiberon l'équipage ne fait pas de cotriade : un prélèvement de 25/30 sardines est fait par chaque homme de l'équipage qui rentre chez lui pour ses repas.

Des exemples qui précèdent, et qu'on pourrait multiplier, il faut conclure que chaque port sardinier a son mode particulier pour la répartition des produits de la pêche.

..

b) Cooperatives de Patrons-Pêcheurs.

Il existe à Douarnenez une coopérative de Patrons-Pêcheurs, une à Tréboul, une à Audierne, une au Guilvinec, et dans presque tous les ports armant pour la pêche à la sardine. Ces coopératives sont, pour la plupart, formées sur le même type. Leur règlement intérieur a été adopté

par tous les délégués des syndicats fédérés réunis en congrès à Quimper, le 13 et le 14 janvier 1906. — Les statuts de la coopérative d'Audierne peuvent servir d'exemple. En voici le résumé.

*
* *

Tout d'abord, elle se dit « Société en nom collectif à capital variable, et régie par la loi de 1867 ». Elle a pour objet l'achat d'appâts et d'engins de pêche (art. 1), se compose des seuls patrons marins-pêcheurs groupés en syndicats (art. 2), se refuse à toute idée de spéculation (art. 3) et se constitue pour 99 ans (art. 4).

Pour faire partie de la Société, il faut qu'un patron marin-pêcheur soit agréé par le Conseil d'Administration ; il devra payer un droit d'entrée égal à deux cent vingt-cinq francs (art. 5 et 6). Le Conseil d'Administration accepte la démission d'un membre ou prononce son exclusion, au cas où l'actionnaire aurait commis une faute grave contre l'honneur ou contre la société (art. 7 et 9). L'actionnaire sortant perd ses droits dans le versement opéré par lui et dans le fonds de garantie ; mais cet actionnaire, lorsqu'il est exclu par décision du Conseil d'Administration, peut appeler de cette décision à l'Assemblée générale, qui statue en dernier ressort, à la majorité absolue des membres votants. La situation financière du sociétaire débiteur de la société (démissionnaire exclu ou décédé) sera réglée deux mois après sa sortie (art. 8, 11 et 12). — La société pourra être dissoute à la demande des neuf dixièmes des sociétaires, et à ces conditions que soient réglées toutes ses dettes et qu'il y ait égalité de traitement dans le partage de l'actif, — les dons reçus par la Société ne figurant pas dans celui-ci (art. 13 et 14).

Les associés ou leurs héritiers sont responsables aux conditions ordinaires (art. 15). Chaque associé devra s'approvisionner aux magasins de la Société, sous peine de verser à la caisse de celle-ci, à titre de clause pénale, le double de la différence entre les prix pratiqués par la Société et le cours du commerce local (art. 16). Puis, vient une série de dispositions sur le Conseil d'Administration et le Conseil de Surveillance (art. 17, 18, 19). En particulier, le Conseil d'administration nomme le comptable, qui peut être pris dans son sein s'il n'est pas rétribué, ainsi que le secrétaire général et le per-

sonnel dont la société pourrait avoir besoin. Il est aussi chargé de décider l'admission ou l'exclusion des membres ; d'effectuer les achats d'appâts et d'engins pour le compte de la Société ; de veiller à la livraison et à la conservation des marchandises et de traiter de la location d'un magasin pour leur dépôt ; de surveiller, de concert avec le Directeur, la gestion du comptable ; enfin d'établir tous les ans les comptes et le bilan (art. 20 et 21). Le Conseil d'Administration se réunit une fois par mois (la présence des deux tiers des membres, au moins, est exigée pour qu'il puisse délibérer valablement) et ses délibérations sont portées sur un registre spécial où elles sont revêtues de la signature du Directeur et du Secrétaire (art. 22 et 23).

Le Directeur a la haute gestion des affaires de la Société et représente la Société vis-à-vis de tous ; cependant sa signature n'oblige la Société qu'autant qu'elle est contresignée par celle d'un autre membre du Conseil d'Administration (art. 24 et 25). Le Conseil de Surveillance, composé de cinq membres nommés pour deux ans par l'Assemblée générale, et rééligibles, a pour mission de vérifier la correspondance, les livres, la comptabilité ; il se réunit tous les trois mois et après la confection de l'inventaire ; il dresse un rapport à la fin de chaque année, soumis à l'Assemblée générale (art. 26, 27 et 28). Le Conseil de Surveillance doit donner son avis au sujet de chaque emprunt, ou chaque transaction de la Société ; ses délibérations sont transcrites sur un registre spécial ; en cas d'emprunt ou de transaction, une copie en sera adressée au directeur du Conseil d'Administration (art. 29 et 30).

L'Assemblée générale est convoquée tous les trois mois après l'inventaire ; des réunions extraordinaires peuvent être demandées par un ensemble d'actionnaires formant un certain quorum. Au cas où tous les sociétaires seraient présents, l'Assemblée générale extraordinaire pourrait avoir lieu. Les Assemblées générales sont présidées par le Directeur du bureau d'administration ; ses décisions sont prises à la majorité des membres présents (art. 31, 32, 33). Les Assemblées générales élisent les membres des Conseils d'Administration et de Surveillance ; elles sont appelées à délibérer sur les inventaires, comptes et bilans du Conseil de Surveillance qui leur seront présentés, les approuvant s'il y a lieu, et en donneront décharge au Directeur et au Comptable (art. 34 et 35). L'Assemblée générale statue en appel, et en dernier ressort, sur l'exclusion des membres qui se seront pourvus devant elle (art. 36). Tout emprunt doit être ratifié

par un vote de l'Assemblée générale. Viennent ensuite des dispositions relatives au comptable, chargé d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration en ce qui regarde la gestion de la caisse et de tenir la comptabilité (art. 39 et suivants).

La Société, qui n'a pas de capital social initial, et dont les sociétaires ne toucheront pas de dividendes, se constitue les garanties et les capitaux nécessaires à son fonctionnement : en faisant appel à l'intervention et à la garantie de comités ou de tiers qui cautionnent les opérations qu'elle fait en tout ou en partie ; en recevant des prêts des sociétés régionales ou centrales de crédit maritime, qui viendraient à être organisées ; en recevant des dépôts productifs d'intérêts à échéance ou à vue, soit de ses membres, soit d'étrangers (art. 42 et 43). Enfin, les statuts se terminent par des dispositions sur le règlement des pertes et la cession des marchandises. Cette dernière se fait aux seuls actionnaires, et de la manière suivante : 1^o on leur donnera à crédit une quantité déterminée par le Conseil d'Administration, avec l'approbation du Conseil de Surveillance ;

2^o avant de renouveler leur provision ou d'obtenir des marchandises d'une autre nature, les sociétaires devront d'abord régler entièrement ce qui leur aura été précédemment fourni à crédit.

*
* *

Cette « coopérative des Patrons-Pêcheurs du port d'Audierne ayant pour objet l'achat d'appâts et d'engins de pêche » présente les caractères habituels des sociétés à capital variable. Des dispositions expresses des statuts permettent à un membre de donner sa démission, et au Conseil d'administration de prononcer l'exclusion d'un sociétaire. Les statuts ne limitent pas la première faculté. Quant à la seconde, elle n'a plein effet que lorsqu'elle s'accorde avec une décision semblable de l'Assemblée générale, prise à la simple majorité.

Un seul vote pris à un quorum exceptionnel n'est donc pas exigé, mais le jugement d'un petit tribunal confirmé

par un tribunal d'un degré supérieur. On voit l'importance de l'appréciation morale puisque la répression même des fautes « contre l'honneur » est nommément prévue.

Les statuts stipulent encore, à la différence du cas normal, — mais l'habitude s'en généralise de plus en plus (1) — que l'associé sortant est privé de tout droit dans le fonds de réserve. On veut par là, sans doute, retenir l'associé ; de même c'est la rigueur de cette clause qui paraît motiver la nécessité d'une double décision pour l'exclusion définitive d'un membre.

Une sanction stricte et précise est prévue pour le cas où un associé s'approvisionnerait ailleurs qu'aux magasins de la Société. Les associés sont peu nombreux, se connaissent, se surveillent ; cela leur permet de mesurer plus exactement l'infraction et d'y mieux proportionner la peine. Celle-ci, en effet, serait-elle applicable ailleurs que dans un cercle restreint ?

Les organes d'administration et de surveillance sont soigneusement hiérarchisés. La comptabilité est examinée et par le Directeur et par le Conseil d'Administration lui-même, qui se réunit fréquemment, et dont la présence effective des membres est exigée jusqu'à concurrence d'un quorum assez élevé. C'est vraiment une « coopérative », où tiennent à s'exercer les capacités et l'activité de chacun.

*
* *

On voit que les pêcheurs ne sont pas rebelles aux nouvelles formes d'association. L'adoption de celles-ci s'éten-

(1) Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, p. 516.

dra-t-elle ? C'est à croire. Ne sera-t-elle pas particulièrement précieuse le jour où nos marins, acceptant enfin le principe, si longtemps repoussé par eux, de perfectionnements techniques, se décideront à s'unir pour en assumer les premiers frais et s'assurer contre tout risque ?

c) *Syndicats de Marins-Pêcheurs.*

Il existe également dans chaque grand centre, à côté de la coopérative de Patrons-Pêcheurs, un syndicat professionnel de Patrons et Matelots Marins-Pêcheurs. Tel est le cas pour Concarneau. La coopérative, qui s'appelle ici « Société de Crédit Maritime » s'y est adjoint une Société de prévoyance mutuelle des Patrons-Pêcheurs. De même le « Syndicat professionnel des Patrons et Matelots Marins-Pêcheurs » s'est complété par une « Société d'assistance mutuelle », formée entre tous les membres du Syndicat.

*
* *

Le but immédiat et pratique du Syndicat de Concarneau, est-il dit dans les statuts, « est d'obtenir le relèvement du prix du poisson, et notamment de la sardine, par une sage réglementation de la pêche ». Rien de mieux, mais la date à laquelle ce but à atteindre est formulé, c'est le 16 juin 1903 après la désastreuse campagne de pêche de 1902 qui a semé la misère sur la côte. On aurait pu croire que les pêcheurs allaient être obsédés par la peur de ne pas encore prendre de poisson durant la campagne à venir ? Nullement ; ils le sont par la crainte, plus forte que les pires épreuves, d'en pêcher trop. Il n'y a pas de sardines à mailler dans les filets droits ? On s'en passe, on se résigne à son absence. Mais qu'elle arrive ? gare avant tout à sa surabondance !

Cette déclaration préliminaire est suivie d'un commentaire qu'on ne peut qu'approuver entièrement : « Grâce à cette réglementation,

constituant une mesure d'ordre purement intérieure, le marin-pêcheur sera assuré d'obtenir un prix minimum plus rémunérateur de ses avances et de son travail, et il ne devra pas capturer des quantités de poissons hors de proportions avec les besoins de la fabrication et de la consommation journalières ». Qui ne tomberait d'accord avec les pêcheurs sur ce dernier point ? Mais où les pêcheurs se trompent, c'est en estimant la capacité d'absorption des usines bien plus faible qu'elle ne l'est en réalité. Il est tout à fait exceptionnel — cela ne se produit guère que quatre ou cinq fois, au maximum au cours d'une moyenne campagne — que les marins ne trouvent pas l'écoulement de tout le poisson pêché. Il faut pour cela une suite continue et assez longue de journées d'abondance. Les usines sont maintenant en plus grand nombre qu'avant la guerre, leur outillage s'est perfectionné ; bientôt sera réalisée sur certains points la conservation du poisson frais ; les pêcheurs n'ont plus à s'hypnotiser sur le danger de captures trop considérables, du moins avec le filet droit. Il doit leur suffire de suivre à la lettre la recommandation citée plus haut.

Le Syndicat entend ménager l'intérêt du fabricant, grâce à cette réglementation : « il y trouvera, disent les statuts, son avantage, puisque le poisson, pêché en moindre quantité, lui arrivera plus frais, et qu'il pourra consacrer plus de soins à une fabrication qui, s'améliorant d'autant, assurera du même coup la réputation générale des marques de la région ». Si les syndicalistes veulent par là faire preuve d'esprit de bonne entente avec les conserveurs, comment se fait-il qu'il soit si difficile de discuter avec eux ?

Les dispositions les plus intéressantes du règlement sont les suivantes.

« Le Syndicat est composé d'un nombre de membres illimité et est créé pour une durée indéfinie (art. 1^{er}). La cotisation est fixée à 0 fr. 25 par mois et l'est demeurée. Cette cotisation est individuelle et uniforme pour les patrons et les matelots (art. 3).

Le capital social est ainsi composé. Il est constitué par : 1^o le produit des cotisations ; 2^o le produit de la vente des poissons pêchés en sus du maximum fixé ; 3^o les subventions volontaires de l'Etat, des départements et des communes ; 4^o les dons des particuliers (art. 16).

Enfin, il est stipulé que toute délibération religieuse ou politique est formellement interdite dans les réunions des membres du Syndicat (art. 19).

Pour faire respecter ses décisions, le Bureau directeur du Syndicat a à sa disposition les signaux suivants :

Pavillon tricolore : Ralliement au bureau.

Pavillon rouge : Une marée par jour.

Pavillon blanc : Liberté de pêche.

Un ballon peint en noir : Défense de sortir du port.

*
* *

La Société d'Assistance mutuelle s'est constituée le 7 mars 1905.

Elle a pour but : 1° de payer aux membres participants une indemnité pendant la durée de l'incapacité de travail due aux maladies ou aux blessures dont ils peuvent être atteints ; 2° d'allouer des secours aux ascendants, veuves ou aux orphelins de membres participants décédés ; 3° d'accorder aux membres participants malades, blessés ou infirmes et à leur famille, en cas de besoins urgents, des secours exceptionnels (art. 2).

Il est prévu aux statuts qu'aucun secours n'est dû pour les maladies causées par l'intempérance, ni pour les blessures reçues dans une rixe, lorsqu'il est prouvé que le membre participant a été l'agresseur ; que le secours à payer par la Société sera de 1 franc par jour et il ne sera délivré qu'à la fin de la maladie (art. 20).

La cotisation, qui était fixée à 3 francs par an jusqu'en 1920, a été portée à 5 francs en 1921 (art. 21).

Les obligations statutaires des membres sont très strictes. « Chaque membre participant est obligé, sauf le cas de force majeure, de se rendre aux assemblées générales et à toutes les convocations statutairement faites » (art. 11).

« La Société admet, en effet, à côté des membres participants, des membres honoraires qui, par leurs souscriptions, contribuent à la prospérité de la Société sans participer à ses avantages » (art. 3 et 4).

II. — LE TRAVAIL DANS LES CONSERVERIES DE SARDINES

Généralités.

Les conditions du travail dans cette industrie lui sont toutes spéciales en raison des caractères exceptionnels qu'elle présente. Peut-être n'est-il pas inutile d'insister un peu sur l'exposé de ceux-ci. Les gens du métier ont tentance à les considérer comme trop évidents pour qu'on s'y attarde, alors que d'autres, que trompe cette indétermination, paraissent parfois les méconnaître, — surtout quand vient à se poser le problème de l'application d'une loi ouvrière.

C'est tout d'abord une industrie saisonnière : elle ne s'exerce qu'à une certaine époque de l'année, quelques mois seulement. Les fabricants ne travaillent qu'une partie de l'an, exactement pendant la saison de la pêche. Leur activité est parallèle à celle des marins qui leur apportent le poisson, liée et soumise à celle-ci. Les pêcheurs sont indépendants et aiment à manifester cette indépendance : ils limitent leurs sorties à leur gré, ne capturent que la quantité de sardines dont la vente est jugée par eux la plus rémunératrice, et, bien que les usines soient leur princi-

pal débouché (1), savent se rendre maîtres du marché au point d'imposer leurs exigences.

Or, la période de pêche est courte : elle ne dure le plus souvent que de la fin du printemps au début de l'automne sur la côte bretonne, et du début de l'automne à la fin de l'hiver sur la côte basque. En Bretagne, on a vu quelquefois la pêche commencer dans les derniers jours de mai pour se prolonger jusqu'au début de l'hiver, mais c'est là la grande exception ; s'intensifiant vers la fin de juin, elle continue jusqu'en novembre, n'allant guère au delà. Dans la région de Saint-Jean-de-Luz, elle va plutôt de la mi-septembre à fin février. Aussi dit-on, improprement d'ailleurs, qu'on ne conserve en France que la sardine d'été. On oppose à cette sardine d'été la sardine de dérive, qui, en Angleterre, est presque exclusivement pêchée (2), et qu'on estime, dans l'état où on la capture sur nos côtes, au cours de l'hiver et au début du printemps de trop médiocre qualité pour faire l'objet d'un emboîtage. Certains fabricants s'y sont essayé cependant, et ont persévéré ; ce n'a jamais été qu'industrie de second plan à côté de la principale.

Mais — et c'est ici le grand point — ce n'est pas une industrie « saisonnière » ordinaire. On s'en est déjà aperçu ; c'est à peine même si, appliquée à elle, l'épithète est exacte. Les exploitations agricoles, la culture maraîchère ont sans doute des différences de rendement suivant les années, selon

(1) Ce n'est plus toujours exact en raison de l'accroissement du mareyage. Les mareyeurs sont, d'ailleurs, pour les pêcheurs d'excellents clients.

(2) Dantan, *La science au XX^e siècle*, 1^{er} avril 1903, page 68.

que le temps se sera montré plus ou moins propice ; mais elles subsistent à chaque renouveau, avec un rapport inégal sans doute, cependant assuré (à moins de catastrophe). Les conserveries de fruits et de légumes peuvent donc compter sur une certaine régularité de fonctionnement. La saison de la sardine, au contraire — si saison il y a — est soumise à de tels aléas qu'elle va jusqu'à disparaître presque complètement certaines années, et même pendant toute une série d'années. Quand elle existe, du moins peut-on lui assigner certaines limites ; mais, à l'intérieur de ces limites extrêmes, combien est élastique la période de pêche ! Elle varie du simple au double, et davantage. Et non seulement elle est imprécise, mais encore, ce qui accroît les difficultés de l'exploitation, intermittente. On a vu quelquefois la sardine faire son apparition sur les côtes au début de l'été, par exemple, pour ne reparaitre qu'en septembre, après une éclipse de longues semaines. En un sens, ne pourrait-on pas dire qu'il y a plus d'une saison de la sardine, au moins deux — sardine d'été, sardine d'automne — chacune d'elles pouvant, d'ailleurs, présenter avec la suivante une différence considérable d'abondance ? Cela n'est pas pour diminuer l'aléa de cette industrie. Car c'est bien là qu'il faut en venir : l'industrie sardinière est, quant aux données naturelles sur lesquelles elle s'exerce, essentiellement aléatoire.

On comprend que cette instabilité, à laquelle est condamnée leur production, soit pour les gérants une grande gêne, lorsqu'ils ont à recruter leur personnel. Jadis, les femmes qu'ils employaient ne travaillaient guère l'été en dehors des usines ; elles considéraient le travail qu'on leur proposait

un peu comme une aubaine, heureuses d'ajouter leur activité propre à celle de leurs maris, de leurs fils, de leurs pères, et d'augmenter par là les gains de la famille.

Un coup de cloche à l'usine les jours de bonne pêche, et les femmes étaient rassemblées. Elles accouraient des champs ou de leurs demeures et s'engageaient aux conditions générales qui n'étaient plus débattues, acceptées de confiance. Depuis quelque temps — le changement s'ébaucha dès avant la guerre — il n'en va plus tout à fait de même. Une législation sociale abondante a été votée au cours de ces vingt dernières années, rapidement vulgarisée auprès des travailleurs par les politiciens chargés soi-disant de les défendre, et qui leur ont appris leurs nouveaux droits et la façon de les faire valoir. Cet ensemble de lois générales devait se heurter à des applications particulières délicates. Tel est le cas pour cette industrie. On sait le nombre et la précarité des conditions naturelles exigées pour sa réussite. Combien celle-ci deviendra-t-elle plus difficile si on la soumet, en plus, à des prescriptions légales rigoureuses ! Il était évident qu'on devait assouplir celles-ci en instituant entre les industries une série de discriminations. Un système de dérogations fut élaboré. Les Inspecteurs du travail s'y employèrent avec intelligence, satisfaisant également la plupart des patrons et les théoriciens les plus déterminés de l'interventionnisme (1). Mais il est peu probable que cet accord se maintienne, les pouvoirs publics commençant à regretter leur tolérance. Il y a donc toujours

(1) G. Scelle, *La Politique républicaine, Le problème ouvrier*. Alcan, 1924.

à craindre un réveil de la mentalité de classe chez les ouvriers apparemment les plus « faciles », les mieux intentionnés, les plus conciliants, mais très jaloux de leurs pouvoirs de revendication. Aussi, comme c'est le cas pour l'industrie sardinière, lorsque les dérogations sont telles — et forcément, sans quoi on risquerait d'arrêter la marche du travail — que les nouveaux préceptes de l'Economie sociale paraissent quelquefois, aux yeux des gérants, éclipsés par des soucis pratiques, ne doit-on pas s'en tenir à une molle acceptation des parties. Plus de simple résignation. Elles dégénéreraient bientôt, soit, d'un côté, en abus, soit, de l'autre, en récriminations violentes. Il faut veiller à ce que, dans la mesure restreinte où on les applique, mesure, répétons-le, obligatoire, les règlements légaux ne soient jamais perdus de vue ni des patrons, ni des ouvriers. Chacun doit bien sentir qu'on est toujours prêt à les respecter, et que l'esprit large dans lequel on les interprète n'en fait pas oublier le texte.

De ces données découle un ensemble de modalités dans l'application de la législation sociale et l'économie juridique de l'usine. Tout d'abord, elles visent le contrat de travail qui lie le patron à ses employés, contrat dont on a fait voir qu'il devait être extrêmement souple. Elles visent ensuite la réglementation de la durée du travail, particulièrement délicate dans une industrie qui ne demeure en activité que quelques mois par an — et même d'une manière irrégulière et intermittente —, qui utilise des matières périssables, et où le travail a lieu chaque jour à des heures très variables. Elles intéressent également les dispositions législatives concernant le travail de nuit et le

travail des femmes et des enfants. Enfin elles ont trait à la manière dont les ouvrières et les manœuvres se sont groupés en syndicats locaux pour affirmer leurs prétentions, et à celle dont, en face d'eux, s'est constitué le Syndicat national des Fabricants.

a) *Le contrat de travail.*

Le patron et le personnel de son usine sont liés par un ensemble de contrats de travail, peu nombreux à la vérité, mais qui diffèrent cependant, quant aux parties d'abord — en raison de leurs qualités et de leurs rôles —, puis quant au taux et à la durée des engagements.

La technique de la conserve de poissons n'est pas compliquée, surtout lorsque le fabricant ne fait pas ses boîtes lui-même ; c'est une des plus simples qui soient pour une industrie de cette importance. Les opérations se réduisent à quelques-unes et ne nécessitent pas un long apprentissage (ce qui, d'un côté, est un avantage, mais a le tort — favoriser l'empirisme). Cependant elles sont nettement différenciées, les unes — la plupart — étant confiées à des femmes, les autres, plus pénibles, à des hommes seulement. Cette main-d'œuvre mixte, et qui est toujours telle, nécessite évidemment une diversité de traitement. D'autre part, quelques membres du personnel peuvent être moins préposés à tels services dans l'usine qu'à assurer la liaison entre les pêcheurs et celle-ci. C'est ainsi que, dans les ports où l'achat du poisson se fait au quai, chaque maison y a son représentant. Enfin l'usine étant une petite administration autonome (elle n'a que tendance à l'être trop), il y

faut une organisation, une hiérarchie ; d'où un chef et, quelquefois, des sous-ordres. A chaque degré correspond un type d'engagement spécial, déterminé le plus souvent par l'usage, vis-à-vis de la direction commerciale.

Comment donc se répartit le travail ? On peut admettre que les diverses personnes avec lesquelles le patron se trouve à traiter pour la marche de ses services, à l'intérieur de la conserverie, sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissante (sans doute ne les retrouve-t-on pas toujours ; l'« acheteuse » ne figure guère que dans les grands centres ; les soudeurs sont déjà à peu près complètement éliminés : néanmoins, elles forment, en face de l'entrepreneur, le groupe normal de ses co-contractants).

En premier lieu vient le gérant, à qui est attribué le soin d'approvisionner l'usine en poissons et de recruter les ouvrières, de distribuer les tâches, — en un mot qui assume la direction administrative de l'usine. Arrivent ensuite, avec des traitements qui sont quelquefois fort différents, chauffeurs et manœuvres (le nombre de ces derniers est très variable suivant les maisons, et c'est à leur sujet surtout qu'ont lieu les discussions relatives au salaire) ; puis, lorsqu'il en existe encore, les soudeurs, pour l'étiquetage ou la fabrication de certaines boîtes (on sait que ceux-ci ont à peu près disparu, remplacés par les sertisseuses mécaniques). Voilà pour le travail masculin, qui, au point de vue du nombre, est le moins important ; lorsqu'on aborde l'étude du contrat de travail pratiqué dans les conserveries, c'est tout de suite la main-d'œuvre féminine et ses rapports juridiques avec l'employeur, représenté par le gérant, que l'on a en vue. Or, celle-ci se

décompose comme suit : 1° la contremaîtresse, préposée à la surveillance du travail des femmes dans l'usine ;

2° l'acheteuse, à laquelle le gérant délègue une partie de ses pouvoirs et qui va débattre le prix du poisson avec les pêcheurs ;

3° enfin l'ensemble des ouvrières, à propos desquelles se posent la plupart des problèmes qui nous intéressent. Ainsi donc, nous avons le tableau suivant :

L'entreprise doit s'entendre, pour chaque usine, avec :

1° le gérant ;

2° les manœuvres ;

3° les soudeurs ;

4° la contremaîtresse ;

5° l'acheteuse ;

6° les ouvrières.

Mais il importe, avant de passer à l'étude des contrats particuliers, de compléter ce tableau par deux remarques essentielles, sans quoi on en fausserait la portée, on méconnaîtrait sa signification.

1° Tout d'abord, il ne donne qu'une idée fort générale, et même plutôt approximative, des différents contrats de travail pratiqués sur la côte. La plus grande liberté règne, et cet ensemble n'est que l'un de ceux que l'on rencontre le plus souvent. Il se peut aussi bien que le patron soit lui-même gérant de son usine ; que le gérant achète directement le poisson aux pêcheurs ; que la contremaîtresse n'ait pas un traitement supérieur à celui des autres ouvrières ; que tel emploi (comme celui de sertisseur) généralement confié à un homme, le soit à une femme, etc... D'ailleurs, et l'on a dû s'en apercevoir, c'est bien moins une étude

pratique que nous poursuivons ici, directement à l'usage d'un conserveur éventuel, que le simple exposé des engagements et de leurs modalités, examinés du seul point de vue juridique, entre l'usinier et le groupe hétérogène et fluctuant de ses collaborateurs. C'est la nature des rapports qui nous intéresse bien plus que leur but et les personnes entre lesquelles ils s'établissent.

2° Le mot « contrat », l'épithète répétée de « juridique » paraîtront peut-être des termes un peu gros pour la chose, surtout à propos du travail des ouvrières. C'est qu'il s'agit ici du contrat de travail sous sa forme la plus rudimentaire. Simplement verbal et même souvent tacite (les conditions habituelles sont connues et acceptées sans qu'on les rappelle), l'engagement des femmes a lieu en bloc pour une durée peu précisée ; rien n'est exactement convenu que le taux de rémunération. L'étude de ces rapports relève cependant du Droit ; les accords qui les sanctionnent sont respectés, quoique mal définis. Aussi bien tendent-ils à perdre ce dernier caractère. La pratique, encore naissante, du contrat collectif est le signe d'un besoin de stabilité et de précision dans les conventions futures.

On ne retiendra, pour les étudier séparément, que le gérant, les manœuvres et les ouvrières.

1° *Le gérant.*

Le gérant est généralement un homme du pays, familiarisé avec les questions sardinières, ou ayant connu d'assez près les pêcheurs pour s'y intéresser rapidement. On requiert de lui, d'habitude, des connaissances éprouvées sur ces matières ; mais celles-ci, qui font rarement défaut,

ont le tort d'être parfois empiriques. Quant aux qualités pratiques, on peut mentionner, comme généralement siennes, toutes celles d'un administrateur, qui, pour n'être pas de premier plan, n'en prend pas au moins au sérieux sa tâche, et qui, dans la mesure encore large laissée à son initiative, sait la dominer.

Ses pouvoirs, qui juridiquement sont étroits, et qui tendent à devenir assez considérables (les patrons donnent souvent carte blanche à leurs gérants) sont mal fixés. Le gérant est rarement lié au patron par un contrat étendu et explicite, mais bien plutôt par un échange de lettres. Il y a simplement, de la part du patron, proposition de tel poste comportant telle rémunération, et acceptation par le gérant de cette proposition.

Ces pouvoirs du gérant, que vont-ils donc être ?

Selon les instructions du patron et la souplesse avec laquelle celles-ci sont interprétées, le gérant est chargé de traiter avec les pêcheurs, soit par l'intermédiaire de l'acheteuse, soit directement. Le cours est fixé par les premiers acheteurs et n'est guère débattu ; ceux-ci désireux de se rendre maîtres du marché, font monter rapidement les prix, auxquels les suivants doivent bon gré mal gré s'adapter. L'entente entre les fabricants pour l'achat du poisson est rare ; dans le plus grand nombre de cas, et particulièrement au nord de la Loire, où, à l'exception de Quiberon, elle a été impossible, elle n'existe pas : c'est une course aux enchères qui n'est limitée que par les exigences d'un prix de revient maximum. Ce qu'on discute le moins dans le prix de revient, c'est encore le prix de la sardine, fixé souvent un peu arbitrairement en raison de l'impatience,

du zèle imprévoyant de quelques acheteurs. N'est-il pas permis de penser que la grande liberté laissée sur ce point aux gérants est parfois excessive? Tout en reconnaissant ce qu'ont de précieux et même d'indispensable leurs qualités d'initiative, n'y aurait-il pas lieu cependant d'en prévoir, pour certains cas de hausse désordonnée des prix, un exercice plus limité?

D'autre part, c'est le gérant qui est chargé du recrutement des ouvrières et des manœuvres. Le personnel fait tantôt partie de la population du port, tantôt de celle des villages environnants. Le gérant s'assure de son personnel sans engagement strict de part ni d'autre; l'obligation qui les lie est purement morale et, comme telle, soumise à toutes les restrictions morales. Quand les femmes font partie de la population du port, il est aisé de s'entendre avec celles-ci et de prévoir à l'occasion, la présence ou la défection de partie d'entre elles. Lorsque l'engagement a lieu à distance et oblige le directeur à loger partie ou totalité de son personnel dans l'usine, il est forcément plus rigide. Le gérant s'acquitte le plus souvent excellemment de cette tâche, qui peut être délicate, où son expérience de la population et son sens pratique trouvent le mieux à s'employer.

Le gérant n'est pas partout rémunéré de même. Cela dépend de l'importance de l'usine et des responsabilités personnelles qu'il aura à assumer, de la coutume du lieu, de l'esprit du directeur. Un mode de rétribution assez courant cependant est le suivant : il consiste à allouer au gérant, en surplus de son traitement fixe, à la fin de chaque année, une certaine gratification, proportionnelle soit aux bénéfices généraux de l'exercice, soit au rendement parti-

culier de l'usine. Le patron ne s'engage pas juridiquement à la lui verser ; c'est une simple obligation morale à laquelle l'usage seul donne sa valeur, sa force exécutoire.

Nous saisissons ici ce qu'ont d'éminemment personnel les rapports de patron à gérant, et la confiance réciproque sur laquelle est basé leur accord. C'est un des traits les plus curieux de cette industrie que l'esprit d'entente spontanée, naturelle et quasi-familiale dans lequel travaille souvent le fabricant avec ceux qu'il emploie, s'opposant à l'hostilité sourde qui subsiste malheureusement parfois au cœur du pêcheur.

2° *Les manœuvres.*

Les manœuvres sont en nombre très variable, suivant l'importance et l'outillage de l'usine. suivant surtout la conception que s'est faite de celle-ci, en la créant, le directeur de l'affaire.

Deux politiques sont, en effet, depuis quelque temps, concurremment préconisées, l'une ancienne, l'autre relativement récente. La théorie classique est celle-ci : un industriel sardinier doit avoir le plus grand nombre possible d'usines, échelonnées le long de la côte, de façon à pouvoir travailler tout de suite le poisson pêché, où qu'ait lieu sa capture. Dans ce cas, les usines, susceptibles de ne recevoir qu'une quantité limitée de sardines, sont de dimensions moyennes, ne possèdent que l'outillage indispensable, n'emploient que peu de manœuvres. L'autre théorie, qui n'a guère été appliquée que depuis la Guerre, et par quelques fabricants seulement, pose un principe différent : maintenant que des bateaux chasseurs permettent de transporter

rapidement le poisson pêché sur tels points de la côte, et que des camions automobiles peuvent transporter à plus de 100 kilomètres le poisson d'un port à un autre, certaines usines, largement aménagées et pouvant même, à la rigueur, se trouver à l'intérieur des terres, se mettent à même de travailler des quantités considérables de poisson, et s'assurent un personnel d'autant plus nombreux que, généralement, elles sont outillées pour fabriquer en même temps des conserves de légumes.

Or il se trouve que c'est sur la question des salaires que les fabricants ont réussi souvent à s'entendre, pour la régler. Les usiniers utilisant le plus grand nombre de manœuvres furent les premiers à réclamer cette union et à imposer le respect des décisions collectives. Les salaires des manœuvres furent, de ce chef, précisément réglementés. Le Syndicat national s'y employa dans plusieurs de ses réunions, et entre autres dans celles du 4 juin 1921 et du 7 mai 1923; au cours de cette dernière, il rappela à ses membres l'obligation pour eux de ne consentir aucune augmentation qui n'ait, au préalable, été délibérée et approuvée, de ne jamais répondre à une demande du personnel sans que ne soit, tout d'abord, invité à le faire, l'ensemble des fabricants solidarisés à cette fin (1). Etant donné que le prix du poisson — pourtant si élevé — n'était guère discuté, on se rabattit sur le seul coût de main-d'œuvre pour s'entendre à son sujet, alors qu'il ne représente qu'un élément relativement faible du prix de revient. Cette égalisation de salaires peut être, dans certains cas, défavorable à quelques

(1) *La Conserverie française*, mai 1923, p. 168.

ouvriers qui, travaillant par petits groupes dans des usines moyennes, de bon rendement, dirigées par ailleurs d'une façon économe, espéraient un traitement légèrement avantage, et qui ont dû se contenter de celui auquel étaient assujettis les membres de personnels plus importants.

Les manœuvres sont généralement engagés au mois; certains ouvriers, dont le rôle est plus considérable et exige plus de stabilité, comme le chauffeur, le sont pour toute la campagne de pêche; on les engage à l'année. Le délai de préavis est alors convenu par contrat, et est le plus souvent d'un mois; l'engagement, plus strict, est défini avec soin.

Le salaire des manœuvres est horaire ou mensuel; il n'est pas fixé à la tâche. Le salaire horaire est déterminé par conventions collectives. Pour son taux et ses variations, voir les tableaux des pages suivantes.

3° *Les ouvrières.*

Leur engagement se fait de la manière la plus simple. Quand elles font partie de la population du port, elles n'attendent qu'un coup de cloche à l'usine pour y aller travailler. La besogne d'un jour ne les lie pas pour le lendemain autrement qu'une habitude; sachant que l'usine, soumise aux variations des pêches, ne les utilisera pas régulièrement, elles veulent garder vis-à-vis de celle-ci la même liberté. On ne se les attache, le gérant ne peut compter sur elles qu'à la condition que soient maintenues très souples — à moins que ce ne soient elles qui désirent le contraire — les formes de leur consentement.

Il se trouve que l'industrie des conserves, en Bretagne du

moins, et particulièrement dans le Finistère, emploie surtout des jeunes filles, à la différence de certaines industries de la côte, comme les fabriques d'iode, dont le personnel se compose principalement de femmes mariées (1). Parmi ces jeunes filles, il s'en trouve dont l'âge est inférieur à seize ans. Une différenciation doit alors être faite dans le relevé trimestriel des salaires, entre ceux des ouvrières âgées de moins de seize ans et les salaires versés aux adultes ; dans le cas des plus jeunes ouvrières, l'indication des heures de travail doit être portée sur le relevé. Cette pratique est nécessitée par l'application, telle que l'entend la loi, des assurances ouvrières. Le salaire des ouvrières de moins de seize ans est inférieur au salaire des adultes ; néanmoins la somme payée par l'assurance en cas d'accident est égale à celle qui serait versée à une majeure dans le même cas.

Les femmes sont payées à l'heure ou au « mille » de poissons travaillés. Ce dernier mode, très ancien est encore tenace puisqu'il est usité toujours à Concarneau, l'un des principaux centres sardiniers de la Bretagne. Voici, à titre d'indication type, les salaires qui y ont été pratiqués depuis cinquante ans.

Avant 1875, quand le travail de la sardine n'était pas payé au mille, les femmes avaient 1 franc par journée de travail de 10 heures.

(1) Compte rendu de la Réunion du Syndicat des Fabricants de Conserves du Finistère et du Morbihan, tenue à Quimper, le 2 mai 1925, p. 1 et 2.

TABEAU DES SALAIRES PAYÉS AU PERSONNEL DES USINES
DE CONSERVES DE POISSONS DE CONCARNEAU DEPUIS 1875.

Années	Manœuvres				Années	Femmes		Heure supplémentaire
	Travail	Salaires payés	Nombre d'heures de travail	Heure supplémentaire		Salaires payés		
						petites sardines le mille	grosses sardines le mille	
1875	à la journée	1,50	40	—	1875	1,00	1,25	0,40
à 1877		et 1,75			à 1877			
1878		1,75			1878			
à 1889		et 2,00	—	—	à 1889	1,25	1,50	0,40
1900		2,00	—	—	1900	1,25	1,50	0,40
à 1903					à 1903			
1904		2,25	—	—	1904	1,50	2,00	0,20
à 1905					à 1905			
1906		»	—	—	1906	1,75	2,25	0,20
à 1908					à 1913			
1909		2,25	—	—	1914	2,00	2,50	0,25
à 1915		et 2,50			à 1916			
1916	au mois	2,50	—	—	1917	3,00	3,00	»
		et 3,00			1918	3,50	3,50	0,40
1917		400 à 450			1919	4,00	4,25	0,60
1918		140 à 160	—	—	1920	4,25	4,25	0,70
1919		120 à 170	—	—	1921	4,50	4,50	0,70
1920		180 à 220	8	0,90	1922	4,50	4,50	0,80
1921		190 à 230	—	1,00	1923	5,00	5,00	0,90
1922		210 à 260	—	1,00	1924	5,00	5,50	0,80
1923		230 à 280	—	1,25	1925	5,50	9,00	1,00
1924		280 à 330	—	1,40	1926	6,00	10,50	1,25
1925		340 à 360	—	1,50				
1926		id.		1,60				

TABLEAU DES SALAIRES PAYÉS AU PERSONNEL
DES USINES DE CONSERVES DE POISSONS A AUDIERNE

Jusqu'en 1909, le travail des femmes était payé au mille de sardines à 1 franc et 1 fr. 25 et certains travaux à l'heure à 0 fr. 10 l'heure. Les manœuvres étaient payés 1 fr. 50 à 1 fr. 75 à la journée.

A partir de 1910, le travail à l'heure se substitue pour les femmes au travail au mille, et au mois pour les manœuvres.

Années	Femmes — Travail à l'heure	Manœuvres — Travail au mois	Heures supplémentaires
1910	0,15	60/70	
1914	0,20	70/90	
1918	0,40	120/140	
1919	0,50	140/150 avec 10 h. max.	0,70
1920	0,55	160/175	0,80
1921	0,55	200/215	0,80
1923	0,60	225/250	0,90
1924	0,70	275/325	1,00
1925	1,00	400/450	1,50/1,80

A Douarnenez, les salaires ont été sensiblement les mêmes jusqu'en 1919. A partir de cette date, ils ont été augmentés à Douarnenez de 0 fr. 10 l'heure pour les femmes, et de

0 fr. 25 pour les heures supplémentaires des manœuvres.

Ce statut un peu flou des ouvriers sardiniens a été précisé par le contrat collectif de Douarnenez, conclusion des incidents de décembre 1924, conclusion légèrement tardive, d'ailleurs : il fut passé le 6 janvier 1925. Proposé par le Syndicat de la Conserve, il trouva vite, quand le terrain fut revenu à la conciliation, son application à Douarnenez même, et dans cette région ; c'est ainsi qu'à Audierne il fut en vigueur durant toute la dernière campagne de pêche. Il fut d'ailleurs, mais partiellement, et sans stipulation expresse, appliqué sur d'autres points de la côte.

En voici les bases :

1° Aucun renvoi n'aura lieu pour fait de grève ou d'action syndicale ;

Aucune demande de renvoi de non syndiqué ne pourra être formulée par le personnel.

2° Les salaires horaires seront :

Un franc pour les femmes.

Un franc cinquante pour les hommes.

3° Le droit au salaire partira du moment où les femmes seront convoquées à l'usine.

4° Application du Code du Travail concernant la main-d'œuvre féminine et les lois protégeant l'enfance.

- Heures supplémentaires.

Les heures de dérogation accomplies par le personnel au-dessus de 10 heures de travail devront être majorées en sus du tarif horaire. Lorsque le règlement d'administration publique, actuellement en voie d'élaboration au Ministère du Travail, fixant les modalités d'application de

la loi de huit heures sera promulgué, la majoration des heures supplémentaires devra s'y adapter automatiquement.

Heures de nuit.

Les heures de dérogation pour le travail de nuit devront être majorées sur la base de 50 0/0 en plus du tarif horaire.

Les heures de dérogation seront enregistrées à partir de minuit.

Le présent contrat aura son effet à dater de ce jour inclusivement et expirera le 31 mars 1926. Il se continuera par tacite reconduction et par périodes de six mois à compter du 31 mars 1926, sauf dénonciation par l'une des parties un mois avant expiration du contrat par lettre recommandée à M. le Juge de Paix, qui la fera connaître à l'autre partie.

La formule du contrat collectif est la suivante :

« Entre M. ..., fabricant de conserves à ... d'une part, et les délégués du personnel de son usine, MM. A... et B..., d'autre part, il est convenu ce qui suit ».

Ce contrat collectif comprend quatre clauses, plus deux stipulations relatives au paiement d'heures spéciales de travail.

La première témoigne d'un certain esprit de conciliation, puisque, si aucun renvoi ne doit avoir lieu pour faits de grève ou d'action syndicale, il est convenu, par contre, qu'aucune demande de renvoi de non syndiqué ne pourra être formulée par le personnel.

La seconde, relative au taux des salaires, allait être mise en vigueur, si elle ne l'était déjà.

La quatrième, ayant trait à l'application du Code du Travail concernant la main-d'œuvre féminine et les lois protégeant l'enfance, est appliquée de longue date.

Ces trois clauses ne peuvent soulever de difficultés.

Heures d'attente.

Il n'en va pas de même pour la troisième — celle qui stipule que « le droit au salaire partira du moment où les femmes seront convoquées à l'usine » — dont l'interprétation ne sera pas toujours aisée.

Les difficultés de l'embauchage ont été précédemment exposées. Le poisson arrivant à l'usine à des heures très variables, quelquefois après quelques jours d'arrêt dans la fabrication, il est impossible de préciser le moment exact de la journée à partir duquel les femmes, à la disposition de l'employeur, devront travailler (1). Les engager à heure fixe, c'est s'exposer à les faire venir souvent à l'usine pour qu'elles y demeurent inoccupées plus ou moins longtemps. Le personnel des usines de Douarnenez vient de s'emparer à nouveau de cette question dite des « heures d'attente ». On conçoit que patrons et ouvriers diffèrent

(1) Il n'est pas inutile de remarquer ce qui se passerait dans le cas si fréquent d'interruption dans l'arrivée du poisson. Les bateaux commençant à arriver à 13 heures, on travaille pendant deux heures, puis il y a un arrêt de 2 à 3 heures dans l'arrivée des bateaux. Les femmes non seulement seraient payées pour ces 2 à 3 heures de repos, mais ces heures compteraient naturellement pour obtenir la majoration de 50 0/0 d'heures supplémentaires, alors que ces heures ne compteraient pas au point de vue de l'Inspection du Travail puisqu'elles ne sont pas du travail effectif.

sur la réponse à lui donner. Les heures d'attente doivent-elles être payées ? Comment, d'abord, les définir ? Les heures d'attente ne s'écoulent-elles pas, le plus souvent, hors de l'usine, — les femmes proches de celle-ci n'attendant qu'une convocation immédiate (au son d'une sirène ou d'une cloche) pour s'y rendre ?

Si l'on s'en tient au pied de la lettre, on doit admettre que les heures d'attente ne doivent compter que lorsque les ouvrières sont à l'usine même (« au moment où les femmes seront convoquées à l'usine »), et rien n'empêche de ne faire venir celles-ci, quand elles habitent le port, qu'au moment précis où leur présence devient utile. — Mais, répondra-t-on, encore faut-il qu'elles restent constamment à la disposition de l'employeur ; elles ne pourraient utiliser leur temps ailleurs à partir du moment où elles sont susceptibles d'être appelées, et c'est cette indisponibilité de leur personne, tout autant que leur travail effectif, qui doit recevoir compensation. Ce raisonnement ne paraît pas entièrement fondé. Il méconnaît les conditions du recrutement et du travail à l'usine. Les femmes qui y sont employées ne réussiraient guère à trouver ailleurs un travail payé pour des fractions de journée ; elles n'abandonnent rien, à proprement parler, pour se mettre à la disposition des usiniers : il n'y a pas sacrifice dont on doive leur tenir compte. Simplement occupées à leurs travaux domestiques, elles guettent, comme le gérant lui-même, l'arrivée des premiers bateaux ; l'accostage de ceux-ci détermine aussitôt une arrivée spontanée de femmes, dont le nombre se proportionne naturellement aux besoins du travail. D'autre part, le nombre d'heures durant lesquelles

les femmes travaillent par jour, et qui est sans doute très variable, leur assure cependant, pour une campagne ordinaire de pêche, un salaire moyen, qui équivaut à peu près à celui qu'elles obtiendraient pour un travail quotidien plus régulier. Le salaire moyen et le salaire quotidien fixe qui peut être légitimement demandé tendent à se rejoindre.

On peut répondre à cela que toutes les ouvrières n'habitent pas dans un rayon rapproché de l'usine, et que certaines peuvent même s'en trouver assez loin; elles se déplaceront parfois sans qu'on ait besoin d'elles. Assurément, mais si on est obligé de les laisser venir, on essaiera de les employer — le travail du poisson faisant défaut — à d'autres travaux, par exemple, au frotage des boîtes.

Dénonciation du contrat collectif de Douarnenez.

Le contrat collectif de Douarnenez a été dénoncé par les trois quarts environ des fabricants le 28 février 1926. L'application en avait été modifiée depuis trois mois déjà, en raison de l'augmentation du coût de la vie. Les salaires avaient été relevés : un salaire moyen avait été convenu, intermédiaire entre le tarif normal et le tarif des heures supplémentaires.

Le 10 mars 1926, le personnel des usines de Douarnenez soumit, par l'intermédiaire de représentants, aux fabricants de ce port, un ensemble de propositions ayant pour but de réviser le contrat collectif qui expirait à la fin du mois. Le 19 mars les fabricants de conserves de sardines et autres poissons, réunis en assemblée plénière à Nantes, ont décidé de s'unir aux fabricants Douarnenistes pour

examiner avec eux le cahier de revendications qui leur était soumis. Ils proclamèrent leur volonté d'y répondre avec le plus grand souci d'équité et d'accepter les demandes dont le principe, au moins, leur paraissait légitime. A la suite de leurs délibérations, ils votèrent l'apposition de l'affiche suivante sur les murs non seulement de Douarnenez, mais de tout autre port à l'occasion :

AVIS

« Les fabricants de conserves de poissons ayant leurs usines sur la côte de l'Atlantique, réunis en congrès à Nantes le 19 mars 1926, désireux de soumettre les salaires à une révision périodique en accord avec les conditions économiques, ont décidé, afin d'éviter tout conflit avec le personnel, de proposer à celui-ci la constitution de commissions paritaires telles que celles qui fonctionnent déjà dans certains centres industriels ».

(Extrait du *Procès-Verbal du Congrès des fabricants de conserves* du 19 mars 1926).

« En conséquence de la décision ci-dessus, les fabricants de la région invitent leur personnel à désigner, parmi eux, des délégués pour permettre de constituer à la commission paritaire locale ».

Les premiers efforts qui furent faits, au début d'avril pour constituer cette commission paritaire à Douarnenez n'aboutirent pas. Mais il resta acquis que les heures sup-

plémentaires seraient appliquées et que les heures d'attente continueraient à être payées.

b) *La durée du travail.*

1. — *Loi de huit heures.*

La loi de huit heures n'a pas encore été appliquée à l'industrie des conserves de poissons. Mais il y a lieu de croire qu'elle le sera bientôt.

Jusqu'à nouvel ordre, la réglementation de la durée du travail est la suivante. *Le maximum légal de travail par jour est de dix heures*, avec un supplément autorisé de douze heures par semaine. La limite hebdomadaire à ne jamais dépasser est donc *de soixante-douze heures*. Des dérogations peuvent cependant être autorisées par l'Inspecteur du travail.

Ce régime, auquel patrons et ouvriers s'étaient habitués et avaient su donner la souplesse suffisante, paraît à l'Administration trop doux pour les fabricants. Depuis 1924, le Ministère du Travail est décidé à faire appliquer strictement la loi de huit heures, dans un délai plus ou moins court, à toute l'industrie de la conserve. En février 1926, a été rédigé le projet de décret relatif à l'application de la loi de huit heures pour les conserves de viandes, de fruits et de légumes ; il n'y a plus que les conserves de poissons qui n'aient pas encore été visées. Alors que jusqu'à ces derniers temps, l'Administration s'était montrée bienveillante dans l'octroi des dérogations, confiante dans l'humanité des employeurs, elle a été depuis deux ans plus

rigoureuse vis-à-vis de ces derniers. Les dérogations qu'elle accordait volontiers, elle en fut plus avare ; un esprit de suspicion à l'encontre des directeurs l'anima. Peut-être voulait-elle ainsi préparer peu à peu les fabricants au changement de traitement dont elle les menace aujourd'hui.

Le 23 octobre 1924, parut un avis au *Journal Officiel* d'après lequel les organisations patronales et ouvrières étaient invitées à donner leur avis sur les règlements d'administration publique qui doivent déterminer les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de conserves alimentaires. Les organisations intéressées devaient donner leur avis dans le délai d'un mois. Il semble que ces consultations n'aient pas été faites comme elles l'eussent dû être ; dans plus d'un cas si vraiment les personnes compétentes, tant parmi les patrons que parmi les ouvriers, et choisies sans arrière-pensée, avaient été interrogées, l'accord n'eut pas manqué de se faire sur le principe d'une application intelligente de la loi.

Voici, d'après ce que peut faire prévoir le projet de décret de février 1926 relatif aux conserves de légumes, quelques-unes des difficultés qui surgiront, le jour où sera réglementé, selon la loi de 1919, le travail dans les conserveries de poissons.

Travail par relais.

Tout d'abord, le § 2 de l'article 2 dit ceci : « L'organisation du travail par relais est interdite ». C'est une des dispo-

sitions fondamentales du texte, une de celles auxquelles l'Administration tient le plus. Or, qu'est-ce que ces relais ? Le projet les distingue soigneusement des équipes successives, qu'il voudrait voir généraliser, — à condition que le travail de ces équipes soit continu, sauf l'interruption pour les repos —. Les équipes dites « tournantes », ce sont des ensembles d'ouvriers qui se succèdent à l'usine, se remplaçant en bloc, à intervalles n'excédant pas le maximum légal de travail par jour. Les relais sont tout autre chose. Ils se produisent lorsque, comme c'est le cas pour l'industrie sardinière, les différentes opérations ne commencent pas simultanément, mais s'échelonnent, au contraire, chacune débutant à son heure ; les moments de repos des ouvrières ne peuvent donc coïncider. Tandis que certaines, parmi les premières occupées, se délassent, il en est d'autres qui poursuivent le travail commencé, qu'on ne saurait arrêter arbitrairement. Force est donc qu'au cours du travail, non pas tant de chaque service que de l'ensemble de l'usine, des ouvrières se relaient. Toutes ne sont pas, tout d'un coup, remplacées à une certaine heure, mais elles le sont par petits groupes, au fur et à mesure des étapes de la fabrication. Telle est l'importance, et, pour ainsi dire, la nécessité des relais dans l'industrie sardinière.

Une autre disposition est particulièrement faite pour augmenter l'entrave qu'apporte au fonctionnement de l'usine la prohibition des relais. C'est celle que l'on trouve exposée aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 4 : « Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire, précisant, pour chaque journée et

éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps, la répartition des heures de travail. Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. On voit la rigueur du texte. Il soulève à nouveau, en prescrivant l'embauchage à heure fixe, la question des heures d'attente, déjà examinée.

Enfin, le projet, revenant sur l'organisation du travail par équipes successives, n'entend pas que la composition de celles-ci soit laissée au hasard, ni variable tous les jours. Cette composition sera nominative, dit le texte (art. 4 § 7) et elle sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'Inspection du Travail. C'est une dernière précaution pour éviter la possibilité des relais.

On comprend mal cette obstination que met l'Administration à défendre ceux-ci. Cette prohibition était fondée autrefois lorsque s'appliquait aux femmes et aux enfants la loi de 10 heures. Cette durée de travail était encore longue, surtout pour des personnes peu résistantes; on devait donc veiller à ce qu'elle ne fut pas dépassée. Afin que la surveillance fut plus commode, on prescrivit aux employeurs de supprimer l'organisation du travail par relais et d'y substituer, dans la mesure du possible, l'organisation par équipes tournantes. Au surplus, la réglementation stricte de la durée du travail était une mesure nouvelle, à laquelle des patrons pouvaient être tentés, de se dérober quelque temps. Les conditions actuelles ne sont

plus les mêmes ; et la rigueur accrue de l'Administration ne paraît pas justifiée.

Pour s'entendre au sujet de l'application de la loi de huit heures, il suffirait, nous semble-t-il, de consulter impartialement les intéressés. Or, ceux-ci, quels sont-ils ? Se bornent-ils aux patrons et aux ouvriers de l'usine ? On peut estimer que ce ne sont pas les seuls dont il faille retenir l'avis. Les pêcheurs ont, eux aussi, le droit de donner le leur. C'est sur eux, en somme, sur leur activité qu'est édifiée toute notre industrie. N'estiment-ils pas déjà que les usines ne leur prennent pas assez de poisson ? Ne se fondent-ils même pas sur ce prétexte (bien inexact depuis longtemps) pour limiter leur pêche ? Que diront-ils le jour où les usines devront leur en prendre moins par suite d'une diminution de travail imposé par la loi ? Il y a tout lieu de croire que se produirait alors une entente entre pêcheurs et fabricants qui mettrait une sourdine aux revendications les plus tranchantes du personnel ouvrier.

2. — *Autres réglementations.*

Tant que l'application de la loi de huit heures demeurerait suspendue et, espérait-on, lointaine, la question générale de la durée du travail dans l'industrie de la conserve était commandée par deux autres questions qui réagissaient directement sur la marche de la fabrication.

a) *Durée du travail pour les femmes et les enfants*, étant donné l'emploi important de main-d'œuvre féminine et enfantine ;

b) *La question du travail de nuit des femmes et des enfants.*

Durée du travail (Femmes et Enfants). — Cette durée (pour les industries où la loi de huit heures n'est pas encore applicable) est régie par la loi du 2 novembre 1892, et par les art. 14 et suivants du Livre II du Code du Travail.

La durée normale du travail doit atteindre au maximum 10 heures par jour. Des dérogations sont prévues au décret du 30 juin 1913, art. 4 ; les conserves de fruits, de légumes et de poissons y sont spécialement visées. En voici le texte : Les industries pour lesquelles les restrictions relatives à la durée du travail *pourront* (1) être temporairement levées par l'Inspecteur divisionnaire pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge sont les suivantes : conserves de légumes et de poissons.

Travail de nuit. — La loi du 24 janvier 1925 a modifié la définition du travail de nuit, qui est désormais la suivante : tout travail entre 22 heures et 5 heures (au lieu de 9 heures du soir à 5 heures du matin comme précédemment).

Cette question du travail de nuit est réglée par les art. 20 et suivants du Livre II du Code du Travail. L'art. 20 a interdit en principe le travail de nuit aux femmes, enfants et ouvriers mineurs de 18 ans.

Le décret du 30 juin 1913 prévoit en son article 2 une faculté de dérogation à l'interdiction ci-dessus pour l'indus-

(1) Le mot n'est pas en italique dans le décret. On verra pourquoi nous le faisons ressortir.

trie qui nous intéresse. Cet article 2 dispose : Les industries énumérées ci-après *sont autorisées* à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le travail effectif des femmes, filles ou enfants employés puisse dépasser 10 heures par 24 heures.

Industries	Durée totale des dérogations
Conserves de poisson. . . .	. 90 jours

Il est à remarquer que cette dérogation relative au travail de nuit est acquise de droit aux industriels, sans qu'ils aient à demander quoi que ce soit. Au contraire, en ce qui concerne les dérogations relatives à la durée du travail (art. 4 décret du 30 juin 1913), elles ne sont pas de droit. Elles doivent être demandées à l'Inspecteur du Travail, lequel *peut* lever les restrictions relatives à cette durée, mais peut aussi refuser. L'Inspecteur a donc, pour les dérogations relatives à la durée du travail, un pouvoir d'appréciation qu'il n'a pas dans le cas présent.

Les Inspecteurs du Travail s'étaient d'ailleurs, jusqu'à ces derniers temps, montrés fort libéraux dans l'octroi des dérogations. Peut-être certains fabricants ont-ils eu une tendance exagérée à croire que, dans la plupart des cas, elles étaient accordées d'avance et ont négligé de les demander chaque fois ; les Inspecteurs y auraient vu une déconsidération de leur contrôle et auraient resserré celui-ci. Toujours est-il que l'esprit d'entente facile entre eux et les fabricants semble se teinter d'une nuance de suspicion.

c) *Syndicats ouvriers et patronaux.*1. — *Syndicats ouvriers.*

Les syndicats d'ouvriers et d'ouvrières d'usines sont rares sur la côte. Le personnel féminin surtout n'avait pas songé avant la guerre à se constituer en syndicats pour défendre ses droits prétendument attaqués ou proclamer ceux qui ne lui étaient pas encore reconnus. Il était, comme il le demeure encore, assez flottant et ne désirait pas acquérir plus de cohésion.

Les syndicats se sont formés lorsqu'il s'est agi d'appliquer la nouvelle réglementation du travail (lois de 10 heures, puis de 8 heures donnant droit à une majoration des heures de travail supplémentaires) et de faire jouer l'« échelle mobile » des salaires.

Certains syndicats ont eu une vie éphémère. Le syndicat est, en général, un grand cadre vide qui se remplit soudainement aux périodes de trouble, lorsque sont proclamées certaines revendications.

Le principal syndicat est celui de Douarnenez. Lorsqu'il a voulu s'agréger, au cours de l'été 1925, différents membres de personnels morbihannais, sa tentative, après un apparent commencement de succès, a échoué. Dans la région de Port-Louis, en particulier, le travail dans les usines, au cours de la dernière campagne de pêche, fut remarquablement discipliné.

Les syndicats ouvriers, qui se sont constitués tout d'abord dans un but de récriminations, paraissent s'orienter maintenant vers la conciliation.

2. — *Syndicat national des fabricants.*

En novembre 1912, alors qu'était si menacé l'avenir de l'industrie sardinière française, les fabricants français de conserves de sardines décidèrent de s'unir en syndicat.

L'objet principal de ce syndicat était, comme il est dit aux statuts (art. 2), « la protection et la défense des intérêts généraux de l'Industrie française des conserves de sardines et autres poissons ».

L'utilité de ce syndicat eut rapidement à se manifester, lorsque fut décidée, quelques semaines après la réunion de la première assemblée générale, la fermeture des usines. Le syndicat montra alors sa puissance, et l'on put constater la considération dont firent preuve alors à son égard les pouvoirs publics. Il est regrettable que certains fabricants ne se rendent pas encore assez bien compte de l'autorité dont disposerait ce syndicat, et des résultats auxquels il aboutirait, si on lui faisait plus confiance et si on *voulait* son action plus continue.

B. — au Portugal.

LE TRAVAIL DANS LES CONSERVERIES PORTUGAISES

I. — *Généralités.*

Le Portugais paraît avoir plus le sens corporatif que le Français. Il est moins individualiste, d'une façon générale.

Le problème du socialisme se pose nettement au Portu-

gal, la plupart des ouvriers étant socialistes ou plutôt communistes. Toutefois les électeurs devant savoir lire et écrire, et les illettrés étant de 70 à 75 0/0 au Portugal (la plus grande partie ouvriers ou paysans) le parti socialiste n'a qu'une représentation insignifiante. Si le suffrage universel était appliqué comme en France, l'on se demande ce qui arriverait au Portugal, car la représentation des grands centres serait nettement communiste.

Les assurances sociales sont peu développées, tout en étant réglementées par décrets qui prévoient des organisations d'assurances sociales obligatoires contre les accidents du travail, l'invalidité et la vieillesse.

Les assurances contre les accidents du travail sont seules réellement appliquées, car les patrons sont responsables vis-à-vis de leur personnel.

Le risque de grève n'est pas couvert, mais, ces dernières années, certaines compagnies anglaises avaient assuré contre les tumultes ou détériorations commises pour faits de grèves ou révolutions.

Les Portugais sont partisans de l'interventionnisme à outrance, et ont une tendance marquée à faire intervenir l'Etat en toute chose, surtout lorsqu'ils supposent que leur intérêt y gagnera.

II. — *Le personnel.*

a) *Le gérant.* — Au Portugal il y a lieu de classer les usines de conserves en deux catégories :

1° Celles qui appartiennent à des sociétés ayant un certain capital.

Dans celles-ci, le gérant joue le même rôle que le gérant français à tous les points de vue. Ses pouvoirs, son indépendance et les connaissances exigées de lui sont identiques.

En général, ses fonctions et son rôle sont soumis à l'usage, sans être précisés par contrat.

2° Celles qui appartiennent à d'anciens ouvriers soudeurs ou manœuvres (le plus grand nombre), et ne disposent que d'un petit capital, la plupart du temps insuffisant pour la bonne marche de l'affaire.

La gérance de ces usines est en général assurée par un des associés, les autres ayant des emplois divers dans l'usine. Dans ce cas, le gérant s'occupe principalement de la direction commerciale et financière. Le rôle tenu habituellement par le gérant en France est donc divisé entre les associés : l'un s'occupant de la fabrication proprement dite, les autres de la ferblanterie, de l'outillage, etc...

b) *Les ouvriers*. — Généralement, les femmes ne s'occupent que du travail d'étêtage et d'emboîtage, les hommes s'étant réservé par leurs syndicats les travaux de sertissage, manutention, etc. C'est le cas pour Setúbal, où l'organisation syndicale est très ancienne et très forte.

Cependant, en Algarve, et sur d'autres points, les femmes sont employées quelquefois au sertissage, soudage, et autres travaux, réservés généralement aux hommes.

L'engagement se fait pour un travail régulier, c'est-à-dire que les ouvriers sont spécialisés, soit comme soudeurs, soit comme sertisseurs ou manœuvres.

En ce qui concerne le perfectionnement du machinisme,

il y a également lieu de diviser les usines en deux catégories :

1° Les unes possèdent un outillage perfectionné et pouvant rivaliser avantageusement avec celui des usines françaises modernes.

2° Les autres (et ce sont généralement celles disposant de peu de capital) ont conservé le soudage à la main et sont souvent installées dans de médiocres conditions.

Dans ces dernières, la main-d'œuvre est proportionnellement moins nombreuse qu'en France puisque les divers associés font eux-mêmes office d'ouvriers.

Le contrat collectif n'est pas appliqué, en général. Cependant, à Peniche, on engage pour la saison le personnel féminin avec garantie de salaire régulier et logement pendant la campagne de pêche.

III. — *La législation sociale.*

Elle est aussi développée que la législation française, ayant été copiée sur elle en grande partie.

Le travail journalier est limité à 8 heures, mais l'on peut arriver à travailler 10 heures par accord entre patrons et ouvriers homologué par l'autorité compétente. Dans l'industrie de la conserve, il est admis qu'en cas de risque de détérioration de la matière première, on peut augmenter les heures de travail fixées par la loi en faisant travailler par équipes et à tour de rôle.

En réalité, la loi n'est appliquée à peu près régulièrement que dans les grands centres industriels où le contrôle du travail se fait assez sérieusement. En province et sur

les points de pêche éloignés de Lisbonne, la loi reste lettre morte, le personnel travaillant sans limite de temps et sans se plaindre, surtout quand la pénurie de la pêche se fait sentir.

Toutefois, le salaire journalier est toujours basé sur la journée de 8 heures.

Le travail des femmes et des enfants est réglementé et, en général, payé à l'heure.

On peut employer les mineurs à partir de 10 ans, sauf dans les industries où des produits nocifs sont manipulés.

Le travail nocturne est interdit pour les femmes et les mineurs, étant entendu que le repos nocturne doit être au moins de 11 heures consécutives (décrets 19 décembre 1908 et 24 juin 1911), dans lesquelles sera compris l'intervalle entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Ce repos peut être réduit à 10 heures à certaines époques de l'année où le travail est plus actif, ou est soumis à des circonstances spéciales.

Il y a des dérogations à ce règlement, après l'autorisation de l'inspecteur du travail, quand les matières premières courent le risque de détérioration.

En vertu de ce principe et dans la pratique, le travail nocturne est admis dans les usines de conserves jusqu'à minuit et au delà ; du reste, comme dit plus haut, ces règlements ne sont pas appliqués en dehors des grandes villes comme Lisbonne ou Porto.

IV. — *Syndicats et grèves.*

a) *Syndicats.* — Les Syndicats ouvriers, sous le nom de « Associations de classe » sont admis au Portugal depuis le 9 mai 1896, la loi leur reconnaissant la personnalité juridique dès que leurs statuts sont approuvés par le Ministre du Travail. Ils ont comme fonctions la défense des intérêts de classe et doivent répondre à toute enquête de l'autorité. Ces Associations sont autorisées à s'unir et leurs Fédérations, aux termes de la loi, ont aussi leur personnalité juridique, pouvant conclure des contrats collectifs de travail (décret du 27 décembre 1924).

Dans le domaine de la conserve, ils sont aussi nombreux et aussi bien organisés qu'en France sur certains points, et notamment à Setúbal. En Algarve, par contre, leur organisation est rudimentaire.

Depuis l'installation du soudage mécanique et du sertissage on note cependant moins d'activité de la part des syndicats, l'élément le plus ardent (le soudeur) tendant à disparaître.

D'une façon générale, les Syndicats des grands centres groupent la généralité des ouvriers et la discipline syndicale est observée rigoureusement.

A Lisbonne et dans les centres industriels, y compris Setúbal, les patrons sont réunis en Associations ou Syndicats et ont fréquemment à intervenir dans les conflits, soit pour la lutte, soit pour faire œuvre conciliatrice.

L'esprit d'antagonisme entre patrons et ouvriers existe dans ces mêmes milieux.

b) *Grèves.* — Le droit de grève est reconnu par la loi portugaise depuis 1911 et réglementé par décret.

Il en est fait fréquemment usage, surtout en cas d'abondance de pêche, dans l'industrie de la conserve. Depuis l'apparition du soudage mécanique, toutefois, les grèves sont moins fréquentes car le machinisme permet d'être moins à la merci des ouvriers.

Les grèves ont surtout lieu dans un but professionnel sauf à Lisbonne, Porto et Setúbal, où les Syndicats servent quelquefois les buts politiques de certains meneurs.

CHAPITRE IV

CONDITIONS COMMERCIALES DE DROIT ET DE FAIT

I. — Conditions de droit.

Les conditions commerciales de droit peuvent se grouper sous deux chefs : législation douanière, répression des fraudes.

En matière de conserves de sardines, pour nous Français, c'est bien moins de protection douanière proprement dite — si tant est qu'elle soit désirable — que d'élimination des fraudes qu'il y a lieu de se préoccuper.

La sardine française doit, en effet, son renom et le commerce important dont elle fait l'objet, à sa qualité. C'est la recherche persistante de cette qualité qui permet, malgré l'accroissement excessif du prix de revient des boîtes de conserves fabriquées chez nous, leur écoulement sur les marchés étrangers. On comprend dès lors que nos produits suscitent l'envie et que la fraude soit tentée de s'exercer à leur détriment ; le nom seul de leur origine leur donne une telle avance sur ceux des autres pays !

Au contraire, la protection douanière n'a guère, semble-t-il, à fonctionner pour une industrie qui est surtout une industrie d'exportation.

A. — LÉGISLATION DOUANIÈRE

Bien des fabricants ont cru, malgré cette dernière considération, que le principal remède à la fâcheuse situation actuelle de l'industrie française des conserves de sardines, devait être cherché dans une augmentation des droits de douane. C'est là une opinion trop accréditée dans certains milieux, et particulièrement dans celui des pouvoirs publics, pour qu'il n'y ait pas lieu de la combattre. M. Cadoret, dans son étude sur l'Industrie sardinière en Bretagne, parue en 1912, ne faisait-il pas, lui aussi l'éloge du protectionnisme en manière de conclusion ?

D'une façon générale, il y a, au point de vue de la balance commerciale, un intérêt évident à ce que les produits français soient largement exportés toutes les fois qu'ils peuvent être remplacés par des produits similaires importés d'un prix nettement inférieur. Tel est le cas pour les conserves de sardines qui, grâce à une qualité qui n'est égalée dans aucun autre pays de production sont recherchées à l'étranger par les classes aisées et obtiennent une plus-value importante sur les conserves d'une toute autre provenance.

Des droits de douane élevés auraient une répercussion doublement fâcheuse. Tout d'abord, les fabricants, protégés sur le marché français, ne manqueraient pas de se disputer plus âprement le poisson, d'où augmentation du prix de revient et, partant, du prix de vente. Les conserves de sardines françaises deviendraient plus chères sur leur propre marché et auraient à l'étranger un débouché plus difficile; il en résulterait une réduction des exportations et ce serait

au préjudice de la balance commerciale. D'autre part, les conserves de sardines étrangères, ne trouvant plus en France qu'un débouché restreint reflueraient sur les marchés où la sardine française est en honneur et la concurrenceraient d'autant plus durement que le prix de vente de celle-ci, pour les raisons indiquées plus haut, tendrait à s'élever. La qualité elle-même de nos produits risquerait d'être moins recherchée le jour où, par la force des choses, la qualité de sardines rivales, comme par exemple des sardines californiennes (*clupeæ cæruleæ*) — abusivement, d'ailleurs, dénommées sardines — se trouverait à être moins discutée.

Il est à remarquer, du reste, que le droit actuel qui est passé de 25 à 50 francs par 100 kilogrammes, n'est pas fait pour protéger efficacement l'industrie sardinière française, et que ce droit est arrivé, dans l'état présent du marché, à ressembler plus à un simple droit de statistique qu'à une barrière douanière.

En effet, avec l'ancien droit de 25 francs par 100 kilogrammes, quand la caisse de 100/4 de sardines portugaises se vendait couramment 25 francs, cette caisse pesant 20 kilogrammes se trouvait à payer 5 francs de droit, représentant 1/5 de sa valeur. Aujourd'hui la même caisse vaut environ 160 francs : avec le droit de 50 francs par 100 kilogrammes elle paie 10 francs, mais cela ne représente plus que 1/16 de sa valeur.

Le principal concurrent de la France, au point de vue des conserves de sardines est le Portugal. Jusqu'en 1923, les deux pays s'appliquaient réciproquement un tarif de faveur (les libre-échangistes avaient eu ici gain de cause). L'importation en France de conserves de sardines portugaises

était frappée d'un droit de 25 francs par 100 kilogrammes brut. Ce *modus vivendi* fut dénoncé le 16 juin 1923 ; à partir de cette époque, la taxation a été faite sur la base du Tarif général (en France, de 50 francs les 100 kilogrammes brut). Le renouvellement de l'arrangement présenta de grosses difficultés, et il en résulta pendant l'année suivante une assez forte tension de rapports entre les gouvernements français et portugais. Le gouvernement portugais, sur l'inspiration du Conseil supérieur du commerce national, riposta, le 15 novembre de la même année, à la dénonciation française de l'accord par l'établissement de droits triples sur tous les produits français.

Un décret du 9 octobre 1924, conformément à celui du 30 mai 1924, titre IV réglementant l'entrepôt fictif, étendit le régime de l'*entrepôt fictif* « aux poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés ». Il était raisonnable d'étendre ce régime à des produits contre l'invasion frauduleuse desquels on se trouve maintenant suffisamment défendu.

*
* *

Portugal.

Le régime douanier du Portugal est d'une étude difficile et vraiment déconcertante, en raison de ses constantes modifications. Est-ce l'effet de l'indécision des dirigeants ou des vicissitudes économiques ? Il semble qu'elles soient dues en partie à l'excessive nervosité, au caractère impulsif de certains des dirigeants. On en a eu un exemple dans l'épisode de représailles du 15 novembre 1923 vis-à-vis de la France.

Le Portugal qui, de 1852 à 1870, sous l'influence peut-être de la France, connut une période de franc libéralisme, abandonna quelques années plus tard cette politique. Le courant protectionniste, qui prit alors naissance, se renforça de plus en plus et aboutit au tarif de 1892, qui devait sauvegarder de la concurrence étrangère l'industrie portugaise. Les droits furent considérablement augmentés, atteignant en moyenne, pour les marchandises importées, 72 0/0 *ad valorem*. « Il est impossible », a dit un Portugais, M. Marvanda, parlant de la politique commerciale de son pays, « d'y trouver des idées directrices ». Cette politique, en effet, a subi les contre-coups des changements continuels de ministère et des révolutions.

Les droits de douane portugais sont actuellement très élevés. Leur grosse charge pour ceux des fabricants français tentés d'exporter au Portugal vient de ce que, depuis la réforme monétaire tentée dans ce pays, les taxes sont perçues, sinon en monnaie or effective, du moins sur la base d'une valeur or.

Les taxes douanières qui frappent les conserves alimentaires non dénommées sont de 0 \$ 30 or par kilog. On voit ce qu'a eu d'énorme leur élévation. Elles seraient prohibitives s'il ne se trouvait encore une certaine clientèle aristocratique pour consommer, malgré tout, des produits français.

■
* *

Tchéco-Slovaquie.

L'industrie sardinière française qui avait perdu, après la guerre sa clientèle russe, qui allait être longue à se créer à

nouveau un débouché intéressant en Allemagne, eut les yeux tournés du côté de l'Europe centrale, et particulièrement de la Tchéco-Slovaquie. Un accord fut passé le 17 août 1923 entre les gouvernements des deux pays. Le régime auquel furent soumis les conserveurs français d'après cette convention ne leur fut pas très favorable. Les droits d'entrée sur les conserves étaient fixés à 600 couronnes tchéco-slovaques par 100 kilogs, tarif extrêmement lourd.

Or, en octobre 1924, le gouvernement tchéco-slovaque décida de frapper d'une taxe de luxe de 12 0/0 les conserves de sardines importées en Tchéco-Slovaquie. Cette mesure tendait à être prohibitive. En fait, elle ne le fut pas absolument.

*
* *

Suisse.

La France passera-t-elle un traité de commerce avec la Suisse ? Si la proposition lui en était faite, la Suisse en tout cas, s'excuserait difficilement de s'y dérober. Son nouveau tarif général n'est-il pas, au dire du Conseil fédéral lui-même, un tarif non de protection, mais de « négociations » ?

L'on ne peut que souhaiter des négociations effectives. Le marché suisse est à l'étude chez les conserveurs français. Or, le nouveau tarif (juillet 1925) ne contribue guère à en faciliter l'entrée. Presque tous les produits alimentaires ont eu leur taux doublé sur celui du 1^{er} juillet 1921. « Les produits exotiques eux-mêmes, que le climat de la Suisse

ne permettra jamais de produire » (1), ont été fortement taxés. Pourquoi cela ? Il semble que si, à l'avenir, il y ait une marchandise qui doive faire l'objet d'un traitement de faveur en Suisse, c'est bien le poisson de conserve. Le tarif suisse est appliqué sur le poids brut et non sur le poids net ; la mesure est d'autant plus rigoureuse que pour certains articles, tels précisément que les conserves, l'emballage n'est pas loin d'atteindre le poids de la marchandise.

B. — RÉPRESSION DES FRAUDES

Les textes principaux sur la répression des fraudes — à savoir la Convention de Madrid, du 14 avril 1891 et la loi Le Bail, du 11 juillet 1906 — ont été indiqués précédemment, au cours de l'exposé historique. On a vu alors ce qui les avait motivés. Il faut les reprendre maintenant pour les étudier avec les autres, et à leur place, dans l'ensemble des dispositions légales et des conventions internationales ayant pour but la protection des marques.

*
* *

Ce que l'on se propose en réglementant les mentions qui peuvent figurer sur les conserves de poissons importées en France, c'est la défense des spécialités françaises. Ces spécialités françaises peuvent être concurrencées sur le marché intérieur et à l'étranger par des produits préparés en dehors et importées avec des mentions susceptibles de

(1) Tarif douanier Suisse, *Conserverie française*, p. 694. Juillet 1925.

les faire prendre pour des produits français, soit pour être livrés à la consommation en France, soit en vue du transit (1). Il s'agit ici de la simple imitation frauduleuse et non des opérations proprement dites de démarquage ou de dépotage décrites plus haut. Ou, du moins, ces dernières n'entrent que comme cas particuliers — cas, à vrai dire, d'une spéciale gravité — de tout un groupe de manœuvres auxquelles les fraudeurs ont recours pour créer la confusion.

Les textes qui peuvent être invoqués pour empêcher ces pratiques déloyales sont les suivants :

1^o Art. 19 de la loi de 1857 sur les marques. Ce texte prohibe à l'entrée, exclut du transit et de l'entrepôt tous les produits étrangers portant frauduleusement soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du lieu d'une marque française. La saisie peut en être faite en quelque lieu que ce soit, à la diligence de l'administration des douanes, à la requête du Ministère public ou de la partie lésée.

La jurisprudence est actuellement fixée en ce sens que la loi est applicable, même lorsque les mentions susdites ont été apposées sur les produits, d'accord avec un fabricant français, lorsque le nom employé est un nom imaginaire et, d'une façon générale, lorsqu'il est fait usage d'une mention quelconque de nature à faire supposer que les produits sont de provenance française (2).

(1) *Conserverie française*, p. 160, mai 1923.

(2) Marcel Plaisant et Fernand Jacq, *Traité des noms et appellations d'origine*, p. 405 et suiv., cité par la *Conserverie française*, p. 160, mai 1923.

Cette loi a pour but de protéger tout fabricant installé en France. Il en résulte que tout fabricant français et même étranger et tout syndicat, à condition de justifier d'un intérêt, peut intervenir pour en demander l'application.

2° *Art. 15 de la loi du 11 janvier 1892* (Tarif général des douanes). La législation de 1857 a encore été renforcée par la loi du 11 janvier 1892, dont l'article 15 prohibe à l'entrée, exclut de l'entrepôt (1), du transit, et de la circulation tous produits naturels ou fabriqués portant une marque, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.

3° *Loi du 11 juillet 1906*, complétée par la loi du 28 juin 1913. La seconde de ces lois a étendu à toutes les conserves de poissons, de prunes et de légumes les dispositions de la première, qui ne visait que les seules conserves de sardines.

La loi Le Bail ne se borne pas à punir ceux qui auront introduit ou fait circuler en transit des produits ne portant pas l'indication du pays d'origine par estampage en creux ou en relief. Elle frappe également ceux qui, sciemment, auront vendu, mis en vente ou détenu dans un but commercial ou industriel les produits étrangers, sous le nom ou l'apparence de produits français, ou qui auront trompé l'acheteur sur la nature ou la provenance des marchandises. La tentative de commettre l'un de ces délits est assimilable au délit lui-même.

(1) Ceci n'est plus exact depuis le décret du 9 octobre 1924, cité plus haut, qui a étendu le régime de l'entrepôt fictif aux conserves de poissons.

4° Enfin, il faut ajouter que, dans certains cas, *la loi du 28 juillet 1824*, réprimant l'apposition sur les produits fabriqués du nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, pourra également être invoquée. Il en sera de même pour *la loi du 1^{er} août 1905* sur la répression des fraudes et pour le décret du 15 avril 1912, qui répriment la tromperie sur l'origine ou l'emploi d'indications susceptibles de tromper sur celle-ci, lorsque l'indication de l'origine attribuée aux produits doit être considérée comme la cause principale de la vente (1).

Le service de la répression des fraudes fait donc remarquer ce qui suit :

« Il résulte de l'examen des dispositions législatives rappelées ci-dessus qu'il ne suffit pas que les conserves de poissons étrangères portent la mention « Importé de... », exigée par l'article 1^{er} de la loi de 1906, pour qu'elles soient en règle avec la législation française.

« Il faut encore qu'elles ne portent pas d'indications de nature à tromper sur leur origine et, pour apprécier la portée de cette règle, il faut tenir compte du fait que l'infraction subsiste lorsqu'un fabricant ou un commerçant français a réclamé lui-même l'apposition des mentions tendancieuses.

« L'indication d'un nom de localité française est, au premier chef, une indication trompeuse et elle tombe, en outre, sous les coups des dispositions qui visent spécialement l'emploi des noms de lieux : loi de 1824, loi de 1857 ».

Un règlement général des Douanes du 14 octobre 1924,

(1) *Conserverie française*, p. 160, mai 1923.

a décidé que les boîtes de conserves étrangères portant le nom d'une ville française ou toute autre inscription de nature à faire croire à l'origine française du produit devraient présenter, indépendamment de l'inscription en creux ou en relief du nom du pays d'origine sur le fond des boîtes, dans les conditions prévues par les lois des 11 juillet 1906 et 28 juin 1913, le correctif réglementaire « Importé de... » ou « Fabriqué en... » juxtaposé au nom de la ville ou à la marque délictueuse. Par contre, la Direction générale des Douanes et le Syndicat national des fabricants de conserves de sardines et autres poissons, représenté par son Président, furent d'avis, en avril 1925, d'accéder à une réclamation du Syndicat des Importateurs de conserves de poissons d'Espagne et du Portugal. Ceux-ci demandaient que, nonobstant les nouvelles règles admises, on autorisât l'importation de boîtes portant, sur le couvercle ou sur un des côtés, une des mentions « Sardines du Portugal », « Sardines portugaises » ; seules les conserves où figurent un nom de ville française devraient présenter le correctif « Importé de... » ou « Fabriqué en... » juxtaposé au nom de la ville.

*
* *

La protection internationale contre la fraude est d'origine relativement récente, mais a pour elle l'avenir. De vastes accords commerciaux entre nations contraignent ou plutôt habituent à plus de bonne foi dans les transactions. Ils tendent ainsi, quand ils ont pour but la répression de la fraude, à ce que chaque pays assure plus rigoureusement cette répression, non seulement sur les produits consommés

sur son propre territoire, mais encore sur ceux destinés à l'exportation. L'on ne peut que souhaiter que chaque Etat remplisse de la sorte ses devoirs à l'égard des produits exportés par ses nationaux dans d'autres Etats et que les législations des différents pays s'accordent pour assurer une répression identique de la fraude commerciale. Nous sommes loin de cette situation (1).

La convention de Madrid, du 14 avril 1891 est l'un des premiers de ces arrangements internationaux (2). On a déjà exposé qu'aux termes de ce traité tout produit portant une fausse indication de provenance, dans laquelle un des pays contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, devrait être saisi à l'importation dans chacun desdits pays. Mais cette convention n'avait pas reçu l'adhésion de toutes les puissances ; au nombre de ces dernières, comme pour d'autres engagements internationaux, on comptait en particulier l'Allemagne. Aussi les diplomates français, s'inspirant en cela d'une tendance d'après-guerre à régler internationalement certaines questions d'ordre social ou commercial, ont estimé qu'il fallait insérer dans le traité de paix de 1919 des clauses dont le but était de contraindre les signataires de ce traité à garantir contre la concurrence déloyale et la fraude les produits, naturels ou fabriqués, originaires de l'une quelconque des puissances alliées.

(1) Maxime Toubéau, La protection internationale contre la fraude. *Conserverie française*, p. 598, mars 1925.

(2) Elle fut conclue entre la France, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Guatemala, le Portugal, la Suisse et la Tunisie. Cette convention fut approuvée en France par la loi du 13 avril 1892.

Des clauses identiques à celles du traité de Versailles figurent dans des traités qui ont été conclus avec l'Autriche, le 10 septembre 1919, avec la Turquie le 17 juin 1920 ; plus récemment des formules relatives à la loyauté des transactions ont été insérées dans les traités de commerce signés avec la Norvège, la Finlande, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, l'Italie (1).

Ces conventions internationales sur la répression de la fraude se rattachent à tout un ensemble de conventions qui ont recherché, à la fin du siècle dernier, l'unification sinon du Droit Commercial lui-même, du moins de quelques règles importantes de Droit Commercial. Tels les accords scandinaves de 1851 sur la lettre de change et le billet à ordre, et de 1897 sur le chèque; telle encore la convention de Berne, de 1890, sur les chemins de fer. On ne peut que souhaiter le développement de pareilles institutions. Leur utilité est aujourd'hui partout admise; on se convaincra de plus en plus de leur nécessité, en matière de fraude particulièrement. L'extension de ces conventions n'est-elle pas, au premier chef, au programme de la Commission Economique de la Société des Nations ?

II. — Conditions de fait.

A. — ÉTAT DES PRINCIPAUX MARCHÉS

La balance commerciale de la France donne, en 1925, pour l'industrie des conserves alimentaires, un solde légè-

(1) Maxime Toubéau, *Ibid.*

rement déficitaire. Alors que la valeur totale des conserves importées en 1925 s'est élevée à 212.880.000 francs, les exportations ont atteint une valeur de 209.624.000 francs. Il faut remarquer, d'ailleurs, que les exportations et les importations, évaluées en unités de poids, ont sensiblement diminué par rapport à 1924. Ainsi, les exportations de 1924 atteignaient 354.243 quintaux, alors que celles de 1925 ne dépassent pas 269.085 quintaux. — Cela s'explique, en partie, par la hausse assez considérable des prix depuis 1924 — particulièrement du prix de revient des conserves de poissons en France, qui a éloigné une fraction de la clientèle.

L'exportation des conserves de sardines représente à peine, en valeur, la moitié de l'importation qui en est faite. En 1925, la France exporte pour 46.198.000 francs de conserves de sardines, correspondant à une quantité de 49.049 quintaux, tandis qu'elle en importe pour 98.711.000 francs, représentant 170.000 quintaux. Les importations en quantité ont légèrement cru par rapport à l'an dernier, alors que les exportations ont diminué dans une mesure plus forte (170.000 quintaux au lieu de 167.648 ; 49.049 quintaux au lieu de 57.029). Il y a donc eu un certain fléchissement, au cours de la dernière année dans la production de l'industrie sardinière et le profit commercial, pour la France, du trafic auquel elle donne lieu. Ce léger ralentissement est d'autant plus fâcheux que c'est surtout, comme on le verra, sur leurs produits de luxe, sur les conserves de qualité que les Français doivent espérer des bénéfices. Or, ces conserves de qualité, ce sont bien par excellence les conserves de sardines. On ne peut, au point de vue du

commerce général extérieur, que souhaiter un meilleur aménagement de leur production et le développement de leur vente. La France a là le monopole d'une qualité dont elle devrait tirer encore meilleur parti, si elle ne laissait pas parfois, par manque d'efforts, jouer à ses dépens la loi économique dite « de substitution ».

Pour ces conserves de sardines, les principaux clients de la France sont, en ordre décroissant : l'Angleterre, les Etats-Unis, la Belgique, la Suède, les Pays-Bas. Viennent ensuite comme clients, sinon encore importants, du moins susceptible de le devenir : la Roumanie, la Pologne, la Hongrie et, malgré un haut tarif douanier, la Tchéco-Slovaquie. Les conserves françaises représentent une très forte fraction des importations finlandaises de conserves de poissons ; mais la Finlande est plutôt un marché d'avenir, les quantités importées y étant encore très faibles. Quant aux pays de l'Amérique du Sud, bien que se déclarant très friands de conserves françaises, ils ne constituent pas encore pour celles-ci un bien gros débouché. La concurrence des Etats-Unis y est très forte. D'autre part, ce qui paralyse surtout l'importation dans ces pays, c'est l'impossibilité pour l'agent grossiste de posséder un stock pour répondre immédiatement aux demandes, par suite de droits de douane généralement très élevés (il en est parmi ceux-ci, tels ceux du Chili, qui ont été augmentés depuis la guerre ; il en est d'autres, comme ceux du Brésil, qui sont pour 60 0/0 exigibles en or).

Chacun des marchés les plus intéressants va être sommairement étudié.

Angleterre.

L'Angleterre vient en premier, avec 13.416 quintaux en 1925. C'est le plus ancien et le plus fidèle de nos clients.

Les « pilchards » que l'on pêche dans les eaux britanniques sont, surtout au moment où on les capture principalement — c'est-à-dire en août et septembre, après leur ponte — de qualité fort inférieure. On a tenté bien souvent, malgré leur grande taille d'en faire des conserves à l'huile, mais le résultat n'a jamais été que médiocre (1). Aussi l'Angleterre, désireuse d'avoir un poisson de choix, s'adresse-t-elle à la France.

D'une façon générale, les produits de marques françaises sont des conserves de qualité supérieure, très appréciées dans les grands hôtels et restaurants. Ces derniers en sont les principaux acheteurs.

L'Anglais, plus que tout autre, tient en achetant à la France à recevoir « the very best » ; mais le moment est venu où il ne consent plus qu'après hésitation un sacrifice pécuniaire pour l'obtenir. L'Anglais, qui a été surpris des exigences françaises en 1925, laisse entendre que, même compensées par un change favorable, leur limite maxima a été atteinte.

Les principaux concurrents des Français sont, pour les conserves de sardines, les Portugais et les Américains. Les Américains surtout sont en train de développer leurs ventes en Angleterre.

(1) L. Fage, *Rapport sur la sardine*.

Etats-Unis.

La reprise des relations avec les Etats-Unis après les hostilités a été très lente pour les conserveurs. Près de trois ans après l'armistice, elle n'avait encore qu'un demi-succès, et le volume des échanges atteignait à peine la moitié de ce qu'il était avant la guerre. Les fabricants français continuent à regagner du terrain, quoi qu'il y ait sur place la concurrence très intense des Américains eux-mêmes.

En ce qui concerne spécialement les conserves de sardines, les Etats-Unis en ont importé 5.550 quintaux en 1925. Ce chiffre est encore faible ; il est inférieur de plus de moitié au chiffre anglais.

Quelles sont les causes de ces maigres achats aux Etats-Unis ?

Tout d'abord, il y a l'extrême élévation des droits de douane. Le tarif Fordney est considéré par bien des exportateurs français comme une barrière si élevée qu'elle en devient pour certains produits — notamment pour les produits de luxe, dont le prix de revient est déjà très haut en France même — quasi-prohibitive. Les droits varient entre 25 et 40 0/0 *ad valorem*. « Ce sont les Américains eux-mêmes qui veulent nous boucher leur marché » vont jusqu'à penser certains Français.

« Les Français n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes », rétorquent certains Américains, qui veulent défendre leur tarif et nous faire entendre que celui-ci nous est moins préjudiciable que telles de nos fautes. Au nombre de ces dernières, ils citent particulièrement le défaut d'organisa-

tion des maisons françaises, leur négligence dans l'exécution et la livraison des commandes, l'habitude qu'ont certaines maisons de coter leurs prix f. o. b. et non c. i. f., et surtout ces deux-ci : 1° la grande ignorance des méthodes et des usages américains ; 2° de trop tardives et imprudentes majorations de prix.

Les produits de luxe français, et parmi ceux-ci les conserves de sardines, devraient trouver un important débouché aux États-Unis, et n'être pas arrêtés par des droits de douane, si élevés fussent-ils. Les conserves de qualité jouissent de la faveur de la clientèle qui sait les apprécier. Malgré les prix élevés, elle ne demande qu'à se les procurer ; mais il faudrait qu'elle ait moins de peine à en avoir et que la qualité des conserves demeure toujours égale à elle-même.

L'obstacle des prix existe peut-être moins aux États-Unis qu'en Angleterre. Mais, pour développer leurs ventes sur le marché américain, les conserveurs français doivent s'attacher à n'y présenter que des produits d'une qualité irréprochable et savoir montrer autant de souplesse dans la recherche des ordres que de ponctualité dans leur exécution.

Allemagne.

L'Allemagne vient au troisième rang des pays importateurs de conserves de sardines françaises pour 1925. Elle a importé l'an dernier 5 008 quintaux de ces conserves, suivant de peu les États-Unis.

Les conserves françaises y jouissent d'un grand renom,

et tout particulièrement les conserves de poissons. L'Allemagne achète des conserves de viande surtout en Argentine et aux Etats-Unis, et des conserves de fruits à la Suisse et au Danemark. La France, qui est l'un des principaux fournisseurs de l'Allemagne en conserves de poissons, devrait y développer ses ventes en conserves de sardines. Certes, les besoins du marché ne sont pas encore satisfaits, et la demande tend à s'intensifier. Belle occasion de devancer les Portugais sur un marché que leurs difficultés actuelles rendent aux Français plus facile à reconquérir.

Les droits de douane allemands sont uniformément de 75 marks par 100 kilogrammes pour toutes les conserves alimentaires contenues dans des récipients hermétiquement clos.

Belgique.

La Belgique vient ensuite. C'est un marché intéressant pour les Français, mais où ils avaient à subir, malheureusement, jusqu'à ces temps, une très vive concurrence de la part des Portugais.

Les sardines françaises, ainsi que notre thon et nos maquereaux y sont l'objet d'une demande assez suivie, bien que nos sardines constituent une marchandise de luxe par rapport aux sardines portugaises.

La vente des conserves de sardines françaises en Belgique pourrait être plus développée qu'elle ne l'est. Les transports entre la France et la Belgique ne sont pas assez bien organisés. C'est ainsi qu'on souhaiterait de voir un service maritime mieux aménagé, plus régulier entre tel des grands centres sardiniers bretons et Anvers.

Pays-Bas.

La France tient une grande place dans les importations néerlandaises de conserves.

Si l'on examine les chiffres de ces importations, on trouve que la France vient au troisième rang, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, pour les conserves de poissons, mollusques et coquillages, avec 1.650 quintaux, représentant une valeur de 210.000 florins. La valeur de ces mêmes conserves provenant des Etats-Unis est de 376.000 florins. Le Portugal est ici nettement distancé.

Les droits sur les conserves de poissons sont de 20 0/0 *ad valorem*.

Autres marchés.

Les marchés qui viennent d'être examinés sont les plus intéressants actuellement pour les conserves de sardines françaises, mais il en est d'autres où la réputation des marques françaises a devancé, en quelque sorte, la présence de ces marques sur les marchés eux-mêmes, et qui peuvent être pour celles-ci des débouchés d'avenir.

Il y a lieu de retenir parmi ces marchés la Roumanie, la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie et la Pologne.

La Roumanie est particulièrement friande de conserves de sardines. Jusqu'à présent elle s'est surtout adressée au Portugal, néanmoins, dès 1923, les ventes françaises de conserves de sardines en Roumanie atteignaient 1.188 quintaux. L'Allemagne n'était représentée que pour 800 quintaux, et l'Italie 600 de conserves de poissons. — Les droits

sont assez élevés puisqu'ils atteignent 28,50 lei or aux 100 kilogrammes.

La *Tchéco-Slovaquie* ne demande qu'à importer de grosses quantités de conserves de poissons et principalement de sardines. La preuve en est que le haut tarif de douane (600 couronnes par 100 kgs) n'a pas arrêté l'importation de ces dernières conserves. La Tchéco-Slovaquie semble devoir devenir, avec l'Allemagne, le plus important débouché de l'Europe centrale pour les conserves de sardines françaises.

La *Hongrie* n'a elle-même qu'une très petite fabrication de conserves ; aussi est-elle appelée à en acheter à l'étranger, entre autres et surtout des conserves de sardines. Elle peut être un client intéressant pour la France ; et cela d'autant plus qu'elle s'est montrée disposée à traiter avec celle-ci et à lui accorder un régime de faveur. La convention commerciale franco-hongroise, signée le 13 octobre 1925, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1926, a assuré aux conserves de poissons des réductions de 50 à 80 0/0 sur le tarif normal.

La *Pologne* a établi un tarif douanier qui prohibe à l'entrée un grand nombre de produits alimentaires, et parmi ceux-ci les conserves de poissons. Mais elle a fait savoir qu'elle traiterait volontiers avec la France et qu'elle lèverait dans son cas toute interdiction.

En dehors de ces pays, il faut enfin citer la *Suède*, le *Danemark* qui, en 1925, sont classés comme importateurs de conserves de sardines françaises, respectivement cinquième et septième. La Suède en a acheté 2.372 quintaux, le Danemark 1.405.

L'Amérique du Sud, envahie de conserves venant des Etats-Unis, du Portugal et de l'Espagne, et où la clientèle se montre moins difficile sur la qualité du produit, est un débouché moins accessible, en tout cas de plus lointain avenir.

*
* *

Conclusions.

Les conclusions qui paraissent devoir résulter de cet examen sont les suivantes :

1° La France ne produit pas assez pour ses propres besoins et à plus forte raison pour satisfaire tous les marchés. Sans doute sa production a été ralentie par des difficultés telles que la hausse des matières premières, l'incertitude où l'on était de la valeur de la monnaie le jour de la livraison, les nouvelles exigences du personnel, etc., mais surtout parce que nos pêcheurs persistent à limiter leur pêche. Bien des fabricants qui avaient reçu, l'année précédente, quelques observations au sujet du prix élevé de leurs produits, ont cru, voyant celui-ci augmenter encore (non pas simplement en valeur relative, mais en valeur absolue), exagérer la prudence. Il semble qu'ils n'aient pas à craindre, pour l'avenir, le danger de surproduction s'ils savent habilement préparer et distribuer leurs ventes, et si, bien entendu, le prix du poisson redescend à des limites raisonnables.

2° La France doit veiller à ce que la qualité de ses produits se maintienne au premier rang. Il est indispensable, pour les raisons qui ont été indiquées, si la France veut

améliorer sa place sur le marché américain que quelques-unes des défaillances qui se sont produites dans la fabrication, après la guerre, ne se reproduisent plus.

3° La France devra limiter le coût de production de ses conserves. Le prix de vente de celles-ci est déjà excessif, et qui n'a même pu être atteint que par suite d'une prime au change favorable à la clientèle étrangère. Le jour où la monnaie nationale sera devenue plus stable, le prix de revient des conserves de sardines sera à surveiller de plus près, si la France veut tenir son rang et même l'améliorer dans la concurrence internationale.

4° Les fabricants français, à l'exemple de leurs concurrents étrangers, tels que le Japonais et les Américains, devraient s'efforcer de standardiser leurs produits, au lieu d'en multiplier les types. Il serait bon qu'à un signe extérieur, les conserves de sardines françaises fussent reconnues à l'étranger, et qu'on n'attendit pas de les déguster pour retrouver — sous la diversité des formats de boîtes qui les contiennent — la même unité de qualité.

B. — LE CHANGE AU PORTUGAL

Variations de l'escudo.

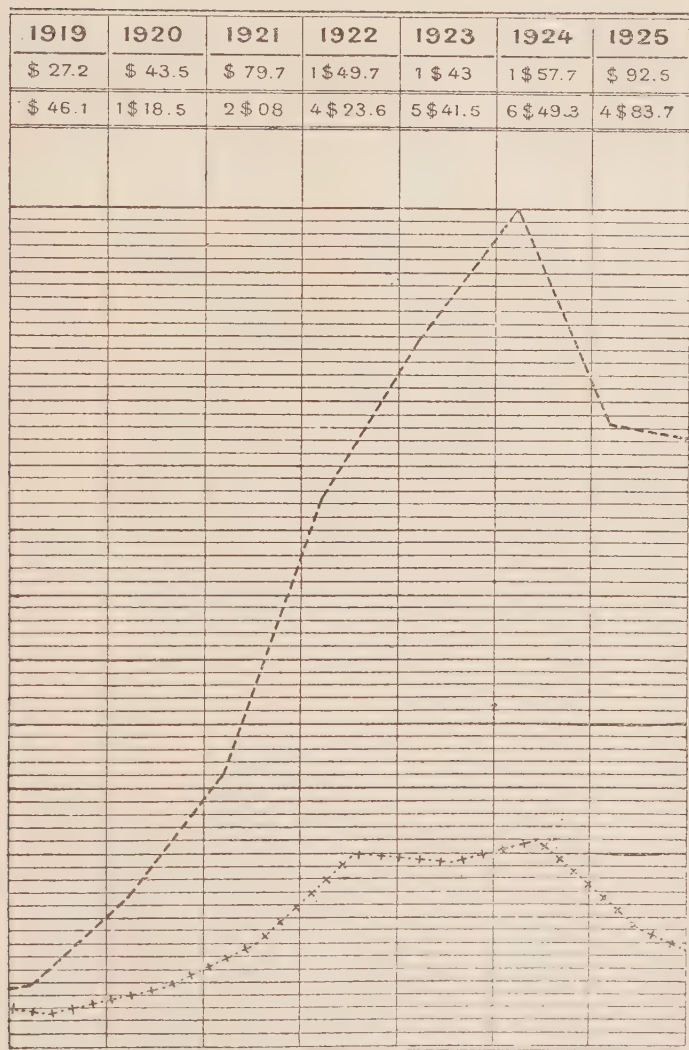
(100 centavos) par rapport au shilling et par rapport au franc français et répercussion de ces variations sur le coût de la production.

On sait qu'au pair un shilling équivaut à 22 centavos 5 et qu'au pair un franc français équivaut à 18 centavos. Le tableau de la page suivante indique les variations du shil-

ling et du franc français par rapport à la monnaie portugaise de 1913 à 1925, autrement dit les quantités moyennes de centavos obtenus pendant ces treize années pour un shilling (colonne A) et pour un franc français (colonne B).

Années	A On a reçu en moyenne pour un shilling	B On a reçu en moyenne pour un franc français
	Centavos	Centavos
1913.	26,3	24,00
1914.	28,8	23,00
1915.	33,8	25,2
1916.	35,6	25,5
1917.	38,8	28,2
1918.	39,8	30,00
1919.	46,1	27,2
1920.	118,15	43,5
1921.	208,00	79,7
1922.	423,60	149,70
1923.	534,15	143,00
1924.	649,30	157,70
1925.	483,70	92,5
Au 9 mars 1926 . . .	473,75	71,4

Centavos	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Franc	\$ 21	\$ 23	\$ 25.2	\$ 25.5	\$ 28.2	\$ 30
Shilling	\$ 26.3	\$ 28.8	\$ 33.8	\$ 35.6	\$ 38.8	\$ 39.8
Centavos						
6.50						
6.40						
6.30						
6.20						
6.10						
6.00						
5.90						
5.80						
5.70						
5.60						
5.50						
5.40						
5.30						
5.20						
5.10						
5.00						
4.90						
4.80						
4.70						
4.60						
4.50						
4.40						
4.30						
4.20						
4.10						
4.00						
3.90						
3.80						
3.70						
3.60						
3.50						
3.40						
3.30						
3.20						
3.10						
3.00						
2.90						
2.80						
2.70						
2.60						
2.50						
2.40						
2.30						
2.20						
2.10						
2.00						
1.90						
1.80						
1.70						
1.60						
1.50						
1.40						
1.30						
1.20						
1.10						
1.00						
.90						
.80						
.70						
.60						
.50						
.40						
.30						
.20						
.10						



Il est intéressant d'examiner si les causes économiques qui avaient, surtout depuis la fin de la guerre, amené la dévalorisation de la monnaie portugaise se sont modifiées depuis 1924 — année dans laquelle cette dévalorisation a atteint son maximum au début du deuxième trimestre — de façon à justifier la détente du change constatée depuis lors, et de rechercher si cette détente n'est pas surtout due, uniquement même due à un ensemble de mesures fiscales, dont on ne conçoit pas que l'application puisse être prolongée sans amener la ruine des industries d'exportation portugaise.

Il est logique de ne faire état des variations que par rapport à la monnaie anglaise (colonne A) que l'on peut considérer comme stable. Toutefois, étant donné l'objet de cette étude, il sera nécessaire de souligner *in fine* la répercussion qu'a eue, sur le coût relatif de la production des conserves de poisson en Portugal et en France, le fait que, le franc français ayant baissé par rapport à la Livre sterling, au moment où par rapport à la Livre sterling montait la monnaie portugaise, un décalage dépassant 50 0/0 s'est produit depuis 18 mois entre la monnaie française et la monnaie portugaise : en 1924, en effet, pour un franc on obtenait 157 centavos 70, tandis qu'au 19 mars 1926 un franc ne s'échangeait plus que contre 71 centavos 4.

Au Portugal, le déficit et la dette publique n'ont cessé de s'accroître. Ces déficits semblent provenir de l'accroissement constant des dépenses, cet accroissement étant dû en grande partie au service de la dette intérieure et extérieure qui nécessite des sorties considérables. Ces déficits étaient, pour les exercices 1922-23 et 1923-24 les suivants :

Exercices : en contos	Recettes	Dépenses	Déficits
1922-23	511.284	1.012.473	501.189
1923-24	707.617	865.310	157.693

Les Gouvernements qui se sont succédé depuis la fin de la guerre ont décrété des augmentations d'impôts, mais, par suite de l'évasion fiscale, ces mesures ont été radicalement inefficaces. Ils ont eu recours également soit à l'emprunt et à l'émission de dette flottante, soit aux avances du Banco do Portugal. De ce fait la circulation fiduciaire n'a cessé d'augmenter, en même temps que s'élevait la dette de l'Etat envers le Banco do Portugal :

En contos	Circulation fiduciaire	Dette de l'Etat
Fin 1922	1.054.413	932.365
Fin 1923	1.419.912	1.333.676
25 juin 1924	1.580.680	1.424.706
17 déc. 1924	1.754.412	1.689.627

En 1912, les impôts et les revenus des Douanes avaient fourni au Trésor portugais environ £ 4 millions 1/2 et en 1922, les recettes n'ont été que de £ 615.935.

Le budget de l'exercice 1924-1925 était établi sur les évaluations suivantes :

Dépenses. . .	Escudos	1.324.188.823
Recettes . . .	»	1.237.986.167
donnant un déficit de. . .		86.202.656

mais les prévisions budgétaires ont toujours été fort mal calculées, et les recettes ont à peine couvert les 4/5 des dépenses.

Pour l'exercice 1923-1924, le déficit prévu était de 158.000 contos, or le déficit fut en réalité de plus du double.

Les causes du mauvais rendement des impôts sont multiples : absence de pouvoir central énergique, pourcentage formidable de frais de perception, etc..., mais ce qui a contribué, dans une large mesure, à aggraver la situation, c'a été le paiement des arrérages de la dette. Les intérêts devant être payés en monnaie étrangère, ou l'équivalent en escudos au cours du jour, on voit tout l'intérêt que le Gouvernement peut avoir à la revalorisation de la monnaie nationale.

Le montant de la dette publique atteint presque 7 milliards, dont 2 milliards 1/2 Escudos or. L'Etat Portugais a donc à se procurer sur le marché du change au Portugal les sommes en Livres sterling pour payer les arrérages des rentes et intérêts de ses engagements avec l'étranger ou à payer l'équivalent en escudos au cours.

En se réservant la monopolisation des opérations de change, le Gouvernement portugais peut acheter les devises étrangères, nécessaires au règlement des intérêts, à meilleur compte que si, par le jeu des facteurs économiques, l'escudo continuait à se dévaloriser, comme il n'avait cessé de le faire depuis la fin de la guerre jusqu'en avril 1924.

Comment le Gouvernement portugais a-t-il opéré pour obtenir cette amélioration aussi rapide du change ?

La première mesure qui a été prise a été d'imposer aux exportateurs l'obligation de remettre au Banco do Portugal des chèques en monnaie étrangère pour un montant correspondant à 75 0/0 de la valeur des factures, puis, en

échange de ce chèque, de verser une somme en escudos calculée sur la base d'un change que le Banco do Portugal, autrement dit le Gouvernement portugais, fixe tout à fait arbitrairement.

Le Gouvernement est donc maître absolu du change, et, si cette condition a été favorable aux finances publiques, elle a été désastreuse pour le commerce d'exportation.

Avant de prendre la mesure de monopoliser le change, le Gouvernement portugais s'est bien rendu compte de l'aggravation continue de la balance commerciale. Les statistiques du commerce extérieur du Portugal, au cours de ces dernières années, sont, en effet, les suivantes :

Années	Importations	Exportations
	en contos de 1.000 escudos	
Commerce général 1913 . .	411.518	58.262
— 1916 . .	158.320	85.025
— 1917 . .	168.263	86.047
— 1918 . .	190.152	76.199
— 1921 . .	1.034.464	335.213
— 1922 . .	1 395.078	590.134
— 1923 . .	2.459.987	911.074
— 1924 . .	3.178.905	1.271.600

Si on établit une relation entre les importations et les exportations, on constate que le déséquilibre de la balance

commerciale s'accroît. Le rapport entre les importations et les exportations sur la base des chiffres ci-dessus a comme multiple :

1,9	pour les importations en 1913	
3,0	—	1921
2,3	—	1922
2,7	—	1923
2,5	—	1924

Il ressort, à la lecture de ces chiffres, que l'offre des devises étrangères se ressent du déséquilibre de la balance commerciale, et c'est la raison qui a fait baisser l'escudo, dans une certaine mesure, jusqu'en avril 1924 avant l'adoption des mesures factives précédemment indiquées, la cause principale de la dépréciation de la monnaie ayant été l'inflation nécessitée par les déficits des budgets.

Années	Importations	Exportations
	en contos de 1.000 escudos	
Commerce spécial 1913 . .	80.941	36.684
— 1921 . .	932.729	224.778
— 1922 . .	1.247.756	442.612
— 1923 . .	2.222.781	673.868
— 1924 . .	2.832.270	924.976

Le déséquilibre de la balance commerciale est encore plus accentué si du « commerce général » on passe au

« commerce spécial », celui qui s'entend des importations des produits destinés à la consommation intérieure et des exportations des marchandises nationales ou nationalisées.

Ces chiffres montrent que le déséquilibre constaté au « commerce général » est encore plus accentué pour le « commerce spécial », puisque les rapports des valeurs d'importations et d'exportations sous cette dernière rubrique, sont respectivement de :

2,4	pour l'année	1913
4,1	—	1921
2,8	—	1922
3,2	—	1923
3,0	—	1924

Toujours en vue de l'étude du change, on constate, à la lecture des statistiques douanières qu'au « commerce spécial » la valeur de toute l'exportation des denrées ou produits fabriqués est inférieure à celle des matières premières importées, c'est-à-dire que l'exportation ne suffit pas à assurer le règlement des matières premières.

	Exportations des produits nationaux ou nationalisés	Importations des matières premières
	Contos	Contos
1913	35.286	35.905
1921	224.476	334.570
1923	675.868	912.058
1924	924.973	1.204.865

Encore sur ce point la situation continue à s'aggraver, puisque le pourcentage de rapport entre les importations de matières premières et les exportations du « commerce spécial » était en 1913 de 97 0/0 sur la base des chiffres ci-dessus, et se réduit à :

67 0/0 en 1921

73 0/0 — 1923

76 0/0 — 1924

Il ne faut pas cependant ajouter une importance exagérée à ces chiffres, car il se peut que le montant des exportations n'ait pas été établi en harmonie avec la valeur des matières premières, mais l'importation des matières premières n'est pas le seul facteur à considérer, il y a également des importations pour l'alimentation.

En effet, pour ne citer que le blé, la production de cette céréale était en 1924 de 206 millions de kilos et la consommation de 284 millions : le Portugal fut donc obligé d'importer du blé de l'étranger payable en or, et ce fait eut des conséquences graves pour la situation monétaire.

Cette revalorisation de l'escudo n'a pas encore eu comme conséquence une baisse des salaires, ni une diminution du coût de la vie.

Pour la main-d'œuvre, par exemple, un ouvrier qui recevait en 1924 au change de 158 escudos la livre sterling un salaire journalier de 20 escudos, touchait, en fait, une rémunération en or de 2 shillings 1/2. Au change du mois d'octobre 1925, soit 96 escudos la livre sterling, son salaire or dépasse 4 shillings.

Cette revalorisation brusque de la monnaie a ruiné en

partie les industries d'exportation et causé des pertes importantes. Il en résulte un malaise général aggravé par le manque de capitaux. Deux ou trois banques importantes ont suspendu leurs paiements en 1923, et beaucoup d'autres sont dans une situation difficile.

En résumé, malgré la fermeté de l'escudo, il faut se garder d'être trop optimiste au sujet de sa valeur future, car les bases de son redressement sont fragiles et soumises à la situation politique toujours incertaine.

CHAPITRE V

CONCLUSION

De l'étude qui précède, l'avenir de l'industrie sardinière se présente dans des conditions fort différentes suivant la côte où elle s'exerce.

∴

Sur la côte bretonne de l'Atlantique et sur la côte vendéenne, cette industrie, maintenant centenaire, offre les caractéristiques suivantes :

a) C'est une industrie à crises assez fréquentes, dont celle de 1880 à 1888, et surtout celle de 1902 à 1909 ont eu des conséquences graves et prolongées.

b) C'est une industrie dans laquelle la production varie dans des proportions presque invraisemblables — de 1 à 16 parfois — ainsi que le coût de sa matière principale : la sardine, moins de 16 francs les 100 kilos en 1898, et plus de 120 francs en 1882, et depuis la guerre 307 francs en 1920, 419 francs en 1924 et 450 francs en 1925.

c) C'est une industrie qui, en comparaison de la plupart des autres, entraîne des frais généraux plus importants,

parce que, si le fabricant tient à faire des produits de choix, il lui faut, au lieu d'un seul établissement plus ou moins vaste, avoir un certain nombre d'usines échelonnées sur la côte, et qu'il se voit, en outre, dans l'obligation de constituer de larges et coûteux approvisionnements — boîtes vides, huiles — qui risquent de rester longtemps inemployés.

d) Mais c'est, avant tout, une industrie qui, à l'heure actuelle, doit tenir compte de ce que sa matière principale — le poisson — se trouve fréquemment limitée du fait même des pêcheurs.

Et alors voici la situation.

D'un côté :

Plus d'usines sur la côte, ou aux environs de la côte, qu'il n'y en eut jamais, dont la moitié environ dans le seul Finistère avec ses deux places fortes de la sardine, Concarneau et Douarnenez, qui tiennent en échec les progrès réalisés ailleurs ou restant à réaliser.

Des usines mieux outillées qu'autrefois, et n'ayant plus à craindre, grâce au sertissage, de voir leur production strictement limitée par le nombre des soudeurs.

Enfin des usines dont plusieurs ont, pour assurer leur approvisionnement dans un très large rayon, soit des camions automobiles, soit des bateaux chasseurs.

De l'autre :

Environ deux fois moins de pêcheurs qu'autrefois.

Et des pêcheurs résolus, pour la plupart, à limiter leur pêche.

Peut-on en nier la gravité, en dépit des gains réalisés ces dernières années par les pêcheurs et les conserveurs,

grâce à des circonstances exceptionnelles et qui risquent de ne pas se reproduire ?

Et, — chose inattendue, mais qu'il est juste de reconnaître — ce sont les conserveurs qui, en grande partie, sont responsables de cet avenir si menaçant.

Alors qu'ils portaient principalement leurs efforts sur le maintien du coût de la main-d'œuvre, — qui n'entre cependant que pour une part relativement faible dans leur prix de revient — ils habitaient les pêcheurs à obtenir des prix injustifiés.

Ceux-ci ne tardaient pas, en effet, à s'apercevoir de la concurrence désordonnée des conserveurs et de leurs gérants pour s'arracher le poisson à coups d'enchères, avant même quelquefois qu'il ne fut débarqué, et qu'on ait pu juger de son moule et de sa qualité.

Les pêcheurs se laissèrent alors persuader facilement qu'ils avaient intérêt à limiter leur pêche, puisqu'ils étaient certains d'en être récompensés par des prix de plus en plus élevés.

*
**

Sur la côte basque, où l'industrie sardinière n'a pris naissance que depuis une quinzaine d'années, c'est tout autre chose : l'armement souffre actuellement d'une légère fièvre de croissance.

Autant l'axiome — pêcher peu pour vendre cher — est inadmissible et finira par se montrer funeste, autant celui — limiter l'armement à la puissance d'absorption des usines et des mareyeurs — doit servir de règle prudente.

Les pêcheurs basques ont maintenant les filets qui leur

assurent des pêches suffisamment régulières ; aussi, après plusieurs campagnes fructueuses, ont-ils pu croire que de nombreuses usines allaient se créer dans une région où le poisson était plus abondant et à des prix plus raisonnables qu'ailleurs, et, sans plus attendre, ils ont augmenté leur flottille. Seulement, la sardine du golfe de Gascogne étant loin de valoir celle des côtes vendéenne et bretonne, le nombre des usines, n'a pas encore cru dans la proportion espérée, et il a bien fallu, ces temps derniers, en arriver à limiter quelque peu la pêche, en attendant que partie de la flottille trouve à s'employer autrement.

*
* *

Sur la côte algérienne, la saison de pêche est d'assez courte durée et la sardine n'y est le plus souvent que d'une qualité passable, surtout celle pêchée au lamparo. Comme on ne peut espérer y fabriquer des produits de choix, l'avenir de l'industrie sardinière y reste fort limité.

*
* *

Sur la côte atlantique du Maroc, on n'en est encore qu'à la période d'essais. La sardine semble y être de la même qualité que celle de la sardine portugaise. Reste à développer l'armement indigène ou à faire venir des pêcheurs étrangers.

*
* *

Sur la côte du Portugal, deux crises graves sévissent à l'heure présente : crise de pêche et crise monétaire.

Crise de pêche. C'est la première fois depuis que l'industrie sardinière est installée au Portugal, soit depuis 45 ans, qu'on constate une aussi longue période de pêche très médiocre. Les nombreux bateaux à moteur, qui sillonnent maintenant les abords du rivage pour la manœuvre des « cercos », ont-ils fait fuir vers le large le poisson qui abondait jusqu'alors, durant presque toute l'année, le long de la côte, et va-t-il falloir abandonner la pêche au moyen des madragues pour aller chercher le poisson plus loin ? C'est ce que les Portugais commencent à se demander, non sans quelque anxiété.

Crise monétaire. Le Gouvernement portugais, en réglant progressivement, et avec une sévérité de plus en plus grande, le commerce des devises, a entrepris de fixer arbitrairement le cours du change étranger et de stabiliser, malgré des conditions déplorables, le cours de la monnaie portugaise, mais ces mesures, loin d'avoir des effets heureux, ont amené un malaise général que vient accentuer le manque de capitaux, et il se trouve qu'en présence de cette crise monétaire s'ajoutant à la crise de pêche, l'industrie sardinière au Portugal est menacée de ne pouvoir travailler qu'à des prix de revient très voisins de ceux de France, alors qu'ils vont même les dépasser en 1926 pour l'ensemble des éléments entrant dans la composition d'une caisse de sardines en dehors du poisson.

* *

Sans doute cette situation critique ne durera vraisemblablement qu'un temps, et, après la fermeture d'un plus

ou moins grand nombre d'usines, on reviendra au Portugal à des prix permettant mieux la concurrence. Il est à présumer, d'ailleurs, que, s'il le fallait, le Gouvernement Portugais n'hésiterait pas à prendre les mesures les plus radicales de salut, comme exemption des droits d'entrée sur les matières premières, exonération partielle d'impôts, et qu'il irait même jusqu'à accorder une prime à l'exportation, tant il a intérêt à ne pas laisser périr cette industrie sardinière qui, depuis plus de quarante ans, a si largement alimenté son Trésor.

Si nos pêcheurs se rendaient bien compte de cette situation d'autant plus exceptionnelle que la concurrence espagnole si redoutable n'est plus, à cause du change, à craindre sur notre marché, ni sur plusieurs autres, ils seraient à même de revivifier l'industrie sardinière française. On ne leur demande aucun sacrifice; on leur demande d'adopter seulement cette règle — pêcher beaucoup pour gagner beaucoup — dont n'ont à se plaindre ni leurs confrères de la côte basque, ni les équipages des thoniers.

Certes ! dans une année où l'on est menacé de payer le baril de roque dans les environs de 500 francs, il serait plus intéressant que jamais pour eux de suivre l'exemple que s'approprient à leur donner leurs confrères de Penmarc'h, et d'adopter un engin plus pêchant que leur antique filet droit, mais, même en lui restant fidèles, ils pourraient avec plus de canots annexes, pour peu que la pêche soit normale, prendre une belle revanche sur leurs rivaux Portugais.

Il est malheureusement trop facile de prévoir que leurs yeux ne sauront pas s'ouvrir en temps voulu pour bénéfi-

cier de l'occasion aussi inespérée que superbe qui se présente, mais dont il faudrait profiter sur l'heure, et il est permis de craindre qu'en persistant à limiter leur pêche ils ne finissent par amener la ruine de l'industrie sardinière française dans un temps plus ou moins prochain. Comme ils en seraient les premières victimes, eux et leurs familles, il ne reste plus qu'à leur conseiller de méditer, pendant qu'il en est temps encore, le sage précepte d'Adrien de Jussieu : « Qui s'obstine à mordre un caillou ne réussit qu'à se briser les dents. »

VU :

Le Président de Thèse,
GERMAIN MARTIN.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS OFFICIELS, LÉGISLATIFS OU PARLEMENTAIRES

Archives départementales du Finistère. — Le fonds de l'Amirauté de Quimper.

Statistiques des pêches maritimes.

Notes et mémoires de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes.

FABRE-DOMERGUE et POTIGNY. — Rapport du 9 février 1906.

FABRE-DOMERGUE. — Rapport du 10 avril 1907.

H. AUTRAN. — Rapport du 14 mai 1912.

Journal Officiel. — Rapport de la commission d'enquête sur la crise sardinière, 28 juillet 1907.

Journal Officiel. — Chambre des députés, séances des 3 décembre 1909, 31 janvier, 7 et 14 février 1913.

Lois :

Loi du 24 juillet 1824, sur les fausses appellations d'origine.

Loi du 23 juin 1857, sur les marques.

Loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés anonymes.

Loi du 21 mars 1884, sur les syndicats.

Loi du 11 janvier 1892, tarif général des Douanes.

Loi du 2 nov. 1892, sur le travail des femmes et des enfants.

Loi du 1^{er} août 1905, sur les fraudes.

Loi du 11 juillet 1906, sur l'estampage obligatoire du nom du pays d'origine.

Loi du 28 juin 1913, élargissant l'application de la loi précédente.

Loi du 23 avril 1919, sur la durée de 8 heures de travail.

Décrets :

Décret du 9 janvier 1852, sur la pêche côtière.

- Décret du 10 mai 1862, rendu sur l'inspiration de Coste réglementant la pêche côtière et en consacrant la liberté presque entière.
- Décret du 10 octobre 1878, prohibant l'emploi des sennes pour la capture de la sardine dans la baie de Douarnenez.
- Décret du 28 octobre 1882, étendant la prohibition précédente au Quartier d'Audierne.
- Décret du 21 janvier 1888, portant règlement de la pêche dans les quatre premiers arrondissements maritimes.
- Décret du 8 juin 1912, prohibant pour la pêche du petit maquereau les sennes et autres filets tournants ou coulissants.
- Décret du 24 février 1920, visant l'application de la loi du 23 avril 1919.
- Décret du 20 octobre 1923, autorisant provisoirement dans les eaux du Quartier de Bayonne l'usage du filet tournant dit « bolinche ».
- Décret du 12 mars 1924, établissant un droit de 25 0/0 *ad valorem* sur la sortie de divers produits alimentaires.
- Décret du 9 octobre 1924, au sujet de l'entrepôt fictif des conserves de poisson.
- Décret du 6 mars 1925, autorisant l'emploi des filets tournants ou coulissants dans les eaux du quartier de Lannion.
- Décret du 10 septembre 1925, autorisant définitivement l'emploi du filet « bolinche » dans les eaux du quartier de Bayonne.

II. — THÈSES

- BONNARD. — *Pêche côtière et colonisation maritime en Algérie*, 1902.
- PERRIER. — *La protection des pêches maritimes*, 1903.
- Théodore LE GALL. — *L'industrie de la pêche dans les ports sardi-niers bretons. Crise et palliatifs*, 1904.
- GOULET. — *Des petites pêches maritimes*, 1905.
- Louis ROPERS. — *Exposition de la condition économique et sociale du pêcheur sardinier*, 1906.
- X. DE VILLIERS. — *Un épisode de la crise sardinière en Bretagne*, 1910.
- Pierre CADORET. — *L'industrie sardinière en Bretagne*, 1912.
- HIRSCHAUER. — *Les moteurs à explosion dans la marine de pêche*, 1914.

CORNUDET. — *Du machinisme considéré spécialement dans son application à l'industrie de la pêche*, 1909.

III. — OUVRAGES

H. L. DUHAMEL-DUMONCEAU. — *Traité général des pesches maritimes, des rivières, des étangs* (1769-1782, 3 vol.).

PETERSEN. — *On the biology of our flat fishes and on the decrease of our flat fish fisheries.*

ELISÉE RECLUS. — *Nouvelle géographie universelle*, 1875, Tome I et Tome II.

VIVIEN DE SAINT-MARTIN. — *Nouveau dictionnaire de géographie universelle.*

BARROS et HERCOLANO. — *Histoire du Portugal*. Traduction en français par H. Soulange-Bodin, 1840.

CAILLO JEUNE. — *Recherches sur la pêche de la sardine en Bretagne et sur les industries qui s'y rattachent*, 1855.

FÉLIX LIBAUDIÈRE. — *Des origines de l'industrie des conserves de sardines* (1824-1861), 1910.

ROCHÉ. — *La culture des mers en Europe*, 1898.

ROCHÉ. — *Les pêches maritimes modernes de la France*, 1904.

LAMOTTE. — *Les institutions nationales de prévoyance en faveur des marins-pêcheurs*, 1900.

ROMET. — *Etude sur la situation économique et sociale des marins-pêcheurs*, 1901.

L. DE SELHAC. — *La pêche de la sardine*, 1903.

Pierre LEMY. — *Les conserves alimentaires de poisson*, 1904.

BÉNARD et KUNSTLER. — *La pêche à la sardine.*

CUNY. — *Essai sur la condition des marins-pêcheurs.*

A. DUPOUY PÈRE. — *La crise sardinière*, 1903.

Auguste DUPOUY. — *Pêcheurs bretons*, 1920.

Charles LE GOFFIC. — *La crise sardinière*, 1907.

LAYRLE. — *La coopération de marins-pêcheurs.*

BAUDOIN. — *La pisciculture maritime.*

LOUIS AMIEUX. — *Documents concernant la crise sardinière de 1903 à 1912.*

Albert RÜDEL. — *La pêche de la sardine à Arcachon par des bateaux à moteur*, 1909.

Georges OUIZILLE. — *Contribution à l'étude de la crise sardinière*, 1909.

IV. — PÉRIODIQUES

Revue des sciences naturelles de l'Ouest.

Bulletins trimestriels de l'enseignement professionnel et technique des pêches.

La Réforme sociale. La crise sardinière, nos 400 et 401.

La Conserverie française, revue mensuelle.

La pêche maritime.

La Science au XX^e siècle, n° du 1^{er} avril 1903.

Annales du Laboratoire zoologique maritime des Sables-d'Olonne, année 1894, tome II.

Société des éditions géographiques maritimes et coloniales.

La Science et la Vie, n° 105, mars 1926.

L'Illustration du 5 août 1899. La pêche à la sardine, par Remy Saint-Maurice.

L'Illustration du 24 janvier 1903. La misère bretonne, par Remy Saint-Maurice.

Revue des Deux-Mondes, 15 janvier 1907.

Revue de Paris, 15 juin 1913.

La Nature, 4 janvier 1913.

L'Exportateur Français, 6 sept. 1923.

Le Sud-Ouest économique, 25 octobre 1895, 23-31 décembre 1895.

Le Temps, 8-9-11-14-15-17 janvier 1913.

Le Journal des Débats, 7-9 et 11 janvier 1913.

La Liberté, 14 septembre 1911 et 7 et 8 janvier 1913.

Le Figaro, 15 janvier 1913.

Le Gaulois, 12 janvier 1913.

Le Matin, 6, 8 et 10 janvier 1913.

La défense économique, 29 janvier 1913.

Le Populaire de Nantes, série d'articles G. Le Bail en 1909.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Conditions historiques d'organisation et de développement des industries sardinières française et portugaise</i>	5
a) LE CENTENAIRE D'UNE INDUSTRIE	5
Brevet Nicolas Appert	5
Développement des usines sur la côte française	8
Convention de Madrid, 14 avril 1891	10
Loi du 11 juillet 1906 dite « Loi le Bail »	11
Loi du 11 janvier 1892 dite « Loi Guilloteaux »	11
Crise sardinière de 1902	14
Découragement après campagne normale de 1909	14
116 usines s'apprêtent à fermer.	17
Sentence arbitrale du 26 mai 1913	18
Vente au poids	20
1914-1926	21
Principaux centres de fabrication	23
Résumé 1825-1925	25
Classement de trois périodes de pêche	26
Causes d'une production diminuée	28
Marsouins et belugas	32
b) LE RÉVEIL DE LA CÔTE PORTUGAISE.	36
La période de prospérité au Portugal à la fin du xiv ^e siècle	36
Décadence du Portugal à partir de 1581	37
Traité de 1703. Séparation du Brésil (1822)	37
H. OUIZILLE.	13

	Pages
Création de la première usine française au Portugal, 16 novembre 1880	38
Grand développement de la fabrication portugaise . .	40
Production de la pêche de la sardine au Portugal de 1905 à 1911	41
Production de la pêche de la sardine en Espagne de 1908 à 1911	42
Apogée de la fabrication portugaise en 1922	43
Statistique de la Douane portugaise.	44
Décomposition de l'exportation des conserves de sardi- nes portugaises par marchés	44
 CHAPITRE II. — Conditions techniques de pêche et réglemen- tation de celle-ci	
<i>a) LA PÊCHE DE LA SARDINE EN FRANCE</i>	<i>46</i>
Le filet droit	46
Objections contre les sennes et les filets tournants . .	50
Statistique du Ministère de la Marine relative au rende- ment de la pêche de la sardine de 1894 à 1903. . .	52
Grande senne Belot, 1872.	54
Petites sennes	54
Rapport de la commission d'enquête sur la crise sardi- nière du 3 février 1906.	55
La crainte de voir les prix baisser	57
Canots annexes.	59
La pêche à Saint-Jean-de-Luz	62
Autres centres de production.	67
Côte algérienne.	68
Le « sardinal ».	70
Le « lamparo ».	71
Côte marocaine atlantique	72
Côte californienne.	73
Bateaux de pêche à moteur	75
Bateaux chasseurs.	80
Penmarc'h : emploi probable des filets tournants en 1926.	82
<i>b) LA PÊCHE DE LA SARDINE AU PORTUGAL</i>	<i>84</i>
Les madragues	84
Les cercos.	85

	Pages
Les traînières	86
Répartition de la pêche de la sardine en 1920 entre 20 ports portugais	89
Comparaison entre les prix de revient des fabrications française et portugaise de 1904 à 1913 et de 1916 à 1925	94
CHAPITRE III. — <i>Conditions juridiques internes</i>	93
Conventions entre pêcheurs. Le travail dans les con- serveries	93
A. — EN FRANCE	94
I. — <i>Le partage de la pêche</i>	94
a) Le partage de la pêche autrefois	94
Le partage actuel de la pêche	99
b) Coopératives de Patrons-Pêcheurs	102
c) Syndicats de Marins-Pêcheurs	107
II. — <i>Le travail dans les conserveries de sardines</i>	110
Généralités.	110
a) LE CONTRAT DE TRAVAIL	115
Le gérant	118
Les manœuvres	121
Les ouvrières	123
Tableau des salaires à Concarneau.	125
Tableau des salaires à Douarnenez et Audierne.	126
Heures d'attente	129
Dénonciation du contrat collectif de Douarnenez	131
b) LA DURÉE DU TRAVAIL.	133
Loi de huit heures	133
Travail par relais	134
Autres réglementations	137
c) SYNDICATS OUVRIERS ET PATRONAUX	140
1) Syndicats ouvriers	140
2) Syndicat national des fabricants	141
B. — AU PORTUGAL	141
I. — Généralités	141
II. — Le personnel.	142
III. — La législation sociale	144
IV. — Syndicats et grèves.	146

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Conditions commerciales de droit et de fait</i>	148
I. — CONDITION DE DROIT	148
A. — Législation douanière française	149
Législation douanière au Portugal	151
Rapports douaniers avec la Tchéco-Slovaquie	152
Rapports douaniers avec la Suisse	153
B. — Répression des fraudes.	154
II. — CONDITIONS DE FAIT	160
A. — Etat des principaux marchés	160
Angleterre.	163
Etats-Unis.	164
Allemagne	165
Belgique	166
Pays-Bas	167
Autres marchés	167
Conclusions	169
B. — Variations de l'escudo	170
Tableau de ces variations	171
CHAPITRE V. — <i>Conclusion</i>	182
BIBLIOGRAPHIE	189

